

Chapitre 6

Les enjeux du développement pour les BRIICS

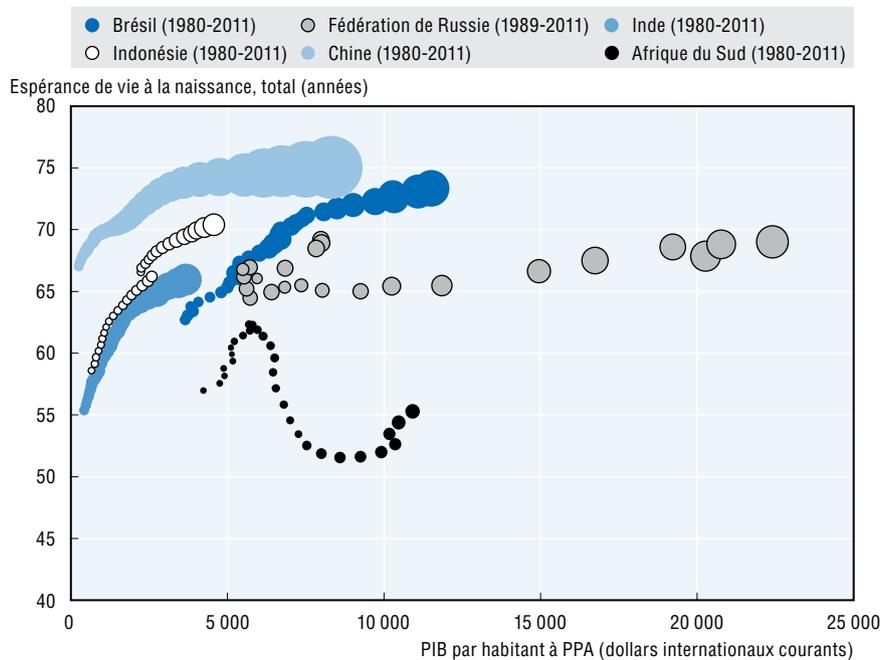
La performance des BRIICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde et Indonésie) sera déterminante dans la poursuite du processus qui voit se déplacer le centre de gravité de l'activité économique des pays membres de l'OCDE vers les pays non membres. Compte tenu de la diversité de l'expérience des BRIICS, certains des défis et des opportunités auxquels ils doivent faire face peuvent présenter de l'intérêt pour d'autres pays en développement au moment où ces derniers mettent en place leurs propres stratégies de développement. Le présent chapitre examine tout d'abord les sources de la croissance économique des BRIICS et l'évolution de leur intégration dans l'économie internationale, en mettant l'accent sur l'importance de l'investissement dans le savoir étranger et de l'importation de ce savoir en vue d'instaurer une croissance durable et de plus en plus mue par la productivité. Il s'appuie ensuite sur ces éléments pour traiter individuellement les BRIICS. Ces profils par pays reprennent l'historique du développement économique, les défis à relever, et les perspectives de dépasser le stade du revenu intermédiaire. Il en ressort que les politiques économiques à elles seules ne suffisent pas à améliorer l'équité et la durabilité environnementale, et que des réformes sont également nécessaires.

La performance des BRIICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde et Indonésie) sera déterminante dans le processus qui voit se déplacer le centre de gravité de l'activité économique des pays membres de l'OCDE vers les pays non membres. En 2012, les BRIICS représentaient plus de 20 % du PIB mondial, contre moins de 10 % seulement dix ans auparavant. Ces pays abritent près de la moitié de la population mondiale.

Malgré leurs remarquables résultats économiques, les BRIICS ont suivi des trajectoires de développement très dissemblables, qui ont entraîné des différences de niveau de revenu et de vitesse de convergence par rapport aux pays plus avancés (graphique 6.1). À l'exception de la Fédération de Russie, devenue depuis peu un pays à revenu élevé (en partie grâce aux rentes de ressources engendrées par l'actuelle flambée des prix des produits de base), les BRIICS font partie du groupe de pays à revenu intermédiaire ; l'Afrique du Sud, le Brésil et la Chine se situant dans la tranche supérieure, l'Inde et l'Indonésie dans la tranche inférieure. La Chine, et dans une moindre mesure, la Fédération de Russie, l'Inde et l'Indonésie, ont

Graphique 6.1. L'espérance de vie en Afrique du Sud et dans la Fédération de Russie s'est considérablement réduite

Évolution du PIB par habitant (axe horizontal), espérance de vie à la naissance (axe vertical) et taille de l'économie mesurée par le PIB (superficie du cercle)



Note : Les séries de données sur le PIB par habitant (à PPA) ont été établies par rapport à 2005, année de référence antérieure. L'utilisation des nouvelles données sur les PPA publiées en mai 2014 se serait traduite par une légère augmentation des chiffres du PIB par habitant pour les BRIICS.

Source : Calculs des auteurs d'après Banque mondiale (2013a), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201327>

affiché une croissance économique solide ces dix dernières années, tandis que l'Afrique du Sud et le Brésil doivent s'engager sur la voie d'une croissance plus durable et plus rapide.

Depuis environ trente ans, les BRIICS ont également suivi des trajectoires très variées du point de vue du développement humain et social. Tous les BRIICS ont sensiblement progressé en matière d'espérance de vie à la naissance pendant cette période, à l'exception de l'Afrique du Sud et de la Fédération de Russie (graphique 6.1). Dans la Fédération de Russie, l'espérance de vie à la naissance est tombée de 69 à 65 ans lors du passage de l'économie planifiée à une économie de marché dans les années 1990, et ce n'est que récemment qu'elle a retrouvé les niveaux de la fin de la période soviétique. De même, en Afrique du Sud, l'espérance de vie est tombée de 62 à 52 ans entre 1990 et 2005 du fait de la pandémie de sida. Les inégalités de revenus se sont creusées dans tous les BRIICS, excepté au Brésil et dans la Fédération de Russie (voir tableau 6.A2.2 de l'annexe). Cette accentuation des inégalités a été plus rapide en Chine et dans la Fédération de Russie, malgré un récent infléchissement de la tendance dans ce dernier pays. L'Afrique du Sud détient, quant à elle, le record des inégalités de revenus du groupe. Le Brésil, qui avait atteint des niveaux proches de ceux de l'Afrique du Sud, a réussi à réduire les inégalités en adoptant des politiques publiques volontaristes, mais également en augmentant le taux d'activité de la main-d'œuvre et en favorisant l'emploi. En outre, la plupart des BRIICS sont en proie à des tensions sociales. Le Brésil est confronté à d'importantes manifestations d'une classe moyenne émergente qui réclame une amélioration des services publics. La Fédération de Russie fait également face à des manifestations de la classe moyenne, qui, bien qu'ayant profité de la croissance, aspire à une plus grande représentation politique. L'Inde n'est pas à l'abri d'un risque d'instabilité qui viendrait d'une population active en forte croissance que sa stratégie de développement actuelle n'est pas en mesure d'absorber. L'Afrique du Sud est également confrontée à l'instabilité, à cause de son taux de chômage élevé et des inégalités très marquées. La stabilité de la Chine pourrait être mise en péril si l'économie ralentissait et tombait sous un certain seuil ; son « contrat social » implicite, selon lequel la croissance économique compense la faible participation dans les affaires publiques, risquerait dès lors d'être rompu.

Les BRIICS sont également confrontés à d'importants problèmes de dégradation de l'environnement. C'est le cas en particulier de la Chine et de la Fédération de Russie, où l'environnement a payé un lourd tribut à l'industrialisation rapide. Le Brésil et l'Indonésie sont aux prises avec le problème de la déforestation. L'Inde doit faire face au défi de la sécurité alimentaire, à moins que la productivité agricole puisse encore être améliorée. En outre, la Chine et l'Inde doivent faire face aux graves problèmes que posent l'utilisation inefficace de l'eau et les pénuries d'eau (voir tableau 6.A2.3 de l'annexe). Dans le domaine de l'énergie, tous les BRIICS, sauf le Brésil, ont une consommation énergétique élevée par unité de PIB comparé à la moyenne des pays de l'OCDE, les plus gros consommateurs étant la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud, suivies de la Chine (voir tableau 6.A2.3 de l'annexe). La Chine subit en outre actuellement le revers de son industrialisation rapide sous la forme de la pollution atmosphérique de ses grandes villes, qui menace de devenir un grave problème sanitaire et qui réduira probablement l'espérance de vie des citoyens.

Compte tenu de la diversité de l'expérience des BRIICS, certains des défis à relever et des options qui s'offrent à eux pour l'avenir peuvent présenter de l'intérêt pour d'autres pays en développement au moment où ces derniers mettent en place leurs propres stratégies de développement. Par conséquent, le présent chapitre examine tout d'abord les points communs et les différences des sources de croissance économique dans les BRIICS – du point de vue des dépenses et de l'accumulation des facteurs – et leur insertion dans l'économie mondiale au cours de ces vingt dernières années, puis il expose les fragilités structurelles

et les défis auxquels les pays sont confrontés. Sur la base de ces deux premières sections, il traite ensuite individuellement les BRIICS. L'historique du développement économique de chaque pays est détaillé, ainsi que les difficultés auxquelles ils sont confrontés et leurs chances de dépasser le stade du revenu intermédiaire dans les prochaines décennies. Sont également définis les domaines prioritaires de réformes pour faire face à ces défis. Ces notes par pays mettent en évidence que, pour converger vers les pays développés, les politiques économiques à elles seules ne suffisent pas : des réformes politiques destinées à améliorer l'équité et la durabilité environnementale sont également nécessaires.

Les différents moteurs de croissance des BRIICS

Parmi les BRIICS, la Chine et l'Inde sont les deux pays qui ont enregistré la croissance la plus impressionnante au cours des deux dernières décennies environ. Avec la flambée des prix des produits de base amorcée dans les années 2000, la croissance des autres BRIICS (l'Afrique du Sud, le Brésil, la Fédération de Russie et l'Indonésie) s'est également accélérée. Les moteurs de la croissance varient considérablement d'un pays à l'autre, tant du point de vue des dépenses que de l'accumulation des facteurs, et ouvrent des pistes pour comprendre les différences de performance de leur croissance.

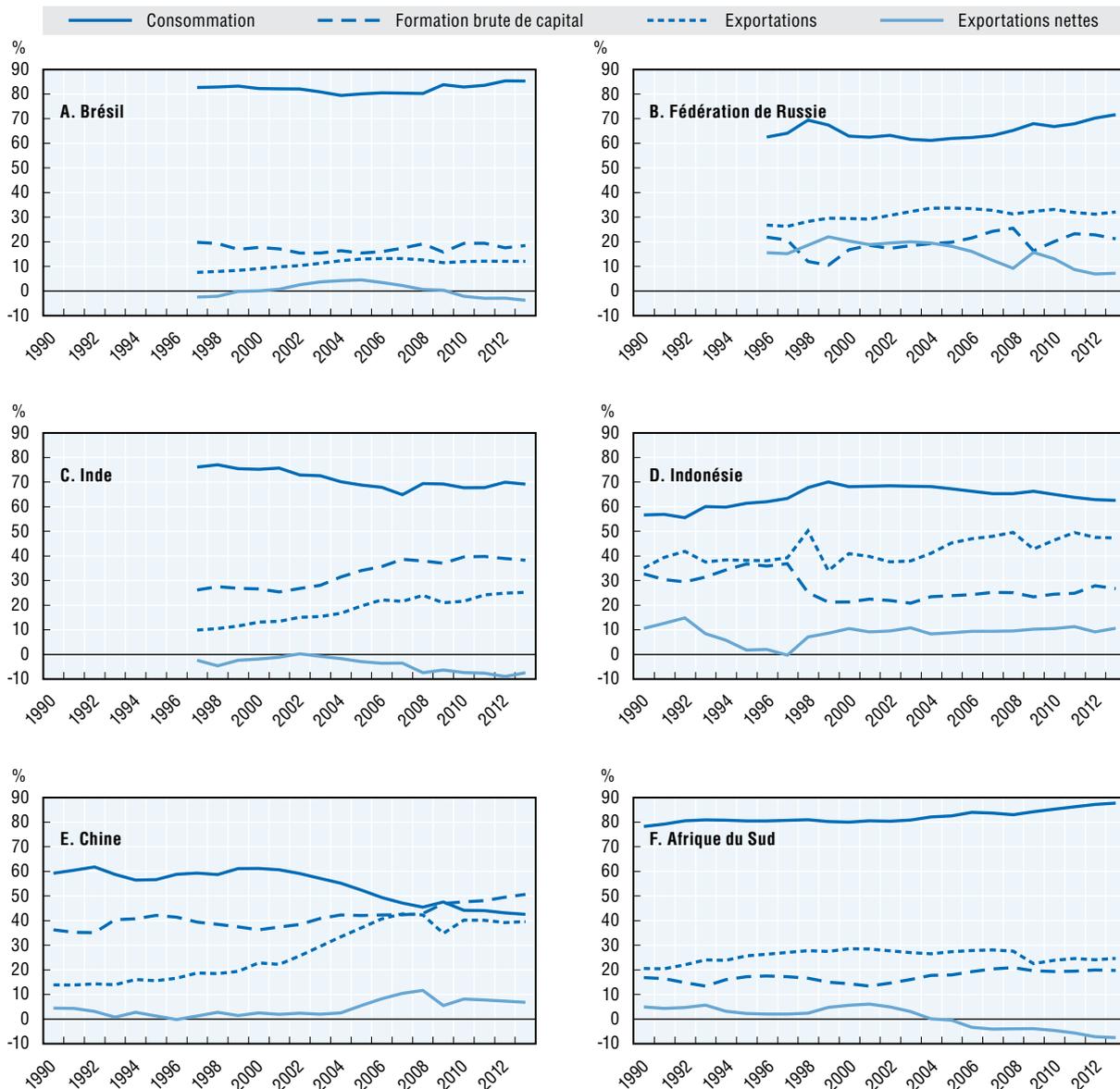
L'Inde, l'Indonésie et la Chine ont connu une croissance spectaculaire fondée sur l'accumulation de capital

Les pays asiatiques du groupe des BRIICS (« BRIICS-Asie »), c'est-à-dire la Chine, l'Inde et l'Indonésie, se distinguent par une accumulation de capital à un rythme beaucoup plus soutenu que celui de l'Afrique du Sud, du Brésil et de la Fédération de Russie. La Chine et l'Inde n'ont cessé d'accroître la part de l'investissement dans le PIB au cours des vingt dernières années, voire plus. En Chine, cette part est passée d'environ 35 % en 1991 à plus de 50 % en 2013 (graphique 6.2, partie E). La Chine est le seul pays du groupe où la formation brute de capital a représenté la catégorie de dépense du PIB la plus élevée en 2013. En Inde, la part de l'investissement est passée de moins de 30 % à près de 40 % entre 1997 et 2013 (graphique 6.2, partie C). L'Indonésie a investi massivement au début des années 1990 en portant la part de l'investissement dans le PIB à plus de 30 %. La crise asiatique de la fin des années 1990 a provoqué un recul de la part de l'investissement dans le PIB, qui est tombée à 20 % pour ensuite remonter progressivement à environ 30 % en 2013 (graphique 6.2, partie D). Dans les autres BRIICS (Afrique du Sud, Brésil et Fédération de Russie), la part de l'investissement est moins élevée : autour de 20 % depuis une vingtaine d'années, sauf certaines années, en particulier dans la Fédération de Russie. Il n'est pas surprenant que les investissements dans ces pays aient été moins significatifs au vu de l'ampleur de leur stock de capital par habitant (infrastructures, immobilier et capital des entreprises en particulier) que ceux des BRIICS-Asie. (Le stock de capital a été estimé à partir des données établies par Berlemann et Wesselhoft, 2013.)

Ces dernières décennies, la contribution de l'investissement à la croissance économique globale a été particulièrement importante en Chine et en Inde. En Chine, elle était légèrement inférieure à 50 % au début des années 90, puis est tombée à 25 % dans la seconde moitié de la décennie pour dépasser la barre des 50 % depuis le début des années 2000 (graphique 6.3, partie E). En Inde, cette part approchait les 50 % dans les années 2000, ce qui est nettement plus que dans les autres BRIICS (graphique 6.3, partie C). L'investissement a contribué à hauteur d'environ 25 % ou plus à la croissance du PIB en Afrique du Sud, dans la Fédération de Russie et en Indonésie. Au Brésil, la formation brute de capital était à l'origine de 35 % de la croissance à la fin des années 2000, avec des contributions clairement inférieures à celles apportées pendant les autres périodes.

Graphique 6.2. Augmentation de la part de l'investissement dans le PIB en Chine, en Inde et en Indonésie

Catégories de dépenses en % du PIB



Notes : Les parts des différentes composantes du PIB selon l'optique des dépenses sont calculées en termes réels, autrement dit, chaque catégorie de dépense est corrigée à l'aide d'un déflateur spécifique à chaque catégorie en glissement annuel (et non avec un déflateur spécifique à une année de référence). La consommation englobe la consommation publique et privée.

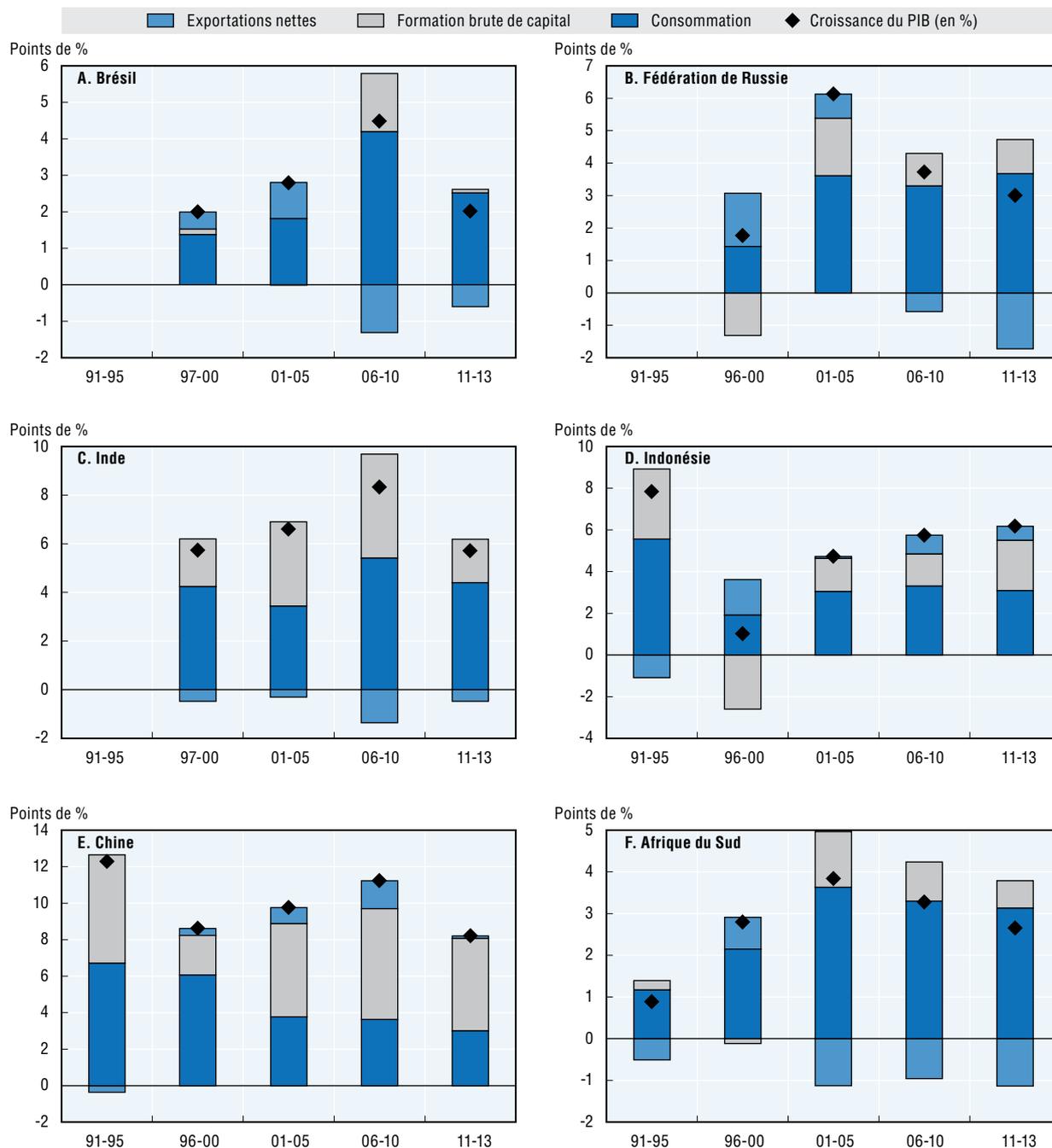
Source : OCDE (2014), *Perspectives économiques de l'OCDE* (base de données), <http://stats.oecd.org/>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201335>

S'agissant du stock de capital, tous les BRIICS sont clairement en retard par rapport à la moyenne de l'OCDE, ce qui signifie qu'une croissance fondée sur l'accumulation reste encore possible (Berlemann et Wesselhoft, 2013). La décomposition de la croissance, du point de vue de l'accumulation des facteurs, met en évidence que l'accumulation de capital s'est largement traduite en croissance économique durant les deux dernières décennies dans tous les BRIICS (graphique 6.4, la contribution de la croissance du stock de capital se décline en croissance du capital en TIC et du capital hors TIC). La contribution de l'accumulation

Graphique 6.3. La croissance de l'économie chinoise, indienne et indonésienne est liée à une forte hausse de l'investissement

Contributions à la croissance du PIB (en points de pourcentage), par catégorie de dépense



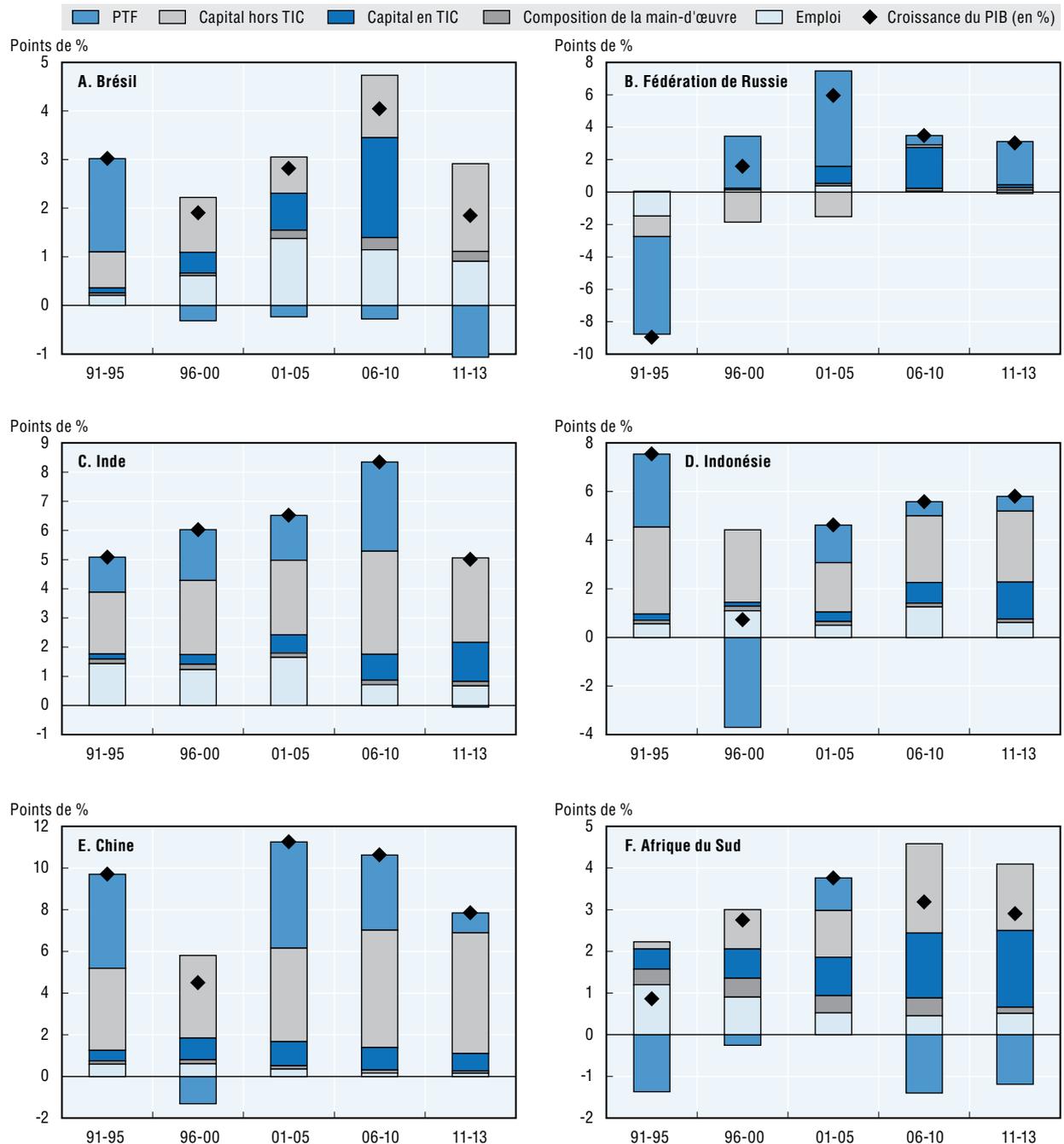
Notes : Les contributions à la croissance du PIB des différentes catégories de dépense sont calculées en termes réels, autrement dit, chaque catégorie de dépense est corrigée à l'aide

Source : Calculs des auteurs d'après Banque mondiale (2013a), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933201349>

Graphique 6.4. L'accumulation de capital a été le principal moteur de croissance dans l'ensemble des BRIICS

Contributions à la croissance du PIB (en points de pourcentage), par facteur de production



Notes : « PTF » désigne ici la croissance de la productivité totale des facteurs. « TIC », « hors TIC » et « emploi » se rapportent respectivement à la contribution de la croissance du capital en TIC, la croissance du capital hors TIC et la croissance de l'emploi. La « composition de la main-d'œuvre » se rapporte à la contribution à la croissance de l'évolution de la structure des compétences de la main-d'œuvre. Pour les précisions méthodologiques de la décomposition de la croissance, consulter : <https://www.conference-board.org/retrievefile.cfm?filename=Methodological-Notes--20141.pdf&type=subsite>.

Source : The Conference Board (2014), *The Conference Board Total Economy Database* (base de données), <https://www.conference-board.org/data/economydatabase/>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933201358>

de capital a dépassé 50 % dans tous les BRIICS ces dix dernières années, sauf dans la Fédération de Russie où cela n'a été le cas que dans la seconde moitié des années 2000. La contribution à la croissance du capital en TIC et hors TIC a été significative en Afrique du Sud et au Brésil. En Chine, en Inde et en Indonésie, le rattrapage de la croissance est davantage imputable à l'accumulation de capital hors TIC qu'au capital en TIC. Dans le cas de la Fédération de Russie, la croissance a été assurée par l'accumulation du capital en TIC et non par le capital hors TIC. Par conséquent, l'augmentation du stock de capital demeure un facteur essentiel pour accroître la production. L'accumulation du capital en TIC semble prendre une place grandissante dans les économies les plus prospères.

Une meilleure utilisation de la main-d'œuvre en Afrique du Sud, mais également en Inde, pourrait accélérer la croissance

La contribution de la croissance de l'emploi à la croissance de la production/du PIB a été globalement inférieure à celle de l'accumulation du capital dans l'ensemble des BRIICS durant les deux dernières décennies écoulées (graphique 6.4). Néanmoins, en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde, la progression de l'emploi a été un important moteur de la croissance. L'emploi a, en moyenne, contribué à hauteur de 50 % à la croissance globale en Afrique du Sud, de 30 % au Brésil et de 20 % en Inde, avec des contributions moyennes nettement inférieures au cours des dernières années, en particulier en Afrique du Sud et en Inde. La croissance de l'emploi a également positivement contribué à la croissance globale en Chine et en Indonésie ces vingt dernières années, bien que cette contribution ait été plus faible comparée à d'autres facteurs de croissance de la production. Le changement de la composition de la main-d'œuvre en termes de compétences a peu influé sur la croissance ces deux dernières décennies (graphique 6.4) ; l'Afrique du Sud est la seule exception étant donné que l'évolution de la composition de la main-d'œuvre a contribué pour plus de 10 % à la croissance.

En Afrique du Sud et en Inde, la main-d'œuvre est encore sous-utilisée : son taux d'utilisation y est respectivement de 40 % et 20 % inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE de 2011 (voir chapitre 2, graphique 2.1)¹. Ainsi, une croissance continue de l'emploi dans ces pays se traduirait probablement par une accélération de la croissance économique et, parallèlement, permettrait un partage plus large des bénéfices de cette croissance au sein de la population. La progression de l'emploi dans ces deux pays revêt une importance particulière au vu de l'entrée sur le marché, dans les prochaines années, de populations encore très jeunes (tableau 6.1). L'Afrique du Sud et l'Inde sont les économies dont la population est la plus jeune parmi les BRIICS ; leurs taux de dépendance pourraient être les plus faibles en 2040.

Les gains de productivité sont plus marqués en Chine, dans la Fédération de Russie et en Inde

Les gains de productivité sont essentiels à toutes les étapes du développement. Toutefois, lorsque la croissance fondée sur l'accumulation des facteurs décline, les pays doivent intensifier leurs efforts pour doper la productivité afin que leur économie continue de croître. L'amélioration de la productivité totale des facteurs (PTF) a sensiblement contribué à la croissance économique globale en Chine et en Inde au cours des vingt dernières années (graphique 6.4, parties C et E), ainsi que dans la Fédération de Russie depuis la seconde moitié des années 1990 (graphique 6.4, partie B)². Cette hausse s'est d'abord ralentie vers la fin des années 2000 dans la Fédération de Russie, avant de s'accélérer de nouveau à partir de 2010. En Chine, la PTF a régressé vers la fin des années 2000 et a

Tableau 6.1. Le vieillissement de la population accroît les taux de dépendance
Évolution des taux de dépendance de l'âge médian, total, des personnes âgées et des enfants, 1950-2050

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Brésil											
Âge médian	19	19	19	20	23	25	29	33	37	41	44
Taux de dépendance total	80	87	85	73	66	54	48	44	47	52	61
Taux de dépendance des personnes âgées	5	6	7	7	7	8	10	14	20	27	36
Taux de dépendance des enfants	75	81	79	66	59	46	38	30	27	25	25
Chine											
Âge médian	24	21	19	22	25	30	35	38	42	46	46
Taux de dépendance total	63	77	79	68	54	48	36	43	47	58	63
Taux de dépendance des personnes âgées	7	7	7	9	9	10	11	17	24	35	39
Taux de dépendance des enfants	56	70	72	59	45	38	25	26	23	23	24
Inde											
Âge médian	21	20	19	20	21	23	25	28	31	34	37
Taux de dépendance total	68	77	80	75	71	63	54	49	47	46	48
Taux de dépendance des personnes âgées	5	5	6	6	7	7	8	9	12	15	19
Taux de dépendance des enfants	63	71	74	69	64	56	47	40	35	31	29
Indonésie											
Âge médian	20	20	19	19	21	24	27	30	32	35	38
Taux de dépendance total	76	77	87	81	67	55	53	47	46	50	53
Taux de dépendance des personnes âgées	7	6	6	7	6	7	8	9	13	19	24
Taux de dépendance des enfants	69	70	81	74	61	47	46	38	33	31	29
Fédération de Russie											
Âge médian	24	27	31	31	33	36	38	39	42	43	42
Taux de dépendance total	53	58	51	47	50	44	39	48	52	52	60
Taux de dépendance des personnes âgées	7	10	12	15	15	18	18	22	28	28	33
Taux de dépendance des enfants	46	48	40	32	34	26	21	26	25	24	27
Afrique du Sud											
Âge médian	21	20	19	19	20	23	25	28	29	31	34
Taux de dépendance total	73	81	84	81	73	57	54	54	49	46	47
Taux de dépendance des personnes âgées	6	7	6	6	6	5	8	10	11	12	15
Taux de dépendance des enfants	67	74	77	75	67	52	46	44	38	34	32

Notes : Les âges médians sont ceux estimés pour 2010 et prévus pour 2025 et 2050. Les taux de dépendance sont calculés sur la base du nombre de personnes à charge pour 100 personnes en âge de travailler.

Source : DAES-ONU (2013), *World Population Prospects* (base de données), http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/panel_population.htm.

concouru pour seulement 10 % environ à l'accroissement du PIB depuis 2010. En Inde, la PTF a augmenté jusqu'à la fin des années 2000, mais a stagné ces trois dernières années. Dans tous les autres pays du groupe des BRIICS, la contribution de la productivité à la croissance a été négative, ou relativement faible lorsqu'elle a été positive.

L'analyse détaillée de la progression de la productivité (à savoir une analyse fondée sur des estimations détaillées, par secteur, de la productivité du travail et de la croissance de la PTF) met également en lumière la forte croissance de la productivité en Chine, en Inde et d'une certaine façon dans la Fédération de Russie. Parmi les BRIICS, la Chine a enregistré les gains de productivité les plus spectaculaires au cours de la dernière décennie : environ

10 % par an pour la productivité du travail et plus de 7 % pour la PTF dans l'industrie manufacturière et les services (graphique 6.5). L'Inde a également vu sa productivité progresser notablement au cours de cette même période, bien qu'à un rythme moins soutenu que celui de la Chine. La Fédération de Russie a affiché une croissance vigoureuse de la productivité du travail dans l'industrie manufacturière et les services. Néanmoins, les estimations indiquent qu'il n'y a eu aucune amélioration de la PTF dans l'industrie manufacturière dans ce pays au cours des dix dernières années. La progression de la PTF dans la Fédération de Russie pendant la même période (graphique 6.4) est par conséquent certainement liée aux améliorations des services et aux rentes élevées tirées des ressources naturelles. En Indonésie, l'économie n'est pas autant fondée sur la productivité. Au Brésil, la productivité du travail stagne et la croissance de la PTF a même diminué dans l'industrie manufacturière et les services. Les estimations pour certains secteurs de l'industrie manufacturière en Afrique du Sud affichent également une faible croissance de la productivité par rapport aux autres BRIICS (non présentées dans le graphique). En outre, il semble que, dans la plupart des BRIICS, la croissance de la PTF soit dictée par la croissance de la productivité au sein de l'entreprise et non par la redistribution des parts de marché entre les entreprises (voir graphique 3.3 au chapitre 3). L'Indonésie fait exception, étant donné que des entreprises plus productives sont à l'origine d'une part croissante de la production.

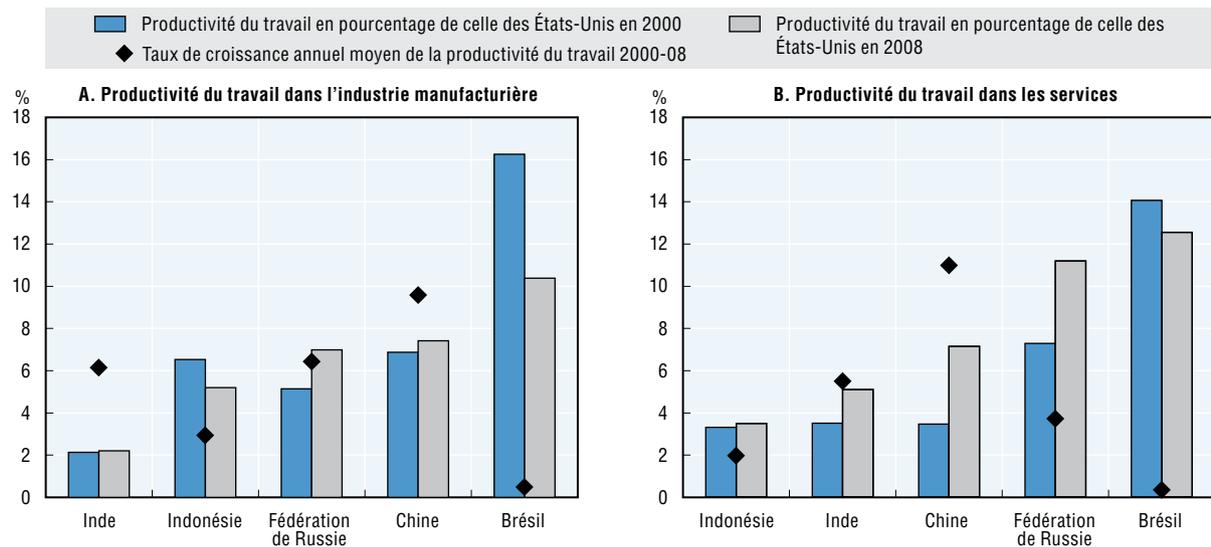
Les niveaux de productivité des BRIICS accusent un retard par rapport à ceux des pays avancés

Les niveaux de productivité ont également des conséquences importantes sur la capacité des BRIICS à trouver de nouveaux moteurs de croissance. Alors que l'amélioration de la productivité se traduit directement par de la croissance économique, les niveaux de productivité, eux, indiquent dans quelle mesure un pays a réussi à faire face à la concurrence dans les secteurs agricole, industriel et tertiaire à plus forte valeur ajoutée ou dans des segments de ces secteurs. La productivité du travail et les niveaux de PTF dans les industries manufacturières et les services des BRIICS accusent encore un retard considérable par rapport à ceux des économies plus avancées (graphique 6.5). Les BRIICS ont des niveaux de productivité du travail voisins du dixième ou inférieurs au dixième de celui des États-Unis en ce qui concerne l'industrie manufacturière ; dans le cas des services, seuls le Brésil et la Fédération de Russie ont excédé ce niveau, mais uniquement d'un ou deux points de pourcentage (graphique 6.5, parties A et B). Les écarts de productivité du travail des BRIICS dans l'industrie manufacturière sont principalement liés aux écarts de la productivité par secteur, plutôt qu'à la structure industrielle (voir graphique 3.1 au chapitre 3). L'écart entre la PTF des BRIICS et celle des États-Unis est également important et varie entre 6 et 22 % (graphique 6.5, parties C et D). Les pays ayant de faibles coefficients de capital (comme la Chine dans l'industrie manufacturière et les services, et l'Indonésie dans l'industrie manufacturière) ont généralement des niveaux de PTF supérieurs à ceux des autres BRIICS, même s'ils sont moins bien classés en matière de productivité du travail. Des données globales comparables pour l'industrie manufacturière en Afrique du Sud n'étaient pas disponibles, mais des comparaisons avec certains secteurs de cette industrie laissent supposer que les niveaux de productivité dans ce pays sont les plus faibles de tous les BRIICS.

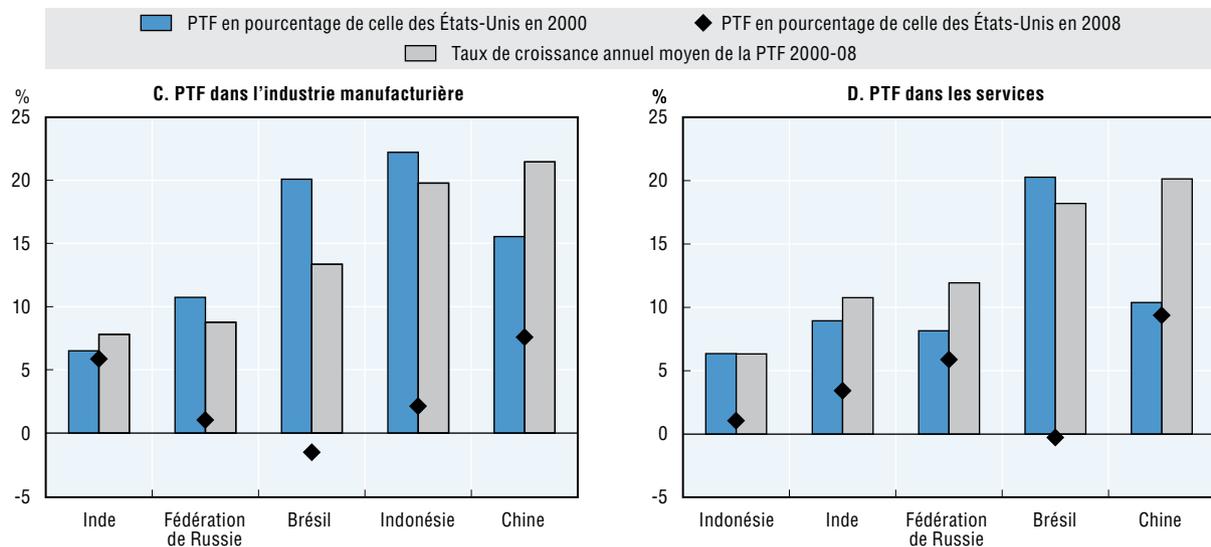
Au vu du déficit de productivité qui perdure dans les BRIICS, des gains de productivité supplémentaires pourraient encore être réalisés grâce à l'adoption de nouveaux processus de production émanant de pays étrangers. Cela permet de maintenir des coûts faibles

Graphique 6.5. Les écarts de productivité dans les BRIICS sont amples

Productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée en USD de 2002) en pourcentage de celle des États-Unis en 2000 et 2008



Productivité totale des facteurs (PTF) en pourcentage de celle des États-Unis en 2000 et 2008



Notes : La productivité du travail est définie comme la valeur ajoutée par employé (en USD de 2002). La productivité totale des facteurs (PTF) correspond au facteur résiduel expliquant la création de valeur ajoutée après prise en compte des contributions du travail et du capital. Toutes les variables sont exprimées en termes réels et converties en USD aux taux de change moyens sur l'année en question. L'année de référence est 2002. La PTF est estimée en utilisant des données provenant de 14 secteurs manufacturiers et 18 secteurs de services, classées selon la 3^e révision de la classification internationale type, par secteur (CITI, Rév. 3). Les données globales concernant la PTF du secteur manufacturier et du secteur des services sont obtenues en pondérant les composantes par leur valeur ajoutée. Consulter l'annexe (annexe 6.A1) pour des précisions méthodologiques. Des données comparables pour l'Afrique du Sud ne sont pas disponibles, mais des comparaisons faites entre certains secteurs manufacturiers laissent penser que le niveau de productivité de l'Afrique du Sud est parmi les plus faibles des BRIICS.

Source : Estimations de l'auteur d'après Timmer, M.P. (dir. pub.) (2012), « The World Input-Output Database (WIOD): Contents, Sources and Methods », WIOD Working Paper, n° 10, www.wiod.org/publications/papers/wiod10.pdf.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201365>

pouvant supporter le rattrapage tiré par les exportations. Lorsque les possibilités d'adopter des technologies étrangères sont épuisées, les anciens moteurs commencent à s'essouffler et de nouvelles sources de gains de productivité sont nécessaires.

Les difficultés de l'intégration internationale dans les BRIICS

Au cours des vingt dernières années, l'intégration internationale a connu une progression impressionnante dans les BRIICS grâce aux exportations, aux importations et à l'IDE, en particulier avec la montée en puissance de la Chine et l'envolée parallèle des produits de base dans les années 2000 (voir graphiques 1.3 et 1.4 au chapitre 1). Les importantes réformes liées au commerce et aux investissements ont également participé à l'accélération de l'intégration internationale dans ces pays. L'Inde, par exemple, a réduit ses droits de douane unilatéralement pendant cette période. La Chine et, dans une moindre mesure, la Fédération de Russie ont dû entreprendre des réformes pour accéder à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La balance commerciale des biens et des services était positive, bien qu'en baisse, dans la plupart des BRIICS durant les années 2000, à l'exception de l'Afrique du Sud et de l'Inde qui enregistrent une balance négative depuis la moitié des années 2000 (graphique 6.2)³. Le Brésil affiche également un déficit commercial depuis 2010. Toutefois, les exportations nettes étaient la composante du PIB en matière de dépenses la plus faible des BRIICS. De plus, durant une période de cinq ans au cours des deux dernières décennies, les exportations ont augmenté plus lentement que les importations dans certains des BRIICS, entraînant une contribution négative au PIB de la croissance des exportations nettes sous l'angle des dépenses (graphique 6.3). Depuis le milieu des années 90, la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB a toutefois été clairement positive en Chine et en Indonésie. Au cours des deux dernières décennies, d'autres BRIICS ont également connu des périodes durant lesquelles la contribution des exportations nettes à la croissance a été positive.

Bien que la contribution directe des exportations nettes au PIB et de la progression des exportations nettes à la croissance du PIB s'avèrent relativement faibles dans les BRIICS, l'intégration internationale par l'intermédiaire des exportations et des importations a de nombreux effets indirects sur le PIB et sa croissance (Lin et Li, 2002 ; Zhu et Kotz, 2010). Par exemple, exploiter les savoirs étrangers en important des biens d'équipement et des services diminue les exportations nettes, mais permet de progresser le long de la chaîne de valeur et de doper la production nationale et les exportations.

Parmi les BRIICS, le Brésil a la part la plus faible des exportations dans le PIB

La part des exportations dans le PIB varie considérablement entre les BRIICS. Tandis que cette part représentait environ 5 % en Chine et en Inde au début des années 80, elle n'a cessé de progresser pour atteindre environ 30 % en Chine et plus de 20 % en Inde en 2010 (graphique 6.2, parties E et C). De même, dans la Fédération de Russie, la part des exportations dans le PIB est passée d'un peu plus de 10 % dans les années 90 à environ 30 % dans les années 2000. En Afrique du Sud et en Indonésie, les exportations ont toujours occupé une place importante. Au cours des trois dernières décennies, leur part dans le PIB représentait environ 30 % en Afrique du Sud et aux alentours de 20 % en Indonésie (graphique 6.2, parties F et D).

Parmi les BRIICS, le Brésil est le pays le moins intégré dans l'économie internationale, du moins sur le plan des exportations. La part des exportations est passée de 5 % en 1981 à environ 10 % en 2010 (graphique 6.2, partie A), ce qui demeure une part faible comparée aux autres BRIICS.

Les BRIICS riches en ressources naturelles ont diversifié leurs exportations au profit d'activités manufacturières non liées à ces ressources avant l'envolée des prix des produits de base

Bien que les quatre BRIICS riches en ressources naturelles (Afrique du Sud, Brésil, Fédération de Russie et Indonésie) aient toujours exporté des produits principalement issus des ressources naturelles, ces pays se sont diversifiés dans des activités manufacturières non liées aux ressources naturelles vingt ans ou plus avant la forte hausse des prix des produits de base dans les années 2000 (graphique 6.6, parties A, B, D, F). En 1965, le Brésil exportait essentiellement des produits alimentaires (70 % des marchandises exportées), puis s'est diversifié au profit d'activités manufacturières non liées aux ressources naturelles, lesquelles représentaient 60 % des exportations en 2000. En 1975, les carburants tenaient une place importante dans les exportations en Indonésie (70 % des marchandises exportées), mais les activités manufacturières non liées aux ressources naturelles y ont également pris une place dominante jusqu'à 2000 (en atteignant près de 60 % en 2000, alors qu'elles étaient quasi inexistantes en 1975). L'Afrique du Sud jouit d'une position historiquement dominante en ce qui concerne les exportations de denrées alimentaires, de minerais et de métaux (en 1975, elles représentaient plus de 50 % des exportations totales de marchandises). Comparé au Brésil et à l'Indonésie, ce pays s'est industrialisé plus tôt et les activités manufacturières non liées aux ressources naturelles représentaient 35 % des exportations totales de marchandises en 1975. L'Afrique du Sud s'est également diversifiée dans l'industrie manufacturière (dont la part a également atteint environ 60 % des exportations de marchandises en 2000). Dans le cas de la Fédération de Russie, les activités manufacturières non liées aux ressources naturelles ont moins de poids étant donné l'avantage comparatif de taille du pays concernant la production et l'exportation de carburants. La part des produits manufacturés non liés aux ressources naturelles ne s'élevait qu'à 30 % en 2000, tandis que la part des carburants représentait encore 60 %.

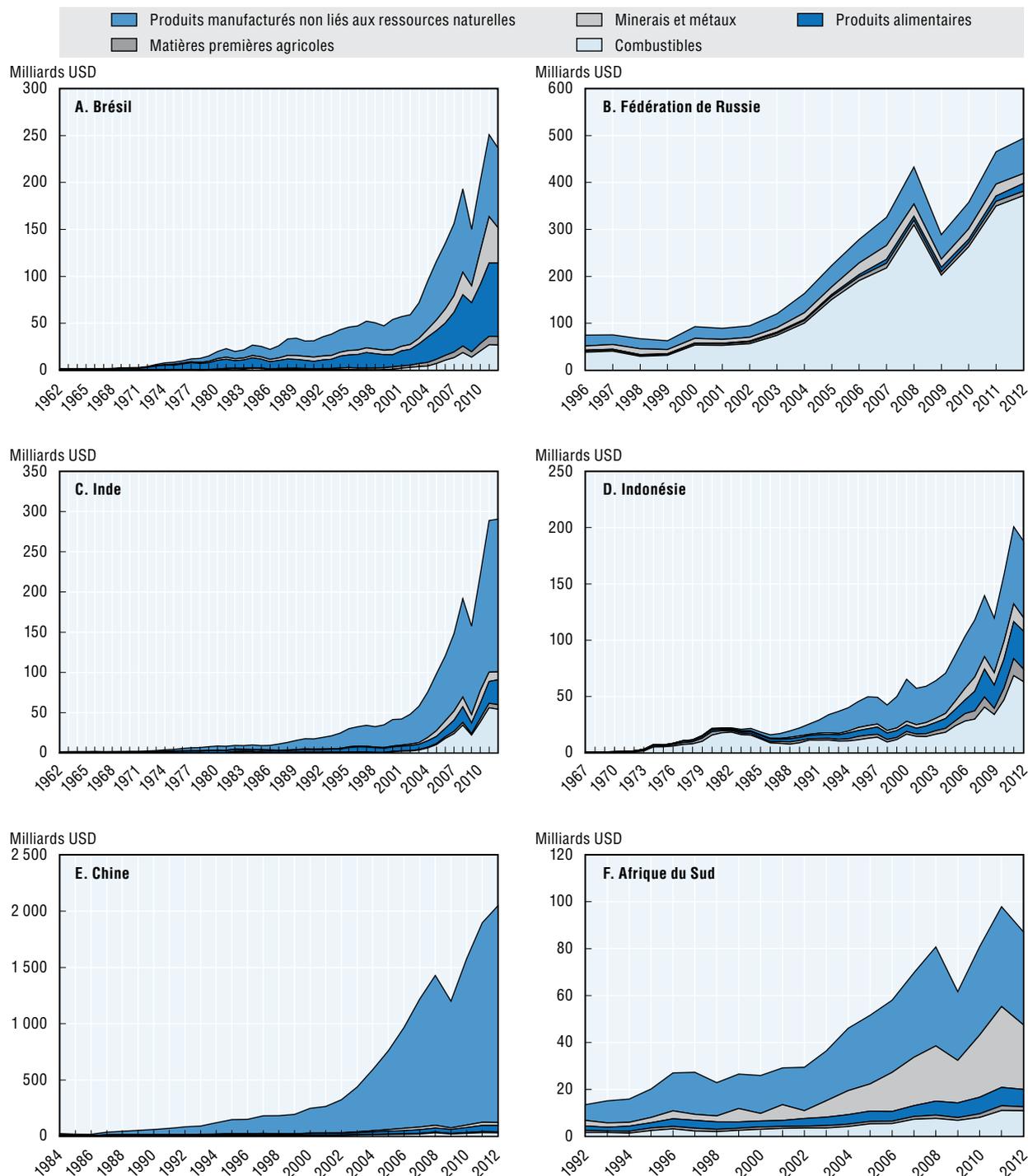
Les ressources naturelles étant beaucoup moins abondantes en Chine et en Inde, les exportations en pourcentage du PIB de ces pays étaient faibles avant qu'ils ne commencent à s'industrialiser (graphique 6.2). Lorsqu'ils ont commencé à exporter des produits manufacturés (vers la fin des années 80), l'avantage comparatif qu'ils possèdent sur les activités manufacturières non liées aux ressources naturelles est devenu évident. En 2000, en Inde, 80 % des exportations totales de marchandises étaient des produits manufacturés non liés aux ressources naturelles ; cette part a atteint 90 % en Chine (graphique 6.6, parties C et E).

Les BRIICS riches en ressources naturelles ont limité la diversification de leurs exportations lors de l'envolée des prix des produits de base

L'envolée des prix des produits de base entamée dès le début du processus de « basculement de la richesse » a profondément affecté la structure des exportations des BRIICS. Parallèlement à l'extraordinaire dynamisme de l'économie mondiale, les exportations de la Chine ont été multipliées par huit depuis 2000, principalement dans l'industrie manufacturière non liée aux ressources naturelles. En outre, l'intensité technologique des exportations de la Chine s'est accrue. Près de la moitié des exportations totales de la Chine de 2012 relève des biens d'équipements et environ 35 % de ces dernières peuvent être classés comme des produits à forte intensité technologique (par exemple, machines électriques et informatiques ou équipements de communication), contre 10 % en 1995 (voir les graphiques 6.A2.1 et 6.A2.2 de l'annexe). Le degré de diversification en termes du nombre de produits d'exportation pour lesquels la Chine possède un avantage

Graphique 6.6. Les exportations de tous les BRIICS ont augmenté à un rythme soutenu depuis 2000

Exportations des biens en milliards USD (valeur nominale), par type de produit



Notes : Les produits manufacturés se rapportent à des produits manufacturés non liés aux ressources naturelles et excluent donc les denrées alimentaires ou la simple transformation de matières premières.

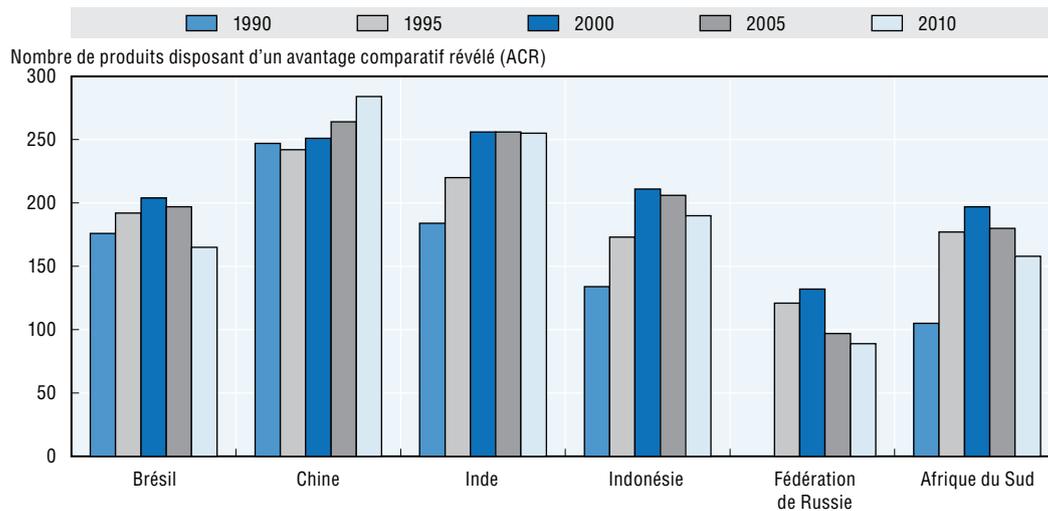
Source : Calculs des auteurs d'après Banque mondiale (2013a), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201371>

comparatif révélé (ACR) a évolué rapidement depuis 1995 (graphique 6.7) ; elle disposait de la structure d'exportations la plus diversifiée des BRIICS avec un ACR pour plus de 280 produits en 2010⁴.

Graphique 6.7. La Chine diversifie ses exportations à un rythme soutenu

Nombre de produits disposant d'un avantage comparatif révélé (ACR)



Notes : Les produits traités dans ce graphique correspondent aux produits avec un code de classification à 4 chiffres de la CTCl. Un pays présente un avantage comparatif révélé (ACR) dans la production d'un produit si la part des exportations de ce produit dans les exportations nationales est supérieure à la part des exportations de ce produit dans les exportations mondiales.

Source : Calculs des auteurs d'après UN Comtrade (2013), *United Nations Commodity Trade Statistics* (base de données), <http://comtrade.un.org/db/default.aspx>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201384>

Les économies en développement riches en ressources naturelles – pour le groupe des BRIICS, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Fédération de Russie et l'Indonésie – ont tiré profit de la montée en puissance de la Chine en répondant à sa demande accrue en matières premières et en produits issus des ressources naturelles. Les exportations du Brésil ont quintuplé entre 2000 et 2012, en particulier en matière d'exportations de denrées alimentaires, mais également de minerais, de métaux et de carburants (graphique 6.5, partie A). La forte poussée des prix des produits de base a également profité à la Fédération de Russie, riche en ressources naturelles qui, comme le Brésil, a vu quintupler ses exportations totales depuis 2000 (graphique 6.6, partie B). Les produits pétroliers représentaient 75 % des exportations totales de marchandises en 2012, contre moins de 60 % en 2000. Ces exportations d'énergie comprennent essentiellement des biens de consommation finaux. En Afrique du Sud et en Indonésie, les résultats à l'exportation sur les dix dernières années, bien que multipliés par quatre, ont été les moins spectaculaires des BRIICS. L'Indonésie, économie riche en ressources naturelles, a connu une croissance de ses exportations de denrées alimentaires, minerais, métaux et carburants, qui ont gagné des parts dans les exportations totales (graphique 6.6, partie D). En Afrique du Sud, les exportations de minerais et de métaux ont augmenté plus rapidement (graphique 6.6, partie F). Dans une certaine mesure, l'Inde (bien qu'elle ne soit pas réputée riche en ressources naturelles excepté en charbon) a également profité de la hausse des prix des produits de base en exportant des produits manufacturés à base de coke, l'un de ses principaux produits d'exportation (graphique 6.6, partie C).

Les BRIICS riches en ressources naturelles ont également considérablement accru leurs exportations de produits manufacturés non liés aux ressources naturelles ces dix dernières années (graphique 6.6). Au vu des possibilités d'exportations offertes par l'envolée des prix des produits de base, leurs exportations de produits manufacturés non liés aux ressources naturelles se sont ralenties à un rythme moins soutenu que celui des produits issus des ressources naturelles. En revanche, et contrairement à la Chine, l'augmentation en termes absolus des exportations de produits manufacturés n'a pas été atteinte par une progression dans la chaîne de valeur, c'est-à-dire, par une spécialisation accrue en produits à forte intensité technologique (tels que les machines électriques et informatiques ou les équipements de communication). Dans les quatre BRIICS riches en ressources naturelles, les exportations de produits à forte intensité technologique étaient une composante mineure des exportations totales de marchandises durant les années 2000 ; elles ont même reculé durant cette période (voir le graphique 6.A2.2 de l'annexe).

Par ailleurs, avec l'arrivée de la Chine aux premiers rangs des exportateurs de produits manufacturés, les quatre BRIICS riches en ressources naturelles ont perdu leur avantage comparatif sur certains produits à l'échelon international. Le nombre de produits d'exportation (y compris toutes les marchandises) pour lesquels ils ont un avantage comparatif révélé (ACR) a décliné (graphique 6.7). Si l'on prend pour référence des économies plus avancées, telles que les États-Unis, le Japon ou même des économies plus petites comme la Suisse ou Singapour, la récente diminution de la diversification dans les BRIICS riches en ressources naturelles est prématurée et pourrait devenir un obstacle de taille au développement si l'augmentation des prix des produits de base venait à prendre fin (voir graphique 2.4 au chapitre 2). Les économies riches ont également entamé un processus de spécialisation, mais avec des revenus beaucoup plus élevés et un niveau de diversification plus important que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Fédération de Russie et l'Indonésie.

L'Inde se positionne comme un important exportateur de services

La progression des exportations indiennes au moment de l'envolée des prix des produits de base est atypique à plusieurs égards. Contrairement aux autres BRIICS, l'Inde bénéficie d'un avantage comparatif considérable et croissant pour l'exportation de services, en particulier en ce qui concerne les services liés à l'informatique et à la communication (voir encadré 4.5 au chapitre 4). Sa part des exportations de services dans les exportations totales était de plus de 35 % en 2010 (non présentée dans le graphique 6.6). Dans les autres BRIICS, cette part s'est maintenue sous les 10 % excepté en Afrique du Sud où elle était de 15 %, mais concernait essentiellement les services de voyage.

Dans la structure des exportations de l'Inde, comme dans les autres BRIICS, à l'exception de la Chine, la part des produits manufacturés non liés aux ressources naturelles s'est réduite depuis 2000, tandis que la part des exportations de produits issus des ressources naturelles (coques principalement) s'est accrue (graphique 6.6, partie C). Toutefois, les exportations non liées aux ressources naturelles, avec une part d'environ 70 % en 2012, ont conservé leur place de premier plan dans les exportations ; la part des produits de moyenne et haute technologie a progressé jusqu'à représenter presque la moitié de ce type d'exportations en 2012 (voir le graphique 6.A2.2 de l'annexe).

Contrairement aux BRIICS riches en ressources naturelles, l'Inde n'a pas connu de diminution de son processus de diversification depuis 2000 (graphique 6.7). En fait, l'Inde a enregistré un niveau de diversification (en termes de marchandises uniquement) presque aussi important que celui de la Chine en 2010, avec un ACR pour plus de 250 produits.

Les BRIICS, notamment la Chine, mettent à profit les savoirs étrangers par l'intermédiaire des importations

La transition de la Chine vers des exportations à plus forte valeur ajoutée durant la dernière décennie, pourrait, entre autres, être liée à la part croissante de ses importations de technologies étrangères issues de plusieurs secteurs (des machines électriques et informatiques aux équipements médicaux et de précision, ainsi qu'aux composés chimiques). La part des importations de biens d'équipement a été de 40 % ou plus des importations totales de marchandises entre 1995 et 2012 (graphique 6.8, partie E).

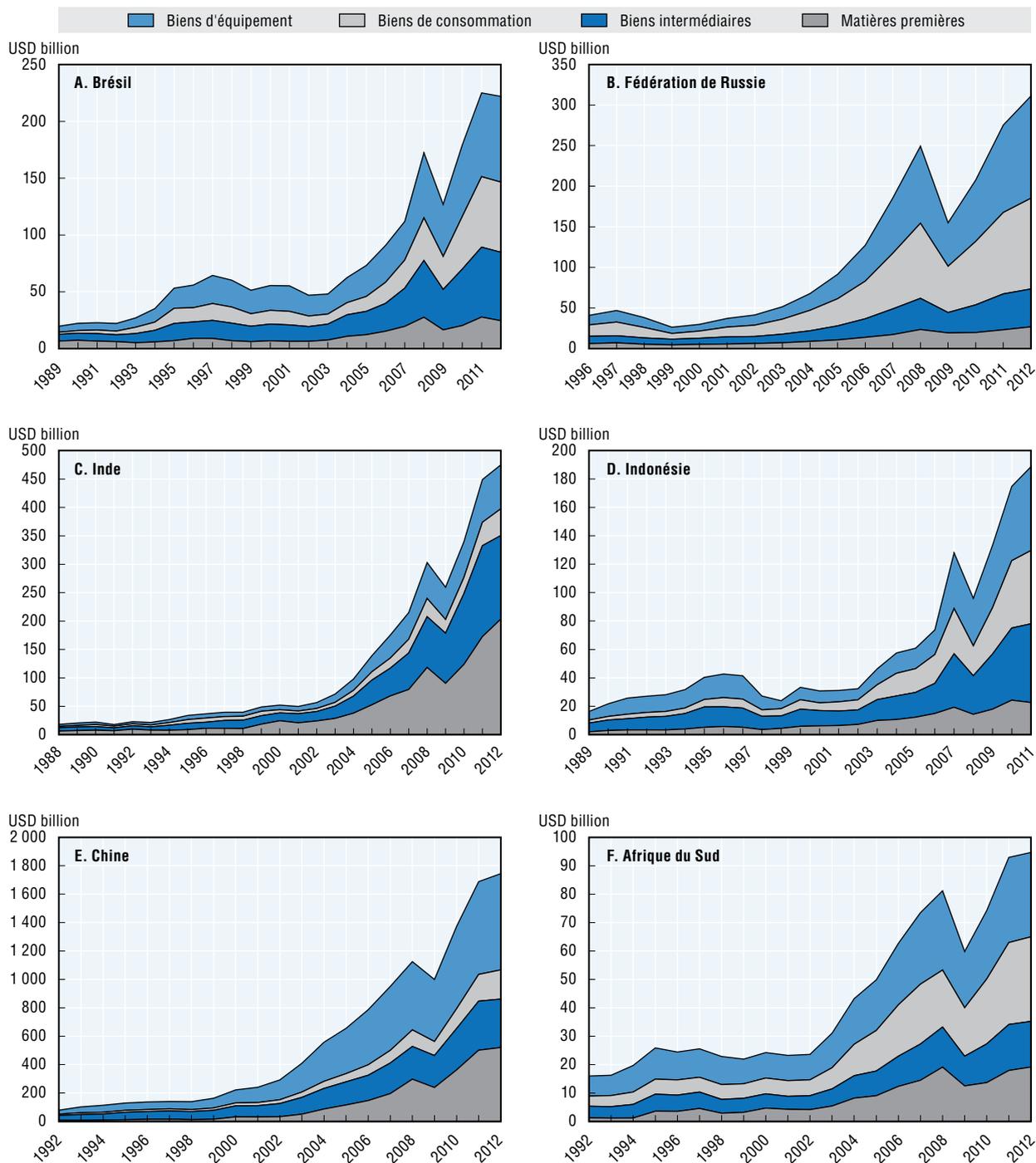
L'exemple de la Chine montre également que le développement des compétences locales dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée aurait pu être atteint par une forte intégration des chaînes de production mondiales. En effet, la Chine a la plus faible teneur moyenne en valeur ajoutée locale des exportations (environ 65 %) des BRIICS et intègre donc fortement les savoirs étrangers dans la production de ses biens exportés (voir le graphique 6.A2.3 de l'annexe). La faible part de valeur ajoutée des exportations chinoises s'explique, en partie, par le fait que le pays dispose de moins de ressources naturelles par rapport à d'autres BRIICS. Les matières premières (y compris les carburants transformés) représentent près de 30 % des importations, contre un peu plus de 10 % en 2000. Dans un même temps, la part des importations de biens intermédiaires a effectivement diminué au cours des dix dernières années, ce qui correspond bien au fléchissement de la part des exportations dans les activités d'assemblage de faible technologie (voir graphique 6.A2.2, partie E).

Au cours des dix dernières années, les importations de biens d'équipement se sont maintenues aux alentours de 30 % (grimant parfois jusqu'à 40 %) des importations totales de marchandises dans tous les BRIICS riches en ressources naturelles (soit une part légèrement inférieure ou proche des 40 % de la Chine) (graphique 6.8). En Afrique du Sud, au Brésil, dans la Fédération de Russie et en Indonésie, ces importations n'ont pas débouché sur des exportations de produits manufacturés à forte valeur ajoutée sans lien avec les ressources naturelles. Toutefois, elles ont sûrement permis d'accroître les capacités d'extraction des ressources naturelles ou les capacités de production des biens transformés issus des ressources naturelles (qui peuvent en revanche correspondre à des segments à plus forte valeur ajoutée). Les quatre pays ont diminué la part des exportations de haute technologie non liées aux ressources naturelles (voir graphique 6.A2.2 de l'annexe). Une quantité moins importante de leurs produits bénéficiait d'un ACR en 2010 par rapport à 2000 (graphique 6.7). De plus, les quatre pays enregistrent une augmentation de la part des importations de biens de consommation (à environ 30 % des importations totales de marchandises en 2012) (graphique 6.8), confirmant ainsi que la croissance de ces pays au cours de la dernière décennie a été largement tirée par la consommation (graphique 6.3).

Une fois encore, l'Inde est un cas atypique parmi les BRIICS. Disposant de ressources naturelles relativement limitées, le pays a vu la part de ses importations de combustibles s'accroître depuis 2000 (40 % en 2012, c'est-à-dire plus que la part de ce type d'importations en Chine) (graphique 6.8). Par ailleurs, la part des importations de biens intermédiaires a été relativement élevée (environ 30 % des importations totales de marchandises) depuis les années 1990. En revanche, l'Inde a enregistré la part la plus faible de biens d'équipement parmi les BRIICS sur la même période. Bien qu'elle ait évolué vers des produits et des exportations de haute technologie ces dernières années, la structure des importations de l'Inde laisse transparaître sa spécialisation relative dans des produits transformés à plus faible technologie (voir graphique 6.A2.2 de l'annexe). Enfin, en 2010, près de 30 %

Graphique 6.8. **L'Inde a la part de biens d'équipement la plus faible parmi les BRIICS**

Importations de marchandises en milliards USD, par type de produit

Notes : Les groupes de type de produits reposent sur le classement de la CNUCED (http://wits.worldbank.org/wits/data_details.html).Source : Calculs des auteurs d'après UN Comtrade (2013), *United Nations Commodity Trade Statistics* (base de données), <http://comtrade.un.org/db/default.aspx>.StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201397>

des importations concernaient les services (essentiellement des services informatiques, de communication et de transport) (non présentées dans le graphique 6.8). L'exemple de l'Inde et de sa réussite en matière d'exportation de services montre que le développement d'avantages comparatifs des produits d'exportation va souvent de pair avec l'intégration internationale par les importations. Parmi les BRIICS, le Brésil et la Fédération de Russie ont également enregistré des parts relativement élevées d'importations de services, encore une fois, majoritairement dans les services informatiques et de communication. Dans la même ligne que l'argument avancé plus haut, ces deux pays ont également développé un avantage comparatif pour exporter ces services, même s'ils l'ont fait à une échelle bien inférieure.

Brésil

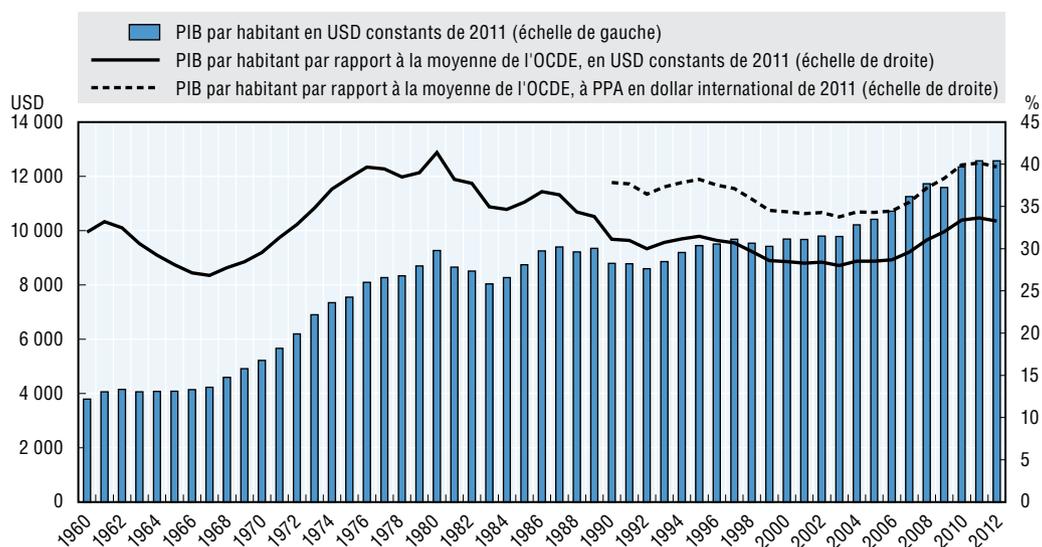
Le Brésil a suivi une impressionnante trajectoire de développement dans les années 60 et 1970, mais sa croissance est restée enlisée pendant près de vingt ans après le second choc pétrolier, survenu en 1979. Au cours de la dernière décennie, celle-ci s'est redressée à la faveur d'une demande soutenue de produits de base. Toutefois, pour que cette évolution soit durable, il faut une progression plus vigoureuse de la productivité et une accumulation plus rapide de capital. Or, la productivité accuse encore un retard considérable sur celle des pays avancés, tout comme le stock de capital par habitant.

Au cours des dix dernières années, le Brésil a fait d'énormes progrès sur le plan social et environnemental. À titre d'exemple, davantage de possibilités d'emploi sont venues s'offrir à la population de ce pays, qui a maintenant presque atteint le plein emploi et a par conséquent aussi assisté à une forte diminution des inégalités de revenu. En outre, la déforestation – enjeu important du développement dans le domaine de l'environnement – a pratiquement été éliminée ces toutes dernières années, et le Brésil produit aujourd'hui plus des deux tiers de son électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.

Rappel historique et trajectoire de développement

Le Brésil a connu une période de forte croissance entre 1964 et 1980, avec un taux de croissance moyen de près de 8 % et un rapprochement sensible de son revenu par habitant par rapport aux niveaux enregistrés dans les pays de l'OCDE. Durant cette période, le PIB réel par habitant du Brésil s'est accru de façon appréciable par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, dépassant 40 % à PPA en 1980 (graphique 6.9). Après ce « miracle économique » brésilien, l'écart entre le PIB par habitant du Brésil et celui des pays de l'OCDE s'est creusé. Ce n'est que récemment qu'il a recommencé à se réduire.

Graphique 6.9. Après une longue période de divergence, le revenu par habitant du Brésil a récemment recommencé à se rapprocher de la moyenne des pays de l'OCDE



Source : Calculs des auteurs, d'après Banque mondiale (2014), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201404>

Parmi les facteurs qui pourraient expliquer ce « miracle », on peut citer la stratégie de remplacement des importations, caractérisée par des droits de douane élevés et l'instauration de licences d'importation pour certains secteurs, et complétée par des mesures très diverses : octroi de crédits bonifiés importants aux industriels, accès aux importations de biens d'équipement à un taux de change surévalué, mesures d'encouragement de l'investissement direct étranger (IDE) dans le secteur manufacturier, hausse des investissements dans les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunication, et développement des entreprises publiques (De Holanda Barbosa, 1999 ; Pinheiro et al., 2004).

C'est après le second choc pétrolier, survenu en 1979, que se sont révélées les failles profondes de l'approche expansionniste et de la stratégie de remplacement des importations suivies par le Brésil. Outre l'augmentation des prix de l'énergie, ce dernier a dû faire face à la détérioration des termes de l'échange consécutive à la baisse des prix à l'exportation, à l'augmentation des prix des biens d'équipement et des matières premières importés, et à la hausse des taux d'intérêt internationaux, autant de facteurs qui ont conduit à une profonde crise de la dette. Le Brésil devient certes moins dépendant des importations de pétrole grâce à la découverte récente de gisements pétrolifères, mais, après le second choc pétrolier, le manque de ressources énergétiques intérieures l'a plongé dans une situation particulièrement grave. Depuis 1980, le Brésil traverse un processus de désindustrialisation au cours duquel la part du secteur manufacturier dans le PIB est passée de près de 20 % à un peu plus de 15 % en 2012.

Au début des années 90, les conditions de l'activité des entreprises se sont améliorées grâce à la libéralisation des échanges, à la privatisation, à la fin du contrôle des prix et à la simplification des formalités administratives. Ces changements structurels conjugués à la création d'une nouvelle unité monétaire rattachée au dollar des États-Unis – le réal brésilien – ont revigoré la croissance économique.

Défis

Ces dix dernières années, la croissance économique du Brésil a été principalement tirée par la consommation intérieure. Les exportations y ont représenté une part relativement faible du PIB comparativement aux autres BRIICS. Néanmoins, leur croissance sur la même période a été vigoureuse du fait de la forte demande de la Chine et d'autres pays émergents en produits de base brésiliens (évolution relevant du processus de « basculement de la richesse »). La part des exportations de minerais, de métaux, de combustibles et de produits agricoles a rapidement progressé, alors que celle des exportations de biens manufacturés est tombée de près de 60 % à 35 % durant la dernière décennie. Au cours de ce processus, le pays a également développé ses capacités et progressé le long de la chaîne de valeur dans les secteurs de ressources, notamment celui de l'agriculture.

Le Brésil possède aussi un secteur manufacturier très diversifié (Canuto et al., 2013). Cependant, la faible compétitivité internationale de ce dernier l'empêche de jouer un rôle de moteur de la croissance. Bien que la productivité du secteur manufacturier et du secteur des services du pays reste relativement élevée par comparaison avec la Fédération de Russie ou l'Inde, par exemple, la croissance de la productivité est en perte de vitesse dans le secteur des services, voire négative dans le secteur manufacturier (voir graphique 6.5 plus haut). L'amélioration de la productivité dans l'ensemble de l'économie a été trop faible pour permettre de faire face aux augmentations de salaire non négligeables suscitées par un marché du travail tendu et une pénurie persistante de compétences (OCDE, 2013a).

En particulier, la compétitivité du Brésil – et, par conséquent, la réduction des écarts par rapport aux pays développés – est peut-être entravée par le manque de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures, des coûts administratifs élevés et la protection dont bénéficient les industries locales. De plus, le rythme rapide de la réduction des inégalités doit se maintenir, notamment pour accroître la confiance dans les institutions de l'État. Dans le domaine de l'environnement, les progrès récemment réalisés dans la lutte visant à l'élimination presque totale de la déforestation, doivent être pérennisés.

Le niveau d'instruction s'est amélioré ces dernières années

Les acquis scolaires s'améliorent au Brésil, en particulier chez les jeunes issus de milieux modestes. Les résultats moyens obtenus par ce pays lors de l'enquête PISA ont par conséquent récemment progressé (OCDE, 2013b), bien qu'ils restent inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE et à celle d'autres pays à revenu intermédiaire tels que l'Argentine, le Mexique et la Turquie.

L'amélioration assez limitée de la productivité du travail observée dans l'ensemble de l'économie au cours de la dernière décennie a tenu tout autant à un déplacement de la main-d'œuvre vers des secteurs plus productifs qu'aux gains de productivité réalisés au sein des secteurs (voir chapitre 1, graphique 1.10 pour plus de détails). Pour accroître le rythme de croissance de la productivité, il importe que les compétences soient développées et renforcées afin de répondre aux besoins spécifiques des secteurs à plus forte productivité. À cette fin, il faudrait peut-être, entre autres, améliorer encore l'accès à la formation professionnelle. Les effectifs de la formation professionnelle ont doublé ces dix dernières années et les pouvoirs publics ont récemment intensifié leurs efforts dans ce domaine ; le taux de fréquentation de la formation professionnelle reste toutefois très faible comparativement à la moyenne des pays de l'OCDE (OCDE, 2013a).

De plus, un accès plus large à un enseignement supérieur de qualité faciliterait probablement le processus de montée en gamme dans tous les secteurs. La qualité des établissements d'enseignement secondaire publics tend à être inférieure à celle des établissements privés. Les diplômés issus des premiers pourraient donc avoir plus de difficulté à accéder aux universités publiques de qualité que ceux des seconds (OCDE, 2013a). Cette insuffisance de la qualité est liée en partie à la courte durée des journées de classe. De nombreux établissements publics programment jusqu'à trois périodes d'enseignement par jour pour compenser le manque de salles de cours.

L'investissement dans les infrastructures devrait être accru

L'amélioration de la productivité et de l'efficacité est également entravée par le manque d'infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires. Selon certaines estimations, le stock d'infrastructures du Brésil représentait 16 % du PIB en 2012, c'est-à-dire une proportion très inférieure aux 55 % de l'Inde et aux 75 % de la Chine (Dobbs et al., 2013). Au Brésil, le stock de capital par habitant (y compris les infrastructures, les biens immobiliers et les biens de production des entreprises) est légèrement plus élevé qu'en Inde et en Chine, mais il est nettement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (Berlemann et Wesselhoft, 2013).

Malgré la nécessité évidente de développer les infrastructures, l'investissement est resté faible durant ces dernières années (OCDE, 2013a). De façon plus générale, la part de l'investissement matériel comprenant les infrastructures, les biens immobiliers et le capital des entreprises dans le PIB, d'environ 20 %, a été peu importante comparativement aux

BRIICS asiatiques, par exemple (graphique 6.2). Par ailleurs, l'efficacité de l'accumulation du capital diminue au Brésil (voir chapitre 1, graphique 1.8 pour plus de détails). Cette situation est peut-être due en partie à l'essor récent du secteur du logement, qui se traduit moins directement en croissance de la production que l'investissement dans les infrastructures ou dans le capital des entreprises. Toutefois, l'investissement dans les infrastructures peut également être inefficace. Bien que le récent Programme d'accélération de la croissance ait suscité une hausse de l'investissement dans les infrastructures, en particulier dans les routes, de nombreux projets élaborés dans le cadre de ce dispositif n'ont toujours pas abouti à cause de problèmes de financement ou de retards liés à des difficultés de planification (Crédit Suisse, 2013).

La charge administrative, les impôts et le coût des échanges internationaux sont élevés

La charge administrative que doivent supporter les entreprises au Brésil est lourde selon les normes internationales, notamment l'indicateur de réglementation des marchés de produits de l'OCDE et l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. Parmi les BRIICS, seules l'Inde et l'Indonésie font moins bien. En Amérique latine, le Chili, la Colombie et le Mexique se classent devant le Brésil. À titre d'exemple, il faut 13 procédures et près de quatre mois pour créer une entreprise au Brésil, alors que les démarches sont moins nombreuses et prennent moins de deux semaines au Chili, en Colombie et au Mexique.

La charge fiscale pesant sur les entreprises brésiliennes est également lourde. Selon certains calculs, près de 70 % des bénéfices commerciaux sont absorbés par les impôts (ensemble des impôts sur les bénéfices et l'utilisation des facteurs) (Banque mondiale-PWC, 2013). Ce pourcentage, le plus élevé des BRIICS, est nettement supérieur à celui de pays développés comme l'Allemagne ou les États-Unis, où il est inférieur à 50 %. En outre, le système d'imposition du Brésil est complexe. Le respect de la législation fiscale est très coûteux pour les entreprises en raison d'un système fragmenté d'imposition indirecte et de l'obligation de se conformer à plusieurs codes des impôts (OCDE, 2013a).

Par ailleurs, les coûts afférents aux échanges internationaux sont élevés au Brésil. Ils y sont largement supérieurs à ceux de l'Inde, de la Chine et de pays développés tels que l'Allemagne et les États-Unis (CESAP-Banque mondiale, 2013). Bien que les droits de douane soient relativement élevés par rapport aux autres BRIICS et aux autres pays d'Amérique latine, la majeure partie des coûts liés aux échanges commerciaux est d'origine non tarifaire (et due notamment aux mesures non tarifaires à la frontière, aux mesures internes, ainsi qu'au transport et à la logistique). À titre d'exemple de mesure interne, citons le cas des projets de transport urbain relevant du Programme d'accélération de la croissance : 80 % des produits manufacturés et des services d'ingénierie sélectionnés doivent être d'origine nationale, même si cela alourdit le coût des investissements dans les transports urbains (OCDE, 2013a).

Les inégalités ont été réduites ces dernières années

Le Brésil a accompli des progrès notables dans le domaine de l'intégration sociale au cours des dernières décennies. L'emploi a nettement progressé (graphique 6.4, partie A et graphique 2.1 au chapitre 2), les inégalités de revenu se sont fortement réduites (voir tableau 6.A2.2 de l'annexe) et la classe moyenne s'est développée. Ce processus a été favorisé par des mesures de réforme de l'éducation et du marché du travail. De plus, les

transferts sociaux, comme les transferts monétaires conditionnels relevant du programme *Bolsa Familia*, ont permis de réduire la pauvreté et contribué ainsi à faire reculer les inégalités (Rasella et al., 2013 et Santos et al., 2011).

Toutefois, les inégalités de revenu et les inégalités d'accès aux services publics de qualité, par exemple dans le domaine de l'éducation, restent importantes. Ainsi, le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité des revenus, s'est amélioré, passant de 61 en 1990 à 53 en 2012, mais ce dernier chiffre demeure très élevé comparativement à la plupart des BRIICS (excepté l'Afrique du Sud). Les inégalités au Brésil varient considérablement en fonction des régions, le Nord et le Nord-Est étant celles qui, historiquement, s'en tirent le moins bien. L'amélioration récente du niveau d'instruction dans ces régions pauvres est susceptible de favoriser la réduction des inégalités entre régions (OCDE, 2013b).

Les manifestations récentes contre le gouvernement ont sans doute été suscitées par l'aspiration de la population à bénéficier de possibilités plus grandes de progression sur l'échelle sociale, ainsi que par son mécontentement vis-à-vis des institutions publiques. D'après le *Latinobarómetro* 2011, plus de 60 % des Brésiliens ont peu ou n'ont pas du tout confiance dans l'administration fédérale, un pourcentage encore plus élevé n'a pas confiance dans les administrations locales et quelque 50 % ne font pas confiance aux entreprises privées. Il devient donc de plus en plus important d'accroître la confiance envers les institutions publiques et privées en renforçant l'adhésion des parties prenantes.

La déforestation a été considérablement réduite

La déforestation, surtout dans le bassin de l'Amazonie, est l'un des plus grands problèmes environnementaux auxquels le Brésil a dû faire face par le passé. L'abondance des ressources naturelles a attiré de nombreux migrants dans ce bassin durant le « miracle économique » brésilien, avant les années 80, entraînant une forte expansion des infrastructures, notamment le développement des industries extractives. La déforestation s'est poursuivie à un rythme soutenu dans les années 90 et au début des années 2000 ; la superficie forestière est passée de presque 70 % de la superficie totale du pays en 1990 à environ 63 % en 2005 (Banque mondiale, 2013a). À compter de cette date, elle s'est considérablement réduite chaque année. Depuis 2009, la superficie forestière est presque constante. Cette avancée est appréciable et elle est importante pour l'environnement à l'échelon mondial, étant donné que le Brésil possède plus de la moitié des forêts tropicales humides restant dans le monde (Entrust Global Partners, 2010).

La consommation d'énergie au Brésil dépend largement des sources d'énergie renouvelables. Plus de 70 % de la production d'électricité sont issus des énergies renouvelables, en grande partie de l'énergie hydraulique. Les efforts de ce pays en matière de production de biocarburants (éthanol de canne à sucre) et de commercialisation de ces derniers, en particulier dans le secteur des transports, sont très fructueux. La plupart des voitures sont équipées pour fonctionner avec de l'éthanol mélangé à de l'essence dans des proportions variables, ce qui a notamment permis d'éliminer le plomb de l'essence et d'améliorer ainsi grandement la qualité de l'air dans les villes.

Les émissions de CO₂ par habitant s'accroissent au Brésil, mais les niveaux restent très inférieurs à ceux de la Chine et des économies plus avancées (Banque mondiale, 2013a). En outre, le Brésil a la consommation énergétique par unité de PIB la plus faible des BRIICS (tableau 6.A2.3 de l'annexe), équivalente à la moyenne des pays de l'OCDE.

Il se peut que le Brésil ne soit pas en mesure de maintenir dans l'avenir ses faibles niveaux actuels d'émission de CO₂, étant donné que les possibilités d'exploitation de l'énergie hydraulique en dehors du bassin de l'Amazonie s'épuisent. S'il doit accroître sa production d'énergie, il devra faire un choix entre le développement de l'énergie hydraulique dans le bassin amazonien, l'exploitation d'énergies renouvelables plus coûteuses (telles que les énergies éolienne et solaire) et des options moins respectueuses de l'environnement. Eu égard à l'intérêt que suscite la préservation des forêts brésiliennes dans le monde, ce défi fait aujourd'hui l'objet d'un débat non seulement au Brésil, mais aussi à l'échelle internationale.

Considérations à prendre en compte pour l'avenir

Le Brésil a de fortes chances de pouvoir rattraper son retard en matière de compétitivité. Toutefois, le vieillissement de sa population est rapide et celle-ci atteindra un âge médian de 44 ans d'ici à 2050 (voir chapitre 1, graphique 1.9 pour plus de détails). De ce fait, pour qu'il puisse s'engager sur une trajectoire durable de convergence par rapport aux pays développés, il doit maintenant instaurer un processus d'accumulation de capital humain et physique plus rapide et à plus large assise, et améliorer encore les conditions de l'activité des entreprises. Ces problèmes pourraient devenir plus difficiles à résoudre lorsque la population active occupée aura commencé à diminuer. Un système de gouvernance adapté pour effectuer ces ajustements structurels permettrait aussi de renforcer la confiance de la population et de répondre à ses nouvelles exigences.

Progresser dans la chaîne de valeur de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services permettrait au Brésil de suivre une trajectoire de développement plus durable et de réduire sa dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Vu l'importance de son secteur des produits agricoles, le Brésil pourrait notamment développer les activités connexes de l'agriculture (y compris les services) pour doper sa croissance. La progression de la productivité dans ce secteur a déjà été appréciable durant la dernière décennie.

Les autorités brésiliennes disposent de recettes non négligeables. En 2011, les recettes des administrations publiques représentaient environ 25 % du PIB (y compris les impôts, les cotisations sociales, les redevances, les amendes, les loyers et autres, excepté les subventions), ce qui était équivalent à la moyenne des pays de l'OCDE (Banque mondiale, 2013a). Cependant, l'affectation actuelle des ressources publiques ne permet sans doute pas d'assurer une accumulation suffisamment rapide de capital humain et physique. Le Brésil devrait peut-être trouver un meilleur équilibre dans la répartition des fonds entre les différents degrés d'enseignement, afin de garantir la formation de ressources humaines de qualité à tous les niveaux. Il est important d'investir dans l'enseignement primaire et secondaire. Malgré des dépenses publiques globales d'éducation relativement élevées – supérieures à la moyenne des pays de l'OCDE (OCDE, 2013c) – l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire font l'objet d'un financement insuffisant comparativement à l'enseignement supérieur. De plus, le Brésil pourrait vouloir repenser son système de retraite. La réduction de la charge budgétaire que celui-ci représente libérerait des fonds pour réaliser des investissements importants dans les infrastructures et les programmes d'enseignement ayant une incidence directe sur la capacité de production nationale.

Il est encourageant de constater que le projet de loi sur les redevances pétrolières de 2013 prévoit d'affecter l'ensemble du produit des redevances tirées de l'exploitation future des champs pétroliers découverts récemment en mer – qui sont probablement très vastes – à l'éducation et à la santé. La bonne gestion de ces recettes sera essentielle. Le

Brésil aurait peut-être intérêt à inscrire, dans sa législation sur les redevances, certaines des caractéristiques des systèmes de redevances mis en place en Colombie (voir chapitre 5, encadré 5.4 pour plus de détails) ou au Chili. Par exemple, il pourrait affecter davantage de redevances aux projets améliorant la productivité dans les secteurs non fondés sur les ressources naturelles. De plus, l'expérience de la Norvège et de la Fédération de Russie relative aux fonds de stabilisation pourrait également lui être utile.

Les formalités administratives pourraient être réduites par l'instauration d'un système de guichet unique, comme cela est souvent le cas dans le domaine des échanges internationaux. Celui-ci permettrait aux parties intéressées de présenter des informations normalisées à un seul point d'entrée pour satisfaire à toutes les exigences réglementaires en matière de transit prévues dans le cadre des échanges intérieurs et internationaux. Ce guichet unique pourrait également être utile pour la création d'entreprises et l'exécution des contrats.

Il y aurait peut-être intérêt à procéder à une réforme de l'impôt sur les sociétés. Par exemple, les divers impôts indirects auxquels sont soumises les entreprises pourraient être fusionnés pour créer une taxe sur la valeur ajoutée unique. Les cotisations sociales fondées sur le chiffre d'affaires introduites récemment pourraient avoir des conséquences imprévues : imposer le chiffre d'affaires atténue l'incitation à créer des entreprises lorsque la valeur des facteurs utilisés est particulièrement élevée par rapport à la valeur ajoutée. C'est le cas, par exemple, des activités de transformation des produits agricoles.

Les exigences relatives au contenu local qui assortissent les projets financés par des fonds publics, et autres obstacles internes, peuvent servir à soutenir certaines industries dépourvues d'avantages concurrentiels au Brésil. Les pouvoirs publics pourraient envisager de supprimer ces obstacles lorsque la mise en concurrence avec des rivaux étrangers est susceptible d'entraîner des gains de productivité.

Par ailleurs, une amélioration des conditions d'activité des entreprises dans ce sens pourrait accroître l'investissement privé – qui est actuellement relativement faible au Brésil – et par conséquent susciter une accélération de l'accumulation de capital.

Fédération de Russie

En 2013, la Fédération de Russie s'est hissée au rang de pays « à revenu élevé » dans la classification de la Banque mondiale. Le pays reste toutefois confronté à un certain nombre de difficultés propres aux pays à revenu intermédiaire. Bien que les perspectives de croissance laissent entrevoir une convergence du revenu par habitant assez rapide vers les économies avancées, le pays pourrait être vulnérable face aux chocs car il dépend fortement de ses exportations de produits de base. En outre, tous les secteurs n'ont pas bénéficié de l'essor de la croissance et la production est hautement énergivore. La productivité doit être dopée pour éviter un ralentissement prolongé de cette croissance. De nouvelles réformes pourraient se révéler nécessaires pour améliorer l'environnement économique et l'efficacité énergétique.

Rappel historique et trajectoire de développement

Depuis le début des années 90, la Fédération de Russie est une économie en transition, riche en ressources naturelles. Pendant cette décennie, le pays a été marqué par des bouleversements politiques et économiques, une période d'instabilité et de désindustrialisation, et pour finir, par une crise financière en 1998. Après cette période, la croissance s'est sensiblement accélérée. De 1999 à 2008, le PIB réel a augmenté de quelque 7 % par an en moyenne. Le PIB par habitant a augmenté d'autant plus rapidement que la population a progressivement diminué, pour se rapprocher des moyennes des pays de l'OCDE. L'extrême pauvreté a considérablement régressé. Calculée d'après le niveau de subsistance pour chaque région, l'extrême pauvreté est passée d'un taux de 26 % en 2000 à 3 % en 2009 (Denisova, 2012), et le ratio de la population pauvre disposant de moins de 2 USD par jour (à PPA) était seulement de 0.1 % en 2009 (10.5 % en 1999) (tableau 6.A2.2 de l'annexe).

Au-delà du redressement par rapport à la faible performance économique des années 90, les principaux moteurs du développement économique de la Fédération de Russie ont été la hausse des prix des ressources naturelles, la robustesse des fondamentaux macroéconomiques et la forte croissance de la productivité du travail (voir par exemple le graphique 2.1 au chapitre 2), associés à la restructuration, la réorganisation et l'investissement direct étranger (IDE) dans certains secteurs. Autant de facteurs qui ont contribué à une diminution constante du chômage et à une explosion de la consommation privée associées à une amélioration des termes de l'échange. Dans les années 2000, les services ont connu une expansion plus rapide que dans le reste des pays de l'OCDE. En 2012, leur part dans la valeur ajoutée totale était de 60 %, c'est-à-dire légèrement supérieure à celle de l'Inde, mais inférieure à celle du Brésil ou de l'Afrique du Sud. La part de l'industrie (y compris les industries extractives) était supérieure de 36 % à la moyenne du reste du monde et des pays de l'OCDE, mais inférieure à ce qu'elle est en Chine ou en Indonésie.

Défis

L'économie russe est confrontée au risque d'une trop étroite dépendance à l'égard des ressources naturelles et d'une insuffisante diversification étant donné qu'une part importante de ses exportations (en valeur) porte sur des ressources naturelles. La diversification reste limitée et constitue l'un des enjeux les plus importants pour le développement du pays. Toutefois, la Fédération de Russie n'a pas souffert de toutes les

caractéristiques du « syndrome néerlandais » malgré des recettes pétrolières élevées durant les années 2000 (jusqu'au choc de 2009), une forte appréciation réelle du rouble, des hausses considérables des salaires réels et un recul de l'emploi dans le secteur manufacturier (au profit du secteur des services). La part des exportations manufacturières dans le marché mondial s'est légèrement accrue sous l'effet d'importants gains de productivité du travail. Cette productivité s'est améliorée dans le secteur manufacturier, en particulier dans le cas des machines et des équipements, des ouvrages en caoutchouc et en matières plastiques, des produits chimiques, des produits alimentaires ou de l'apprêt et du tannage des cuirs (voir annexe au chapitre 3). Toutefois, la part du marché mondial des exportations manufacturières reste relativement faible si on la compare aux économies florissantes tirées par les exportations en Asie, par exemple.

Éviter un ralentissement prolongé de la croissance

Bien que la croissance se soit rapidement redressée après le choc de 2008, on redoute maintenant son ralentissement prolongé. Les taux de croissance élevés des années 2000 étaient associés à l'augmentation des recettes tirées des hydrocarbures – provoquée par le processus de « basculement de la richesse » – et à l'augmentation de la consommation intérieure, et partiellement associés aux importantes hausses de salaires, à une amélioration des termes de l'échange et à la reprise après une activité économique très faible dans les années 90. Il se pourrait toutefois que ces moteurs de la croissance connaissent une baisse de régime du fait que les prix des ressources naturelles pourraient ne pas continuer à augmenter comme par le passé. La consommation doit aller de pair avec une amélioration de la productivité pour rester un moteur de croissance important et constant. De fait, l'augmentation des salaires peut conduire à une plus forte consommation, qui peut être soutenue par des élévations continues de la productivité du travail, pour peu que rien n'entrave la compétitivité.

Il existe des marges de progression en termes d'accumulation des facteurs (accumulation de capital en particulier), ainsi que d'amélioration de l'utilisation des capacités et de redéploiement des ressources entre secteurs. Par contre, il est peu probable que l'utilisation du facteur travail soit une source importante de croissance. La population russe est vieillissante, malgré une hausse récente du taux de natalité. Le taux de dépendance total devrait passer de 39 en 2010 à 60 en 2050. Bien que cette hausse reste favorable sur le plan de la dépendance des jeunes et des personnes âgées comparativement au Brésil ou à la Chine, elle freinera les progrès de la croissance. Par ailleurs, le taux de chômage actuel est peu élevé, ce qui ne laisse guère de marge de progression des niveaux d'emploi, et partant, de l'utilisation du facteur travail. En revanche, l'accumulation du stock de capital pourrait contribuer à une poursuite du rattrapage. Malgré la hausse progressive de l'investissement en pourcentage du PIB durant les années 2000, celui-ci a été relativement faible comparativement à d'autres économies convergentes en forte expansion telles que la Chine ou l'Inde, et le stock de capital par habitant reste faible par rapport à la moyenne de l'OCDE. Dans une certaine mesure, il est possible d'accroître le taux d'utilisation des capacités (qui se situe actuellement à environ 65 %) – bien qu'il soit près de son plus haut niveau depuis le début des années 2000 – et de tirer profit du redéploiement sectoriel de la main-d'œuvre vers des activités plus productives. Le taux d'urbanisation étant relativement élevé (environ 74 % en 2011, contre 62 % en Afrique du Sud, 51 % en Chine et en Indonésie, 31 % en Inde, mais 85 % au Brésil), les gains tirés du redéploiement de la main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur manufacturier

seront plus limités que dans d'autres économies émergentes ou en développement qui s'urbanisent rapidement.

Le rattrapage de la productivité au sein des secteurs d'activité devrait être le facteur qui rapprochera les niveaux de revenus de ceux de la moyenne de l'OCDE. À ce jour, l'écart entre le PIB par habitant de la Fédération de Russie et la moyenne des pays de l'OCDE est de fait presque entièrement dû à un écart de productivité, étant donné la forte utilisation de la main-d'œuvre qui résulte du taux d'activité élevé et du faible niveau du chômage (voir par exemple le graphique 2.1 au chapitre 2). En dépit d'un rattrapage spectaculaire du retard de productivité dans les années 2000, l'écart reste important (voir graphique 3.1 au chapitre 3 pour l'écart de productivité dans les secteurs manufacturiers, et le graphique 4.8 pour l'écart de productivité dans certains secteurs de services).

La diversification et l'amélioration de la qualité doivent stimuler le développement économique

Depuis quelques années, les décideurs russes soulignent de plus en plus l'importance de moderniser l'économie grâce à une amélioration de la productivité et au développement d'activités tirées par l'innovation, en insistant sur la nécessité de réduire la dépendance vis-à-vis des recettes pétrolières et de diversifier l'économie. La stratégie à long terme du gouvernement, énoncée dans les « Principes généraux du développement socio-économique à long terme de la Fédération de Russie à l'horizon 2020 », fixe un cadre qui devrait donner au pays les moyens d'atteindre un niveau de vie élevé, d'innover et d'être compétitif sur la scène internationale. Il est admis qu'il faudra auparavant consolider les avantages comparatifs existants et, parallèlement, en créer de nouveaux. Dans un tel contexte, l'adhésion à l'OMC a ouvert la possibilité d'accéder à de nouveaux marchés tout en s'ouvrant à la concurrence étrangère.

Deux aspects méritent réflexion : comment stimuler la diversification de l'économie et comment mieux tirer parti des recettes issues des ressources naturelles ? Pour moderniser et diversifier l'économie, une option consiste à s'appuyer sur les conglomérats industriels pour stimuler l'innovation et la diversification, ou sur de nouveaux secteurs ou de nouvelles activités, en œuvrant tout particulièrement à améliorer la conjoncture économique. La création de zones économiques spéciales (ZES) axées sur l'innovation, les pôles d'innovation et une plateforme technologique (voir encadré 4.6 au chapitre 4 sur le Centre pour l'innovation de Skolkovo) est encouragée en vue d'optimiser les effets d'entraînement.

Il y a une forte marge pour améliorer la productivité et accroître l'absorption des technologies et en faire les principaux moteurs de la poursuite de la croissance. Certaines entreprises ont réussi à enregistrer une forte productivité et, partant, à offrir à leurs employés de bons salaires, de bonnes conditions de travail et un accès à la formation professionnelle. D'autres, en revanche, subsistent uniquement grâce aux barrières à l'entrée et à l'isolement géographique qui segmentent les marchés par région et qui freinent la concurrence entre elles (OCDE, 2011a). Il est donc possible d'améliorer la productivité dans de nombreuses entreprises. Leur capacité d'absorption des technologies (au-delà des technologies de pointe) pourrait être améliorée. À titre d'exemple, malgré un potentiel technologique élevé et un bon niveau de formation, la Fédération de Russie est dotée d'une structure d'exportation axée sur les produits de faible et de moyenne intensité technologique, alors que les produits de moyenne et haute intensité technologique représentent moins d'un

cinquième des exportations manufacturières totales, lesquelles constituent une faible proportion des exportations totales. Concernant l'absorption et la montée en gamme des technologies, les incitations pourraient également être revues à la hausse pour quelques secteurs manufacturiers afin d'y améliorer l'efficacité énergétique. En effet, cela permettrait non seulement d'économiser de l'énergie et d'améliorer la performance environnementale, mais pourrait également avoir pour effet secondaire d'encourager le développement des technologies, étant donné que les technologies plus avancées sont en général moins énergivores.

Il est encore nécessaire de stimuler les investissements, même si leur affectation s'est améliorée. L'accroissement de l'investissement, en particulier dans des activités, des technologies et des infrastructures modernes innovantes, accélérerait le renouvellement du stock de capital et pourrait même favoriser le contenu technologique des biens d'équipement. Outre cet aspect, un climat d'investissement favorable pourrait encourager ces investissements, dont la progression pourrait avoir des effets non négligeables sur l'économie. Par rapport à de nombreux pays de l'OCDE ou pays émergents, l'efficacité de l'affectation des ressources progresse. La tendance à la baisse du coefficient marginal de capital le démontre clairement et traduit, pour partie, un effort de consolidation dicté par l'efficacité au sein du secteur financier. Ce dernier est encore en mesure d'améliorer son efficacité moyennant un effort continu de consolidation et un renforcement de la concurrence grâce à l'entrée d'entreprises étrangères sur le marché.

La concurrence et l'entrepreneuriat devraient être renforcés afin de doper la productivité. Un nombre réduit d'acteurs très puissants jouent encore un rôle prépondérant dans la plupart des secteurs d'activité de la Fédération de Russie, situation héritée du régime communiste. Toutefois, les petites et moyennes entreprises (PME) se multiplient, bien que leur contribution au PIB représente environ la moitié de celle relevée dans l'Union européenne (BERD, 2012). Cette progression pourrait s'expliquer par les mesures prises par les pouvoirs publics en vue de réduire les obstacles à l'entrée sur le marché et à la création d'entreprises, et d'améliorer l'accès aux infrastructures.

Les mécanismes de gouvernance et les capacités doivent être améliorés

Malgré les progrès réalisés au cours des années 2000, il est encore nécessaire d'intensifier les efforts en matière de gouvernance afin d'améliorer les conditions d'activité des entreprises, qui ne sont pas encore au même niveau que dans les pays de l'OCDE. En effet, le pays soutient difficilement la comparaison sur une série d'indicateurs de l'environnement économique, comme le montre la faiblesse de la concurrence, l'atonie de l'innovation et l'insuffisance des investissements (OCDE, 2011a ; OCDE, 2011b). Par exemple, les droits de propriété devraient être mieux respectés et les contrats internationaux mieux appliqués pour améliorer le profil d'investissement du pays et stimuler les investissements. Dans le cas des grandes entreprises, le gouvernement d'entreprise et la transparence doivent encore être améliorés. Il est également essentiel de consolider l'indépendance globale du système judiciaire. Pour limiter les risques de jeux d'influence, les instances garantes de l'application des lois pourraient s'appliquer à accroître la transparence et la reddition de comptes. Il faudrait également combattre plus efficacement la corruption. Malgré la ratification par la Fédération de Russie de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, et l'attention accrue accordée à la lutte contre la corruption, la question demeure problématique. Selon l'Indice

de perception de la corruption 2013 de Transparency International, le pays a été classé 127^e sur 177, derrière tous les autres pays du groupe BRIICS.

Les ressources productives au sein du gouvernement devraient également être améliorées pour accroître l'efficacité des services publics et faire prévaloir l'État de droit. Un certain nombre de réformes ont été mises en œuvre dans le but d'améliorer les résultats de la fonction publique.

La question de la fragmentation du marché du travail doit être abordée et les compétences améliorées

Le marché du travail est relativement souple, le taux de chômage faible et la mobilité des travailleurs élevée. Cette importante rotation de la main-d'œuvre s'explique par le fait que les travailleurs démissionnent pour rechercher des emplois meilleurs. Les salaires réels (au lieu de l'emploi) demeurent le mécanisme d'ajustement principal sur le marché du travail, du fait que jusqu'à 50 % du salaire d'un employé sont liés aux résultats de l'entreprise. Toutefois, il est possible que l'augmentation sensible du salaire minimum survenue en janvier 2009 ait mis en péril la baisse attendue de la flexibilité salariale lors des périodes de ralentissement de l'activité économique (OCDE, 2011c).

Le marché du travail russe continue toutefois d'être segmenté, et il serait possible de faire plus pour que le niveau de protection sociale se rapproche de celui de pays plus avancés. Par exemple, la part des contrats atypiques, pour la plupart temporaires, s'est sensiblement accrue dans les années 2000 et, comme c'est le cas dans les pays de l'OCDE, les travailleurs embauchés sur ce type de contrat sont souvent les premiers au chômage en cas de récession. Néanmoins, l'emploi informel reste bien plus faible que dans les autres BRIICS.

La population a un bon niveau d'instruction, et compte des taux très élevés de diplômés de l'enseignement supérieur. Cependant, les ressources consacrées à l'enseignement primaire et secondaire sont bien inférieures et il conviendrait en outre de rendre plus flexibles les enseignements dans le supérieur ainsi que la formation professionnelle pour apporter les compétences nécessaires à la modernisation de l'économie. À titre d'exemple, il pourrait être utile de renforcer la coopération en impliquant les entreprises et de développer les stages. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la recherche-développement devraient augmenter sensiblement à l'horizon 2020. Une nouvelle réglementation en matière d'éducation visant à adapter les programmes d'enseignement est en cours de mise en œuvre. Par ailleurs, la formation continue devrait être encouragée car la transformation de l'économie pourrait s'accélérer et rendre certains emplois obsolètes. Les pouvoirs publics ont ici un rôle essentiel à jouer étant donné que les entreprises ne sont guère incitées à financer la formation de leurs salariés, susceptibles d'être par la suite recrutés par leurs concurrents.

Les problèmes de cohésion sociale sont multiples, mais ne sont généralement pas liés à l'exclusion comme dans les autres BRIICS

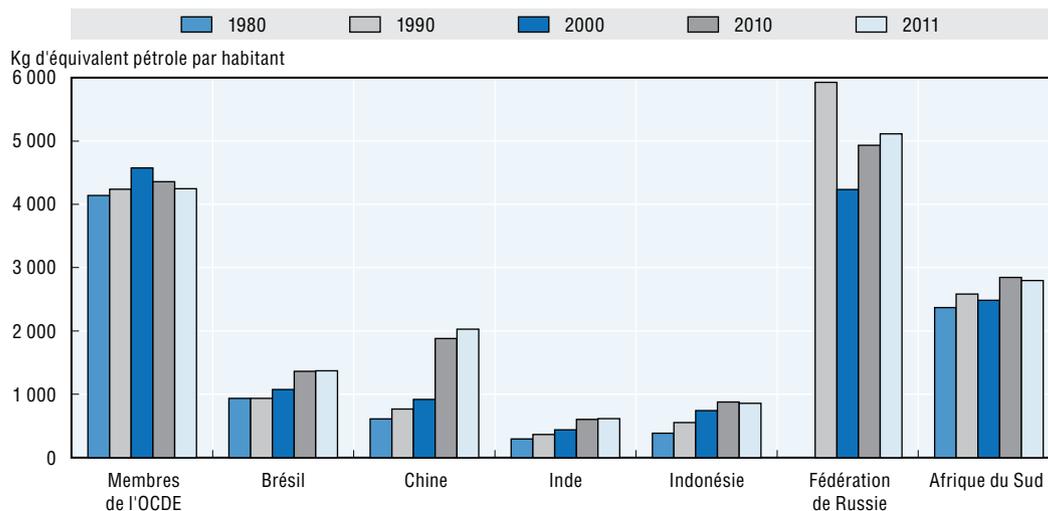
Les tensions récentes ont été associées à l'ascension de la classe moyenne, comme en témoignent les remises en cause survenues après l'élection présidentielle de 2012. Certaines de ces tensions étaient le fait d'une classe moyenne aisée résidant dans les centres urbains, qui souhaite de plus en plus avoir voix au chapitre dans le processus de prise de décision. Les pouvoirs publics devraient rendre le processus décisionnel plus

transparent et améliorer l'efficacité de la lutte contre la corruption afin de minimiser les risques de tensions.

Bien que le taux d'extrême pauvreté soit aujourd'hui proche de zéro, l'inégalité des revenus demeure un défi (voir tableau 6.A2.2 de l'annexe). L'indice de Gini s'est légèrement accru à partir du début des années 2000, pour fléchir après 2007, mais il reste plus élevé (40 en 2009) que dans tous les pays de l'OCDE. Toutefois, la couche inférieure de la classe moyenne russe est mieux lotie que celle de la plupart des économies émergentes et bénéficient d'un meilleur accès à des services publics gratuits. Les inégalités s'expliquent en partie par les écarts de rémunération entre les régions, liés aux variations géographiques du coût de la vie et aux avantages salariaux dont bénéficient certaines régions du Grand Nord et de la Sibérie (OCDE, 2011c). Il n'en reste pas moins que la souplesse du marché du travail a mis en évidence la vulnérabilité de la couche inférieure de la classe moyenne lors du choc survenu en 2008, en particulier celle de familles relativement pauvres issues de zones rurales ou de villes de taille moyenne, qui se sont établies dans de grandes villes.

Les défis associés à l'environnement et à l'efficacité énergétique restent significatifs

Les ressources en terres et en eau ont été dégradées durant la période soviétique. Les défis environnementaux persistent et sont en partie imputables au maintien d'importants conglomérats industriels hautement énergivores, ainsi qu'aux habitudes d'utilisation de l'énergie des citoyens, confortées par la faiblesse des prix de l'énergie. Des villes dans lesquelles la pollution a engendré des problèmes de santé ont fait l'objet d'une large couverture médiatique afin de sensibiliser le public, ce qui a permis une prise de conscience face à la situation. La faible efficacité énergétique et la forte intensité carbone de l'économie expliquent en grande partie les médiocres performances en matière d'environnement. La Fédération de Russie enregistre l'une des plus fortes intensités énergétiques du PIB au monde (graphique 6.10) ; les émissions de CO₂ par habitant dues à la combustion d'énergie sont également supérieures à la moyenne des pays de l'OCDE (11 tonnes contre 10.2 tonnes en 2011). Le secteur manufacturier est très énergivore du fait des inefficiences et, en moindre mesure, de la structure du marché. L'efficacité énergétique s'est améliorée au cours de la dernière décennie (voir par exemple le graphique 3.19 au chapitre 3, sur l'utilisation de l'énergie dans le secteur manufacturier), mais l'investissement dans les économies d'énergie demeure insuffisant. Cela s'explique en partie par la dépendance du passé liée aux conglomérats industriels et aux prix modérés de l'énergie (les prix des combustibles fossiles sont largement inférieurs dans la Fédération de Russie que sur les marchés mondiaux). Bien que les dotations en hydrocarbures soient un atout et assurent un avantage concurrentiel au secteur industriel, le prix de l'énergie pourrait progressivement augmenter pour encourager l'investissement dans les technologies, et de ce fait augmenter la productivité globale.

Graphique 6.10. **L'utilisation de l'énergie dans la Fédération de Russie est relativement élevée**

Source : Banque mondiale (2013a), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), Banque mondiale, Washington, DC, <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201417>

Considérations à prendre en compte pour l'avenir

La Fédération de Russie devrait tirer parti de son capital humain et naturel pour réduire l'écart de productivité qui subsiste par rapport aux économies plus avancées dans le secteur manufacturier et le secteur des services.

Stimuler l'investissement et la concurrence conduirait à la diversification et la modernisation de l'économie. Bien que les obstacles à l'entrepreneuriat aient sensiblement diminué, l'engagement de l'État dans l'économie reste relativement important, par le canal de la réglementation et des entreprises publiques, et la concurrence pourrait également être renforcée. Qui plus est, la nature des interventions des pouvoirs publics est parfois difficile à prévoir, ce qui alimente la perception que les marchés sont imprévisibles et la corruption possible. L'amélioration du système juridique et la clarification du rôle de l'État dans les activités du secteur privé permettraient de renforcer le respect des droits de propriété et d'améliorer le climat des affaires.

Pour les investissements à long terme et risqués, l'État pourrait partager les risques que les acteurs privés sont réticents à prendre afin d'encourager l'investissement privé. Il est nécessaire d'investir dans des infrastructures modernes (le transport notamment) et dans la technologie. Une partie des bénéfices tirés des exportations de ressources naturelles pourrait être utilisée, sous surveillance étroite, pour diminuer les risques assumés par les investisseurs privés. Le soutien à l'investissement et l'acquisition de technologies par un grand nombre d'entreprises, par l'instauration d'un système de garantie de crédit, par exemple, pourraient également étayer la diffusion et la montée en gamme des technologies. L'augmentation de l'investissement privé en R-D pourrait également être stimulée par les crédits d'impôt, à condition que les entreprises n'en retirent pas de bénéfices indus. Dans le même temps, bien qu'un ciblage du taux d'inflation soit prévu dans les prochaines années, l'accumulation de réserves et l'investissement à l'étranger atténueraient une appréciation réelle du rouble qui pourrait être excessive à cause des effets du syndrome néerlandais.

La compétitivité s'accroît sous l'effet de l'intégration dans les chaînes de valeur et l'amplification de la diffusion des technologies. Cela pourrait être fait en s'ouvrant davantage aux échanges internationaux (en premier lieu en levant les obstacles aux échanges de biens intermédiaires qui subsistent), en faisant des acquisitions à l'étranger et en formant des unions douanières. La politique de la concurrence et la politique commerciale pourraient fonctionner en tandem pour décourager la recherche de rentes et contribuer à améliorer la position des entreprises russes sur les marchés mondiaux. Parallèlement, les politiques de l'éducation et de la formation pourraient s'orienter vers les besoins du secteur privé pour garantir une offre de main-d'œuvre qualifiée et une affectation efficace des ressources humaines nécessaires afin de générer davantage d'activités productives à forte intensité de qualifications.

Le renforcement des capacités et des mécanismes de gouvernance permettrait de rendre plus efficaces les interventions de l'État et les stratégies de lutte contre la corruption. Le renforcement de la transparence et des mécanismes de reddition de comptes pourrait y contribuer. Dans le même temps, les dépenses publiques en pourcentage du PIB restent relativement faibles par rapport aux pays de l'OCDE : les dépenses publiques totales équivalent à environ 36 % du PIB dans la Fédération de Russie contre environ 42 % pour la moyenne des pays de l'OCDE. Tout en continuant de garantir un régime fiscal favorable à l'activité des entreprises, l'administration publique pourrait envisager d'augmenter progressivement certains impôts (par exemple, les impôts sur la propriété ou taxes sur les alcools et le tabac) pour générer des ressources destinées aux transferts sociaux et à l'investissement public, et pour augmenter les salaires des fonctionnaires (permettant par la même occasion de retenir les compétences et d'œuvrer à prévenir la corruption).

Inde

Ces vingt dernières années, l'Inde a affiché une croissance remarquable, qui a contribué à sortir une grande partie de la population de la pauvreté. Les perspectives de voir se poursuivre une telle croissance sont bonnes, à condition que certains défis soient relevés. L'emploi dans l'agriculture reste élevé et la productivité a encore une ample marge de progression dans tous les secteurs. Il est essentiel de continuer à accumuler le capital physique et humain pour que les revenus continuent de croître. Il sera donc nécessaire d'élever les niveaux de formation et de mener à bien des réformes de la réglementation en vue de stimuler l'essor des entreprises et de créer des emplois pour le nombre croissant des actifs.

Rappel historique et trajectoire de développement

Après la proclamation de son indépendance, l'Inde a suivi une stratégie d'industrialisation aut centrée, puis a conservé une économie fermée et fortement réglementée jusque dans les années 70. La planification centralisée a permis de soutenir des régions éloignées ou moins développées, par exemple par l'octroi d'autorisations administratives ou en ne permettant qu'aux entreprises situées dans ces régions d'accroître leur production. Elle a également été un moyen d'aligner la production sur les objectifs de politique économique et sociale. Dans les années 70, la révolution verte menée dans l'agriculture (introduction de produits chimiques et de nouvelles semences) a accru la productivité agricole et marqué le début d'un changement structurel.

Après le régime économique très restrictif qui a prévalu après l'indépendance, l'Inde a recueilli les fruits, dans les années 80 et 90, d'un mouvement de déréglementation et de réformes à grande échelle qui ont conduit à une accélération de la croissance. Au cours des années 80, le pays a commencé par des réformes limitées. En 1991, à la suite d'une profonde crise économique, les pouvoirs publics ont mis en œuvre de vastes réformes dans plusieurs secteurs : abaissement des droits de douane, suppression des obligations d'obtention de licence et des contraintes de capacités pour le secteur privé, et ouverture à la concurrence de nombreux secteurs de services clés, comme le secteur bancaire et les télécommunications. Ces réformes ont ouvert la voie à des changements structurels : entre 1990 et 2012, la part de l'agriculture dans la production est tombée de 29 % à 17 %, tandis que celle des services est passée de 45 % à presque 60 %. La productivité s'est accrue dans de nombreux secteurs, mais partait d'un niveau très bas.

L'Inde s'est très tôt dotée de centres d'enseignement supérieur de qualité avec la création des Instituts indiens de technologie dans les années 50 et 60. Ces derniers ont ainsi contribué à mettre sur pied un secteur de services de pointe dont le marché génère aujourd'hui une part exceptionnellement élevée du PIB, comparativement à d'autres BRIICS. Plus récemment, l'attention s'est déplacée vers l'enseignement primaire universel, et vers l'amélioration de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle pour mieux répondre aux besoins du secteur privé.

La libéralisation du secteur des services a permis l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché et a amélioré la croissance dans de nombreuses activités de services. Les services aux entreprises (dont les services informatiques) ont enregistré une progression rapide durant les années 90, participant également à la croissance des exportations (OCDE,

2011c). L'amélioration de la productivité et la disponibilité des services ont également dopé la croissance du secteur manufacturier, notamment dans les secteurs pour lesquels les services sont un important moyen de production (Arnold et al., 2010). De plus, la libéralisation des échanges, puis les entrées d'IDE dans les années 2000 ont facilité l'accès du secteur manufacturier aux biens et services intermédiaires.

En 2012, l'Inde avait un PIB par habitant de 3 340 USD (à PPA), ce qui la situe dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Son taux de croissance était en moyenne de 5.5 % au cours de la décennie précédente. S'il continue à croître à ce rythme, le pays se rapprochera du niveau des pays de l'OCDE dans les cinquante prochaines années. Cela étant, la récente période de croissance laisse encore la place à une poursuite de l'accumulation des facteurs et une amélioration de l'utilisation des technologies.

Ces dernières années, l'Inde a affiché une croissance économique remarquable, qui a contribué à sortir une grande partie de la population de la pauvreté. En 1994, près de la moitié de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 1.25 USD par jour. Cette proportion a été ramenée à un peu plus de 30 % en 2010. La solidité des politiques macroéconomiques, conjuguée à un taux d'épargne des ménages élevé, ont facilité l'accumulation de capital. Si on ajoute à cela la jeunesse de la population, les conditions préalables pour une croissance soutenue sont réunies, même si la mise en œuvre de réformes sera essentielle pour obtenir des changements structurels et des gains de productivité durables.

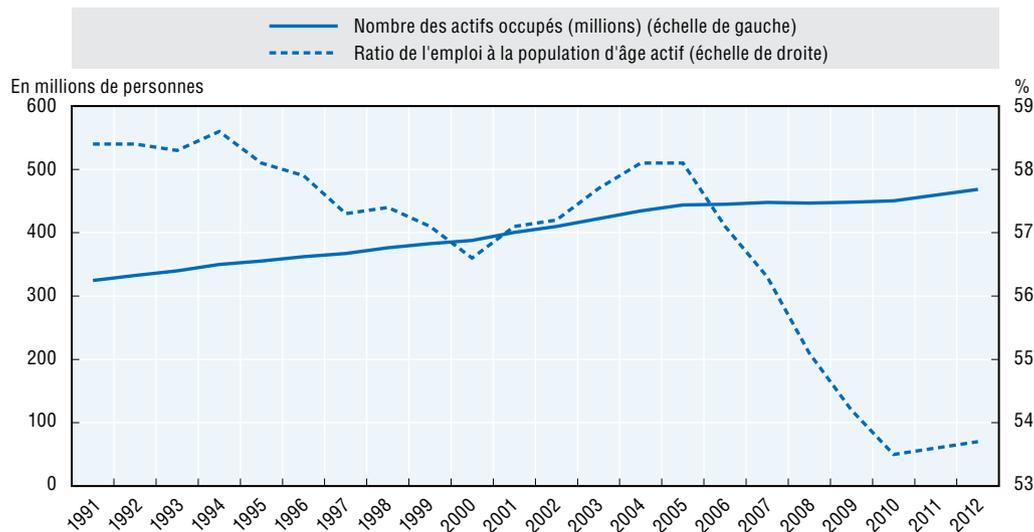
Défis

La croissance de la productivité globale, tirée principalement par les améliorations réalisées au sein des entreprises, mais également, en partie, par la redistribution de la production entre les entreprises (chapitre 3, graphique 3.3), a engendré un accroissement du PIB par habitant qui a placé le pays dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (de la tranche inférieure). L'augmentation des revenus a contribué à sortir de nombreuses personnes de la pauvreté, mais l'extrême pauvreté reste à un niveau élevé. Cela est en partie lié à l'importance du secteur agricole dans l'emploi, ainsi qu'à la faiblesse des niveaux de formation et à l'inadéquation des compétences. Par ailleurs, le secteur privé reste soumis à de nombreuses contraintes du côté de l'offre (par exemple, les ressources énergétiques, les infrastructures et les charges liées à la réglementation). De même, la corruption demeure problématique et les réformes sont notoirement difficiles à mettre en œuvre.

Il faudra relever le niveau éducatif pour bénéficier du dividende démographique

Le dividende démographique pourrait avoir des retombées notables sur la croissance économique de l'Inde en termes de capital humain, si ce potentiel peut être développé grâce à un niveau de formation plus élevé et à des créations d'emplois suffisantes. Pour l'heure, les emplois ne sont pas créés à une cadence suffisante (graphique 6.11). Le pays compte une population jeune et affiche un taux de dépendance de 53 % (calculé par rapport à la population en âge de travailler), mais une majorité de ces dépendants (45 % au total) sont des jeunes, ce qui donne à penser qu'ils seront nombreux dans les prochaines années à entrer dans la population active. Le dividende démographique se concrétisera si ces jeunes accèdent à des emplois productifs. Actuellement, le secteur agricole représente 51 % de l'emploi, mais si la main-d'œuvre peut être déplacée vers des secteurs plus productifs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services, la croissance de la productivité pourrait s'intensifier.

Graphique 6.11. **La hausse de l'emploi en Inde n'est pas assez rapide face à la croissance démographique**



Source : BIT (2013), Indicateurs clés du marché du travail (KLIM) (base de données), www.ilo.org/empelm/what/WCMS_114240/lang-en/index.htm.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201429>

Ce qui pourrait au premier chef empêcher de bénéficier pleinement du dividende démographique est le faible niveau de formation actuel. L'Inde s'est attelée très tôt à renforcer l'enseignement supérieur en se dotant d'universités de qualité (souvent exclusives), qui ont contribué à l'essor du secteur des entreprises dans le pays (en particulier celles offrant des services informatiques) – mais le niveau de l'enseignement primaire reste relativement faible. En 2010, 39 % de la population de moins de 15 ans avait suivi un cycle d'enseignement secondaire, mais seul 1 % l'avait achevé, ce qui place l'Inde en dessous du niveau des autres pays du groupe BRIICS (Barro et Lee, 2013).

La « Loi sur le droit des enfants à une éducation obligatoire et gratuite » a été promulguée en 2009. L'investissement de l'État dans les écoles publiques est complété par la création de nombreux établissements privés. En 2012, plus de 28 % d'élèves inscrits âgés de 6 à 14 ans étaient scolarisés dans le privé (ASER Centre, 2012). Bien que certaines de ces écoles aident explicitement les enfants issus de familles démunies en leur appliquant des frais de scolarité moins élevés, l'étude publique annuelle montre que la qualité de l'enseignement dans les écoles privées est comparable à celle des écoles publiques. La qualité de l'enseignement est problématique, avec un taux de fréquentation scolaire faible dans de nombreuses régions, qui s'accompagne d'un fort absentéisme des enseignants. Des réformes ciblées seront nécessaires pour s'attaquer à ces problèmes, par exemple pour améliorer la reddition de comptes dans le système des écoles publiques et mettre en place des incitations pour freiner l'absentéisme des étudiants et des enseignants.

La croissance économique nécessite la poursuite de l'industrialisation et l'amélioration des services

Malgré les gains de productivité réalisés ces dernières années dans le secteur industriel, la pénétration des technologies dans l'industrie manufacturière reste modérée (Chen et al., 2010). La hausse de la productivité s'explique en partie par une productivité initiale particulièrement basse et par un meilleur accès aux intrants, bien qu'elle ait été fortement tirée par l'accumulation des facteurs. Le taux de formation de capital (en

pourcentage du PIB) de l'Inde n'a progressé que lentement jusqu'à environ 2000, mais s'est envolé depuis, pour atteindre 36 % du PIB et dépasser les taux de la plupart des autres BRIICS.

Les réformes antérieures avaient supprimé les obligations d'obtention de licence et les contraintes des capacités pour les entreprises, mais il s'avère que le secteur formel de l'industrie manufacturière reste dominé par les grandes entreprises en place, en particulier dans les secteurs où les entreprises publiques étaient traditionnellement en position de force (Alfaro et Chari, 2009). On note également la présence d'un secteur d'entreprises « non organisées », en moyenne plus petites, souvent considérées comme le secteur informel de l'Inde. Il représente pas moins de 50 % du PIB et 90 % de l'emploi non agricole. Malgré leur poids économique, des données montrent que les entreprises manufacturières du secteur informel fonctionnent avec moins de capital, ce qui freine la croissance globale de la productivité (Kathuria et al., 2010 ; National Sample Survey Organisation, 2008a, 2008b).

Les jeunes entreprises (de moins de deux ans) sont moins productives que les plus anciennes, mais elles sont également davantage susceptibles d'améliorer leur productivité au fur et à mesure de leur évolution (voir chapitre 3, graphiques 3.5 et 3.6). De même, la productivité totale des facteurs (PTF) des grandes entreprises est plus élevée que celles des petites entreprises. Cette situation pourrait en partie s'expliquer par la dynamique des entrées et sorties d'entreprises et par des marges relativement élevées (voir chapitre 3, graphique 3.9), mais elle laisse toujours supposer un potentiel de croissance de l'économie. Selon l'indice 2012 de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale (*Ease of Doing Business Index*), le nombre de démarches à effectuer pour créer une entreprise en Inde et les coûts connexes sont supérieurs à la moyenne du groupe BRIICS (par exemple, 12 démarches en Inde contre 10 en moyenne dans les autres pays du groupe BRIICS). Au stade de l'entrée et de leur intégration progressive, les nouvelles entreprises devraient bénéficier de conseils administratifs, juridiques et techniques pour améliorer leurs conditions d'activité.

L'Inde se classe au deuxième rang en termes de rigueur de la législation relative à la protection de l'emploi – mesurée sur la base des démarches obligatoires pour le licenciement d'un employé titulaire d'un contrat permanent – ce qui constitue probablement un obstacle pour de nombreuses entreprises (OCDE, 2011c). En outre, la réglementation du travail est appliquée conjointement au niveau fédéral et au niveau des États avec un haut degré d'hétérogénéité. Globalement, les niveaux de revenus, de productivité et d'efficacité technique sont très hétérogènes entre les régions (voir chapitre 5), certaines d'entre elles (notamment les grandes agglomérations comme Delhi) affichent des résultats bien supérieurs aux autres. Ces disparités régionales pourraient également être liées aux différences de réglementation entre États.

Le secteur des services a également beaucoup contribué à la croissance et a renforcé le potentiel de développement, étant donné que les services moyennement productifs (comme la vente au détail ou les services à la personne) représentent encore 50 % de l'ensemble des services (Bosworth et al., 2007). Ainsi, un déplacement de la main-d'œuvre vers des services non traditionnels comme les services aux entreprises, les services bancaires et financiers ou même ceux liés à l'éducation et à la santé, augmenterait la productivité globale du pays, mais cela nécessiterait également des gains de productivité dans de nombreuses activités de services. Par ailleurs, la progression des services à forte intensité de qualification dépend du niveau de formation et du capital humain. La croissance de la productivité peut

s'expliquer en grande partie par son niveau initial particulièrement faible, conjugué à la libéralisation ; les niveaux de productivité globale, eux, restent faibles (graphique 6.5).

En outre, par le passé, l'Inde a tiré parti de salaires comparativement bas dans des activités de services employant une main-d'œuvre hautement qualifiée, mais cet avantage disparaît rapidement. Dans le même temps, l'intensité capitaliste dans le secteur des services est nettement inférieure à celle des autres pays du groupe BRIICS (chapitre 4, graphique 4.11, partie B). Il est parfois affirmé que les pays en développement pourraient sauter l'étape de la transformation pour passer directement à une économie tertiaire. Toutefois, avec l'arrivée massive de jeunes attendue sur le marché et l'agriculture qui représente 50 % de l'emploi total, il est peu probable que le secteur des services soit à lui seul capable d'absorber la part croissante de la population active. L'Inde a un potentiel de croissance élevé qu'elle pourrait développer en encourageant des activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre comme celles qui ont favorisé la croissance dans de nombreux pays asiatiques, mais cela demandera de poursuivre des réformes visant à lever les obstacles qui pèsent sur l'activité du secteur privé ainsi que ceux qui peuvent exister dans d'autres domaines essentiels, par exemple les droits fonciers et l'agriculture.

L'agriculture reste importante, en particulier pour l'emploi

En Inde, le secteur agricole continue de jouer un rôle important, d'une part, parce qu'il représente une part importante de l'emploi (environ 50 %) et d'autre part, parce que les possibilités de gains de productivité restent non négligeables. L'un des principaux goulets d'étranglement est le manque d'infrastructure dans les zones rurales, qui restreint l'accès aux marchés et se répercute sur la production et les prix des produits alimentaires (Crédit Suisse, 2013b). Le plan national de garantie de l'emploi rural (*National Rural Employment Guarantee Scheme*) tente de faire face à ce problème en garantissant 100 jours de travail aux membres de ménages ruraux (travail manuel faisant appel à des travailleurs peu qualifiés faiblement rémunérés). La plupart des emplois étant liés aux projets de construction d'infrastructures rurales, le plan contribue également à améliorer ces infrastructures, en particulier dans le secteur des transports, ce qui génère de nouvelles activités économiques en dehors de l'agriculture.

L'insécurité foncière est un autre problème majeur associé à la productivité agricole. Il a récemment été estimé que 90 % des titres fonciers ne sont pas garantis officiellement, ce qui pourrait fausser les investissements dans l'agriculture ainsi que dans les activités non agricoles. Un travail de numérisation de cartes, de base de données de titres de propriété et de registres est en cours dans le cadre du Programme de modernisation des registres fonciers nationaux, qui devrait s'achever en 2017. En outre, l'insécurité foncière a également des effets sur les activités économiques puisqu'elle freine la disposition des individus à migrer ou à s'installer ailleurs par peur de perdre leurs parcelles. La sécurisation foncière pourrait indirectement favoriser le déplacement de la main-d'œuvre vers des activités plus productives comme la transformation, qui, à leur tour, favoriseraient la croissance.

Une réforme du secteur de l'énergie s'impose, mais illustre les limites de l'économie politique

La corruption et les limites de l'économie politique font partie des principaux obstacles à l'adoption et à la mise en œuvre de nouvelles réformes. L'Inde est 94^e sur 177 pays dans le classement de l'Indice de perception de la corruption 2013 de Transparency International. Elle se situe donc entre d'autres pays du groupe BRIICS : le Brésil qui est classé au 72^e rang et

la Fédération de Russie, au 127^e. Le système pluripartite permet à la population hétérogène, notamment aux groupes minoritaires, d'avoir voix au chapitre, mais dans un même temps, il freine les processus de réforme à cause de la lenteur des négociations qui tentent de rapprocher des intérêts divergents. La gouvernance à plusieurs niveaux conjuguée à la décentralisation et au chevauchement des obligations en matière de redevabilité, entravent également les réformes.

Le secteur de l'électricité illustre l'importance des intérêts acquis et les difficultés de mise en œuvre des réformes. Les entreprises de distribution des États achètent l'électricité à des fournisseurs et la revendent aux consommateurs. Les producteurs et les ménages agricoles reçoivent d'importantes subventions à l'électricité, ce qui introduit des distorsions dans la tarification et crée des rentes qui rendent les réformes politiquement difficiles.

Les réformes de 2003 ont ouvert le marché de la production d'électricité aux fournisseurs privés, mais la distribution reste largement dominée par l'État, le plus souvent par l'intermédiaire des Conseils de l'électricité des États. Ces derniers ont en général de mauvais résultats financiers du fait des contrôles des prix et des subventions, lesquels freinent les investissements dans les services collectifs. Par conséquent, la fourniture d'électricité est très peu fiable, ce qui engendre une productivité du travail faible dans le secteur manufacturier et le secteur des services par rapport aux autres pays du groupe BRIICS. Même si le degré de concurrence a progressé depuis les réformes, d'importants déficits de production d'électricité persistent (OCDE, 2011c). De manière générale, la productivité du travail dans le secteur des services publics est plus faible que dans les autres pays du groupe BRIICS.

Ces subventions à l'énergie contribuent au déficit budgétaire élevé (FMI, 2012) et sont également dommageables pour l'environnement. Les résultats économiques du pays croissent plus rapidement que la consommation d'énergie (voir tableau 6.A2.3 de l'annexe), mais l'économie pourrait encore améliorer son intensité énergétique par rapport aux pays de l'OCDE par le biais des effets intrasectoriels et de la structuration des secteurs. Le pays est riche en ressources houillères – bien qu'il en soit un importateur net – et la réorientation de ses efforts vers une production d'énergie plus sobre en carbone favoriserait une croissance plus durable sur le long terme.

Considérations à prendre en compte pour l'avenir

Le changement structurel continu et constant peut stimuler la croissance en Inde. La stratégie de développement nationale actuelle, détaillée dans le douzième Plan quinquennal (2012-2017), fixe un objectif ambitieux de 8 % de taux de croissance (identique au plan antérieur). Toutefois, au sein de cet objectif, la croissance du secteur manufacturier et celle de la production agricole sont vues comme essentielles pour générer un développement plus rapide et plus inclusif. L'amélioration de la productivité dans l'ensemble des secteurs grâce à des réformes des conditions de l'activité des entreprises semble capitale pour atteindre ces objectifs.

Il sera essentiel d'améliorer le niveau d'études pour voir progresser la productivité et atteindre une croissance inclusive afin d'éviter le piège du revenu intermédiaire. Avec un bon niveau de compétences, les possibilités de déplacer la main-d'œuvre vers des activités plus productives sont multiples. Il semble que l'accès à l'enseignement soit moins un problème que celui de sa qualité. Le taux de fréquentation scolaire est faible dans de nombreuses régions, tout comme l'assiduité des enseignants. Des réformes

structurelles au sein du secteur de l'éducation pourraient être nécessaires pour faire face à ces difficultés. L'obligation de rendre des comptes au sein des établissements et cette même obligation des établissements vis-à-vis de l'administration, notamment en ce qui concerne l'assiduité des enseignants, pourraient contribuer à porter remède aux problèmes de qualité. Les mesures qui seront prises devront prendre en compte les obstacles les plus importants à la fréquentation scolaire, tels que la situation financière de la famille et d'autres caractéristiques la concernant, comme sa caste ou sa religion (Hill et Chalaux, 2011).

En Inde, le secteur agricole fournit toujours des emplois et des moyens de subsistance à une grande partie de la population, mais les parcelles sont souvent très petites. Les mesures en faveur de la productivité agricole peuvent contribuer au déplacement de la main-d'œuvre vers des activités plus productives et, dans le même temps, améliorer les possibilités de revenus non agricoles dans les zones rurales. Le Plan national de garantie de l'emploi rural contribue aux revenus des ménages ruraux et offre un filet de sécurité. En outre, la main-d'œuvre est utilisée dans les projets publics, en grande partie des projets visant à améliorer les infrastructures locales, ce qui pourrait avoir des retombées positives.

Les pouvoirs publics devraient continuer à soutenir la productivité agricole tout en essayant de déplacer la main-d'œuvre vers des secteurs plus productifs. Les infrastructures peuvent y contribuer fortement. L'accroissement des travaux de numérisation de cartes, de base de données de titres de propriété et de registres pourrait permettre de remédier au problème de l'insécurité foncière dans ses répercussions sur la productivité agricole, afin de garantir un accès plus sûr à la terre aux exploitants et leur offrir la possibilité de l'utiliser comme caution réelle pour emprunter.

L'amélioration de la productivité de l'ensemble des secteurs favoriserait une croissance inclusive, ce qui pourrait nécessiter l'adoption d'une série de mesures dans plusieurs domaines. L'importance que pourrait avoir le secteur (manufacturier) non organisé est un facteur souvent sous-estimé. Bien que des données ne soient pas collectées périodiquement, on estime que ce secteur représente une part importante du PIB et de l'emploi. Les interventions des pouvoirs publics visant à instaurer des conditions équitables pourraient aider ces entreprises à développer leur potentiel de croissance. Cela pourrait également apporter une importante contribution à la création d'une base manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre, capable d'absorber de nouveaux travailleurs et de stimuler la productivité. Les entreprises appartenant au secteur non organisé sont sensiblement moins productives, probablement parce qu'elles fonctionnent avec un rapport capital-travail moins élevé et qu'elles sont limitées dans leur utilisation du capital. La poursuite de la libéralisation du secteur bancaire pour diminuer les coûts d'investissement et améliorer l'accès au financement du secteur privé pourrait réduire cette contrainte.

L'Inde peut continuer à consolider ses exportations fondées sur les services informatiques. Pour cela, elle devra améliorer la qualité de son enseignement supérieur étant donné que ces exportations exigent une main-d'œuvre hautement qualifiée. Toutefois, même une forte croissance continue dans le secteur des services ne sera pas en mesure d'absorber les millions de nouveaux arrivants dans la population active. Si l'Inde est capable d'améliorer la qualité de son enseignement secondaire, de ses infrastructures et de ses conditions d'investissement, elle sera peut-être en mesure d'absorber davantage de main-d'œuvre dans un secteur des exportations manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre compétitif. Elle semble avoir une excellente occasion de le faire dans la mesure où les coûts de la main-d'œuvre augmentent rapidement en Chine.

Indonésie

La croissance générée par les exportations manufacturières et, plus récemment, une flambée des prix des matières premières ont eu pour effet d'accélérer le processus de convergence de l'Indonésie et aussi de réduire notablement la pauvreté. La compétitivité est toutefois freinée par un environnement économique peu favorable et un investissement public assez faible dans les infrastructures et l'éducation, tandis que les inégalités s'accroissent et que la dégradation de l'environnement ne suscite guère de contestation. Si le piège du revenu intermédiaire ne constitue pas, à court terme, une menace pour l'Indonésie, son dividende démographique actuel et les revenus issus de ses exportations de produits de base donnent au pays l'opportunité d'investir dans des solutions visant à surmonter ces difficultés. Pour que la croissance soit équitable et durable, les solutions apportées devront cependant s'attaquer aux inégalités croissantes et aux sérieuses menaces qui pèsent sur l'environnement.

Rappel historique et trajectoire de développement

À partir de la fin des années 60, sous l'administration du « Nouvel ordre » du président Suharto, des politiques économiques de plus en plus ouvertes ont progressivement pris le dessus sur le nationalisme économique du régime précédent. L'inflation galopante et la dette publique croissante ont été réduites et la roupie indonésienne stabilisée, tandis que les recettes pétrolières ont été investies dans le développement de l'infrastructure et du capital humain. Conjugué à ces réformes, engagées à la fin des années 60 et pendant les années 70, l'effort de libéralisation et les privatisations menés dans les années 80, ont accru la taille du secteur privé et contribué à attirer de nouveaux investisseurs étrangers. Les droits de douane et les autres obstacles aux importations ont été abaissés, dans le cadre de mesures d'encouragement aux IDE et d'amélioration de la compétitivité des exportations non pétrolières.

Bien que la période ayant précédé la crise financière asiatique ait donné lieu à une croissance économique non négligeable – le PIB réel a été de 6.8 % par an en moyenne entre 1980 et 1997 –, de sérieuses insuffisances ont perduré. La présidence Suharto a été marquée par un autoritarisme et une corruption de plus en plus présents, qui ont entravé le développement des institutions publiques. L'État de droit a été en grande partie abandonné et une partie minime du droit écrit a été actualisé par rapport à l'époque coloniale, d'où une application insuffisante des contrats. Malgré les améliorations survenues après le régime Suharto, la transparence et l'efficacité de l'action publique restent des défis majeurs pour le développement de l'Indonésie.

Outre les conséquences de l'abandon des réformes, la crise financière asiatique et l'évolution de la demande internationale ont entraîné une plus forte dépendance vis-à-vis de l'exportation des produits de base. Du fait de la dépendance des entreprises indonésiennes envers les emprunts en dollars USD sans avoir en contrepartie une couverture ou des revenus suffisants dans cette devise, le pays a été durement touché par la crise de 1997. L'effondrement de l'IDE a duré plusieurs années, éliminant ainsi une composante importante du financement des investissements et ce n'est pas avant 2005 que la part des entrées nettes d'IDE dans le PIB a retrouvé son niveau d'avant la crise. Dans le même temps, la libéralisation sous les auspices du FMI a fini par induire une hausse

des importations de produits manufacturés. Cette période a été concomitante avec la croissance rapide de la Chine, entraînant ainsi une intensification de la concurrence de l'industrie manufacturière tournée vers l'exportation – en particulier pour les activités à forte intensité de main-d'œuvre dans laquelle s'était spécialisée l'Indonésie.

En conséquence de cette évolution, les biens primaires, en particulier le charbon, le gaz, le caoutchouc, l'huile de palme et les minerais, sont devenus des moteurs importants de la croissance des exportations. Entre 1997 et 2011, la part de la Chine dans les exportations de biens indonésiens est passée de 4 % à 11 %, ce qui a fait de ce pays le deuxième plus important marché après le Japon. Les exportations de biens vers la Chine concernent majoritairement (59 %) des produits primaires. La part des produits de base dans les exportations totales de biens de l'Indonésie est passée de 31 % à 43 % entre 1997 et 2011. Une situation qui pourrait devenir préoccupante dans l'éventualité où l'économie du pays se centrerait sur les exportations et où la volatilité des prix limiterait la création d'emplois et réduirait les possibilités de montée en gamme.

Défis

L'Indonésie devra améliorer sa compétitivité dans le secteur manufacturier et le secteur des services pour parvenir à une croissance plus rapide et plus durable. La hausse de la productivité du travail entre 2000 et 2009 y a été inférieure à celle du Brésil, de la Chine, de la Fédération de Russie et de l'Inde et plus dépendante du déplacement des travailleurs vers des secteurs à forte productivité que de la montée en puissance au sein des secteurs (des données comparables pour l'Afrique du Sud n'étaient pas disponibles) (graphique 6.9). Le secteur agricole reste important en Indonésie et employait 36 % de la population active en 2011. Les produits de base sont l'un des avantages comparatifs de l'Indonésie étant donné la richesse de ses ressources naturelles ; le déplacement continu de la main-d'œuvre de ce secteur vers des secteurs modernes et l'accumulation de capital qui en résulte augmenteront la productivité future à peu de frais au regard des réformes plus profondes nécessaires dans des pays qui sont actuellement confrontés au piège du revenu intermédiaire.

Il est toutefois nécessaire d'améliorer la compétitivité, les niveaux de productivité étant parmi les plus faibles des BRIICS. L'économie est relativement dépendante des activités à faible valeur ajoutée et les indicateurs de l'innovation sont particulièrement faibles. Les dépenses brutes consacrées à la R-D représentaient 0.1 % du PIB en 2009 (la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles), le pays se situe donc loin derrière la moyenne des pays de l'OCDE, de 2.5 %, et du niveau des autres BRIICS. Les évolutions démographiques font également partie des raisons pour lesquelles l'amélioration de la compétitivité et de la production par travailleur est importante. La population indonésienne est actuellement jeune, mais elle vieillit au fur et à mesure du recul du taux de natalité et de la progression de l'espérance de vie. Le taux de dépendance des personnes âgées pourrait passer de 8 % à 24 % entre 2010 et 2050. L'amélioration de la productivité dans l'ensemble de l'économie, nécessaire pour générer une croissance équitable et durable, est freinée par des aspects fondamentaux comme la pesanteur des formalités administratives ou les insuffisances des infrastructures et de l'enseignement.

Une croissance tributaire des produits de base risque également d'accentuer des disparités de revenu régionales déjà très sensibles, si les avantages concurrentiels à l'échelon local ne sont pas développés via un meilleur accès aux services de base et

l'exploitation des avantages concurrentiels. Malheureusement, les difficultés de mise en œuvre de la décentralisation ont encore compliqué l'élaboration de solutions solides et cohérentes au plan national face au problème de compétitivité de l'Indonésie. Les pouvoirs publics ont entrepris de renforcer la coordination en limitant l'étendue de la décentralisation. En 2004, les lois relatives à la décentralisation ont été modifiées en vue d'accroître le contrôle exercé sur les autorités locales et les limites qui leur sont imposées. Toutefois, une bonne coordination régionale nécessitera également l'accroissement des ressources et le renforcement des capacités dans de nombreuses circonscriptions.

Le contexte économique de l'Indonésie freine la concurrence et la productivité

Le contexte économique de l'Indonésie demeure peu propice à la croissance, malgré les réformes de l'administration visant à simplifier les procédures applicables aux entreprises et à encourager l'investissement, national et étranger. Selon les indicateurs de réglementation des marchés de produits de l'OCDE, le cadre réglementaire du pays en 2008⁵ était légèrement plus restrictif que dans les autres BRIICS, et beaucoup plus que dans la moyenne des pays de l'OCDE. Par rapport à la moyenne des BRIICS, il est plus restrictif sur le plan du contrôle exercé par l'État et moins limité par des obstacles à l'entrepreneuriat, au commerce et à l'investissement (OCDE, 2011a). Néanmoins, la création d'une entreprise reste coûteuse ; il faut en moyenne 48 jours et 20.5 % du revenu annuel moyen par habitant pour faire enregistrer une entreprise (Banque mondiale, 2013a). Ces obstacles limitent la concurrence et n'encouragent pas les entrepreneurs à entrer sur le marché avec de nouveaux produits et procédés. L'inefficacité et l'opacité des systèmes administratifs contribuent également aux difficultés de l'Indonésie vis-à-vis de la corruption des fonctionnaires en créant des conditions qui en encouragent la pratique.

L'augmentation rapide du salaire minimum et la rigueur des cadres régissant la protection de l'emploi constituent d'autres obstacles à la flexibilité du marché du travail. Ce cadre réglementaire favorise le travail informel. Bien que la part des travailleurs du secteur informel dans le total des actifs occupés semble diminuer, on estime qu'en 2012, 53.6 % des travailleurs appartenaient encore à ce secteur. La protection des travailleurs est importante, mais un juste équilibre doit être trouvé entre l'intérêt des travailleurs et la nécessité de préserver la compétitivité et de favoriser la création d'emplois.

Le manque d'ouverture à l'investissement étranger est un obstacle particulièrement important au développement industriel et au transfert de technologie. Selon l'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE 2012 de l'OCDE, parmi les BRIICS, seules les politiques publiques de la Chine et de la Fédération de Russie sont plus restrictives (graphique 3.8). Les investisseurs doivent limiter le nombre d'expatriés qu'ils emploient. En règle générale, il leur est demandé d'investir avec des partenaires nationaux ou de céder leurs actifs à des actionnaires indonésiens après une période initiale. D'autres restrictions existent pour les secteurs extractif et financier. L'interdiction des exportations de minerais qui est entrée en vigueur en janvier 2014 visait à contraindre les investisseurs à construire des installations de transformation dans le pays, mais, en dépit d'aménagements visant à permettre les échanges de certains minerais semi-transformés, l'interdiction est probablement d'application trop large pour favoriser de nouveaux investissements à l'avenir.

Les infrastructures et l'éducation ne suffisent pas pour répondre à une demande croissante

Les contraintes liées à l'infrastructure freinent la croissance et, en Indonésie, l'investissement dans les infrastructures a sensiblement diminué depuis la crise financière asiatique (passant d'un pic d'environ 7 % du PIB aux alentours de 3-4 % récemment). L'insuffisance des infrastructures met à mal l'équité et laisse de nombreuses personnes en marge de la croissance (par exemple, 43 % des Indonésiens n'ont pas accès à des services d'assainissement de base). Encore récemment, l'absence de législation relative à l'expropriation par l'État a entravé le développement des infrastructures dans le pays. En 2011, la Chambre des représentants a voté la loi sur les acquisitions foncières pour remédier à cette situation et accélérer la planification et le développement de nouvelles infrastructures. Une coordination entre les régions pour la planification des infrastructures sera également nécessaire afin d'élaborer des systèmes efficaces et d'éliminer les blocages.

En Indonésie, l'infrastructure TIC est peu développée et l'insuffisance de l'accès aux nouvelles technologies des communications fait obstacle à la croissance. À titre d'exemple, l'utilisation d'Internet s'est accrue plus lentement que dans la plupart des autres BRIICS, excepté l'Afrique du Sud, entre 2000 et 2012, et la proportion de la population ayant accès à l'internet (15 % en 2012) est à peine supérieure à celle de l'Inde (13 %). Bien que le secteur des télécommunications ait connu des changements notables depuis le début des importantes réformes de libéralisation de 1999, le marché reste dominé par quelques entreprises. L'amélioration du taux de raccordement à l'internet est probablement un élément majeur du développement de l'Indonésie, étant donné qu'elle permettra d'offrir un meilleur accès aux services de santé, d'éducation et à d'autres services à une population répartie sur 922 îles. Cette amélioration sera également importante pour créer de meilleurs flux d'information et des connexions au marché, notamment pour le développement de services modernes plus compétitifs, un secteur de plus en plus important en Indonésie.

L'amélioration de l'accès à un enseignement de qualité sera également nécessaire pour permettre l'acquisition des compétences requises par l'industrie et les services modernes. En 2008, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, seuls 7 % de la population active indonésienne avaient une formation supérieure, et seuls 22 % de plus avaient suivi un enseignement secondaire. La qualité et la pertinence de cet enseignement sont également peu satisfaisantes. Les résultats obtenus lors de l'enquête PISA sont parmi les plus faibles des pays participants, même si le pays est également l'un des plus pauvres du groupe. Un accès plus large à l'éducation est nécessaire pour améliorer l'équité et la mobilité sociale, ainsi que pour optimiser les ressources en capital humain. Les enfants issus de familles modestes ont généralement un niveau d'études plus bas ; il existe par ailleurs des disparités régionales marquées dans l'accès à l'éducation, en particulier entre zones rurales et urbaines.

Recul de la pauvreté et progression des inégalités

Comme dans d'autres pays émergents, la croissance économique, l'urbanisation et l'amélioration de la production agricole par travailleur ont conduit à un recul spectaculaire de l'extrême pauvreté. Tandis que la pauvreté a brièvement progressé pendant la crise, entre 1990 et 2010, la part de la population vivant avec 1.25 USD ou moins par jour est tombée de 54 % à 18 %. Sur la même période, la part de la population

vivant avec 2 USD ou moins par jour est tombée de 85 % à 43 % (voir tableau 6.A2.2 de l'annexe).

Toutefois, les inégalités se sont rapidement aggravées. Tandis que le coefficient de Gini du pays est resté globalement inchangé au cours des années 80 et 90, il est passé de 29 en 1999 à 38 en 2011. Ce niveau d'inégalité de revenu reste relativement faible, notamment pour le niveau moyen de revenu de l'Indonésie, mais la prolongation de cette tendance deviendrait préoccupante. Le pays ayant une population jeune et un taux de chômage élevé parmi les jeunes, la poursuite de la croissance et la stabilité sociale dépendent de la capacité à créer des emplois pour ces travailleurs.

Outre les inégalités de revenu entre les ménages, il existe de fortes disparités de revenu, de richesse et d'accès aux services entre les régions. Le fossé entre le monde rural et le monde urbain est particulièrement profond, les habitants des zones rurales étant généralement plus défavorisés et bénéficiant d'un accès moins important aux services et aux infrastructures de base. Un processus de décentralisation a été amorcé en 2001 pour transférer la responsabilité des services de base aux autorités des districts. Toutefois, le caractère limité des ressources et de la capacité de certaines autorités locales ont exacerbé les différences régionales dans certains cas et, bien que le financement des districts ait augmenté, il est, en grande partie, affecté aux dépenses opérationnelles.

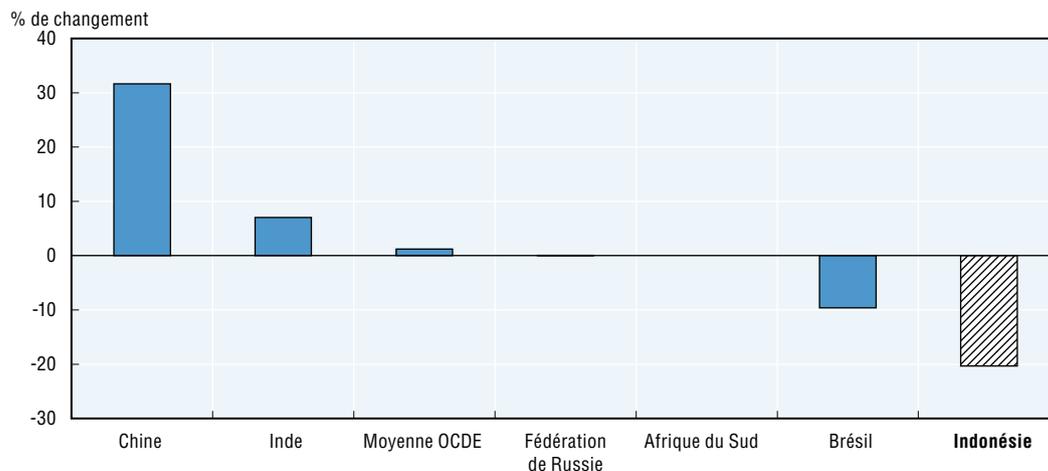
Comme dans le reste de l'Asie du Sud-Est, l'urbanisation galopante a engendré des problèmes sociaux et environnementaux notables, venant s'ajouter à la création de centres où se concentre l'activité économique. Entre 1980 et 2011, la population urbaine de l'Indonésie a été multipliée par 3.7. Bien que cette tendance ralentisse, un accroissement de cette population d'environ 72 % est prévu entre 2011 et 2015. L'insuffisance de l'investissement dans les infrastructures se solde par une importante congestion des transports, en particulier à Djakarta, qui s'accompagne d'une pollution élevée et d'une productivité réduite.

Délaissement des questions environnementales au profit de la croissance

Le respect généralement insuffisant des mesures de protection de l'environnement et une dépendance envers les industries de base ont engendré de sérieuses difficultés pour le développement durable en Indonésie. La gestion forestière illustre particulièrement bien ces difficultés. La déforestation résultant de l'exploitation – essentiellement illégale – des forêts et l'expansion de l'agriculture (notamment la culture sur brûlis pratiquée dans les plantations et sur les parcelles de subsistance) détruisent la biodiversité abondante du pays et épuisent ses précieuses ressources en bois. Bien que la superficie forestière de l'Indonésie reste importante – 52 % de la superficie totale du pays en 2010 –, elle s'est réduite rapidement (graphique 6.12), diminuant de 20 % entre 1990 et 2010.

Bien que la législation protège les forêts afin d'en garantir une utilisation durable, on estime qu'entre 73 % et 88 % de l'exploitation forestière en 2003 a été réalisée illégalement. Des milliers d'hectares disparaissent également dans des incendies de forêt d'origine naturelle ou volontaire. Plusieurs feux de forêt majeurs non maîtrisés (y compris celui de juillet 2013), et qui auraient été déclenchés de manière illégale pour défricher dans le but de mettre en place des cultures, ont produit des nuages de fumée qui se sont propagés sur une bonne partie de l'Indonésie et sur des pays voisins. La corruption à haut niveau, les pots-de-vin versés aux fonctionnaires locaux et la faible capacité à faire respecter la loi sont autant d'éléments qui contribuent à la perte de ressources forestières.

Graphique 6.12. **La couverture forestière s'est sensiblement réduite en Indonésie**
Évolution, en pourcentage, de la couverture forestière, 1990-2010



Source : Banque mondiale (2013a), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), Banque mondiale, Washington, DC, <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201430>

La question de l'efficacité énergétique se fera plus cruciale pour l'Indonésie, au fur et à mesure de l'augmentation des revenus et du développement industriel. En juin 2013, les subventions dont bénéficient les combustibles ont subi une large baisse, ce qui est un signe positif. Ces subventions, évaluées à 2.5 % du PIB, pesaient lourdement sur les ressources publiques et bénéficiaient de façon disproportionnée aux Indonésiens les plus riches qui possèdent des voitures et d'autres biens consommateurs d'énergie (Mourougane, 2010). Les pouvoirs publics se sont engagés, parallèlement à l'augmentation des prix des combustibles, à un ensemble de compensations, y compris des transferts monétaires temporaires, pour les ménages modestes touchés par la réforme. L'utilisation de l'énergie est plus efficace en Indonésie que dans les autres BRIICS (excepté au Brésil et en Inde), mais elle l'est de moins en moins dans le secteur manufacturier comparativement aux cinq autres pays. Plus le secteur manufacturier se développera et plus l'utilisation de l'énergie et la pollution devront être maîtrisées.

Outre la réduction de l'impact de l'activité économique sur l'environnement, l'Indonésie devra accroître les investissements futurs dans l'adaptation au changement climatique. Le pays est souvent exposé à des inondations. L'élévation du niveau de la mer et de la pluviosité accroîtra les menaces pesant sur les zones de faible altitude et les bassins versants, notamment les zones fortement peuplées comme Djakarta. La création de systèmes de gestion des crues et d'alerte rapide contribuera à réduire les coûts humains et économiques associés à ces catastrophes naturelles (OCDE, 2013d).

Considérations à prendre en compte pour l'avenir

L'Indonésie n'est pas menacée par le ralentissement de la croissance comme le sont de nombreux autres pays à revenu intermédiaire, étant donné que l'augmentation de l'accumulation des facteurs et la transformation structurelle devraient conduire le pays à converger vers les pays de l'OCDE dans un avenir proche. Le renforcement de la compétitivité, moyennant une amélioration des conditions d'activité des entreprises, le développement des infrastructures et un meilleur accès à des programmes éducatifs

adaptés, pourrait permettre de se diriger vers une croissance inclusive et viable du point de vue de l'environnement.

En Indonésie, les formalités administratives accroissent les coûts liés à l'activité économique. La Commission indonésienne de coordination des investissements (BKPM) a lancé un train de mesures utiles pour remédier au problème en simplifiant les formalités administratives et en améliorant les services relatifs aux autorisations d'investissements, notamment en créant (avec des partenaires locaux et provinciaux) des guichets uniques de services (OSS) dans tout le pays, qui offrent l'ensemble des services nécessaires pour l'obtention de ces autorisations. L'emploi informel pourrait être réduit en associant une application plus stricte de la réglementation à des réformes réglementaires qui prennent en compte les coûts et les bénéfices des protections actuelles. La simplification et l'harmonisation entre les régions des procédures de base applicables aux entreprises pourraient accroître la transparence.

Malgré les récentes améliorations, la corruption des fonctionnaires à tous les niveaux reste un obstacle à une croissance équitable et durable. Le projet de loi sur la fonction publique adopté par la Chambre des représentants en décembre 2013 et le Cadre général de la réforme bureaucratique 2010-25 fournissent un cadre à l'amélioration de la reddition de comptes. Des réformes plus ciblées pourraient également être nécessaires dans les secteurs où les risques de corruption sont plus élevés. Depuis 2009, l'Indonésie a donné de grandes espérances en progressant vers la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et, de manière générale, en améliorant sa gouvernance du secteur des ressources naturelles.

L'amélioration des infrastructures jouera un rôle décisif pour la compétitivité et la croissance économique de l'Indonésie. La nouvelle loi sur les acquisitions foncières, si elle est associée à une progression des investissements, devrait générer une plus rapide modernisation des infrastructures capable d'accompagner la croissance économique et de réduire les blocages. Pour ce faire, l'administration publique a déjà manifesté son intérêt pour la promotion des partenariats public-privé (PPP). En 2010, PT Indonesia Infrastructure Finance, une entreprise privée financée par l'État, la BASD, la SFI et la Société allemande d'investissement et de développement (DEG), a été lancée pour attirer et centraliser les financements privés destinés aux infrastructures indonésiennes. Son action devrait être simplifiée par les réformes récentes de la loi sur les partenariats public-privé, qui a clarifié le processus d'appels d'offres, et par le Fonds de garantie indonésien pour les investissements (IIGF), créé en 2010, qui contribue à réduire les risques pris par les investisseurs lorsqu'ils collaborent avec le secteur public.

Pour mettre à profit le potentiel de capital humain, l'accès à l'éducation devra être le plus large possible et les qualifications devront répondre au besoin des entreprises. L'accroissement des dépenses au titre des établissements éducatifs donnera aux élèves la possibilité d'accéder aux compétences requises pour travailler dans les industries modernes et pour utiliser la technologie dans leurs emplois. Les investissements à venir pourraient être destinés à améliorer la qualité de l'éducation dans son ensemble et l'accès aux zones rurales et aux régions défavorisées, mais également à élaborer des stratégies de planification interrégionale et nationale adéquates. L'accès des élèves issus de zones rurales et défavorisées à l'école peut être amélioré grâce à l'élargissement du programme *School Operations Fund* (BOS), qui prévoit des transferts monétaires pour les écoles accueillant ces enfants, ou grâce à des indemnités pour les frais d'études et des transferts monétaires conditionnels aux familles défavorisées. L'enseignement professionnel, qui pourrait

contribuer à remédier à l'inadéquation des compétences, devient de plus en plus courant et les pouvoirs publics cherchent à accroître à l'avenir le recours à ce type d'enseignement. Dans le contexte de la décentralisation, un renforcement de la coordination partant de la base sera probablement un autre aspect qui influera sur la manière dont les systèmes éducatifs sont conçus.

Bien conçue et mise en œuvre, la décentralisation, si elle est peut contribuer à favoriser la croissance régionale dans le pays. La souplesse de l'élaboration des politiques peut aider les districts et les provinces à bénéficier des avantages concurrentiels existants à l'échelon local. Toutefois, l'Indonésie devra pour cela garantir le financement d'un niveau minimum de services et développer les compétences locales, en particulier dans les régions en retard et de petite taille.

L'amélioration de la protection de l'environnement permettrait de protéger la biodiversité et préserver la richesse des ressources naturelles pour les générations futures, et pour la poursuite de la croissance. À cette fin, il faudrait peut-être modifier les textes législatifs et réglementaires, bien qu'il faille davantage de ressources pour assurer l'application de ces mesures de protection. La diminution des subventions aux combustibles représente, en ce sens, un grand changement. L'Indonésie devra également investir dans la gestion des risques liés à une forte exposition aux effets du changement climatique.

Chine

La Chine fait partie de ces pays à revenu intermédiaire dans lesquels le revenu par habitant se rapprochera de celui des pays avancés dans les vingt prochaines années. Cette perspective est d'ores et déjà étayée par sa position de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et par sa croissance sans précédent durant les dernières décennies, indépendamment de la pression grandissante que suscitent l'évolution démographique et le besoin urgent d'accroître l'efficacité dans de nombreux secteurs de l'économie.

La Chine affiche encore une expansion économique solide, des gains de productivité relativement élevés et son gouvernement est décidé à engager une nouvelle série de réformes économiques pour se hisser dans la catégorie des pays à revenu élevé. Parallèlement au fait que ces réformes doivent garantir une convergence rapide et prolongée, le pays devra accorder un regain d'attention aux inégalités grandissantes, freiner la dégradation de l'environnement et réparer les dommages causés par les politiques du « tout-croissance ».

Rappel historique et trajectoire de développement

La Chine, avec un taux de croissance réel moyen de plus de 10 % au cours des dernières décennies, a obtenu des résultats supérieurs non seulement à ceux du Japon pendant sa période de forte expansion après la Seconde Guerre mondiale, mais également à ceux des quatre « dragons » – Corée du Sud, Hong Kong (Chine), Singapour et Taïpei chinois – au moment de leur « décollage » dans les années 70 et 80. Ces périodes d'essor en Asie ont eu lieu à un moment où les économies de la région connaissaient une industrialisation rapide et ont coïncidé avec le dividende démographique, qui a permis le rattrapage de ces économies. La croissance remarquable de la Chine, en particulier à partir des années 80, a été tirée par l'investissement et la productivité, tandis que la contribution de l'apport de main-d'œuvre a décliné depuis les années 90 (voir graphique 6.4).

Dans les années 80, deux étapes importantes ont suscité la croissance : les réformes intérieures, qui ont introduit des incitations aux gains d'efficacité, conduites initialement dans le secteur d'État et le secteur collectif, ainsi que la reconnaissance grandissante du rôle des entreprises privées dans l'amélioration de l'efficacité. L'intégration rapide du pays à l'économie mondiale, grâce aux exportations et à l'IDE, ainsi que les connaissances générées par ces canaux, lui ont été essentielles pour s'engager sur cette voie. Les exportations et l'IDE ont entraîné un accroissement de la production, du côté de l'offre, et une diversification au profit d'un plus large éventail de produits. L'investissement public est devenu un moteur essentiel de la croissance. Cette évolution a coïncidé avec la chute brutale du taux de fécondité – conséquence de la mise en œuvre généralisée de la politique de l'enfant unique –, le ralentissement de la croissance démographique et l'augmentation de la population en âge de travailler. Le pays a donc bénéficié du dividende démographique, accélérateur de la croissance. La migration des travailleurs des campagnes vers les villes a contribué à la hausse de la productivité.

Les rôles des autorités publiques et du marché se sont sensiblement modifiés au cours de la période de rattrapage de la Chine. Les réformes menées par Deng Xiaoping à partir de 1978 ont fait passer le pays d'une économie planifiée par le pouvoir central à une vaste économie de marché pilotée par l'État sur une période d'environ deux ans, au moment où une autre « avancée de taille » s'est produite avec l'adhésion à l'OMC en 2001 : l'ouverture

et l'intégration du pays à l'économie mondiale. Les résultats ont été remarquables jusqu'à une date récente, lorsqu'une troisième série de mesures a été annoncée pour renforcer la convergence de l'économie. Il s'agira d'une transition décisive vers une « intervention limitée de l'État » et vers une plus grande adhésion aux principes de l'économie de marché afin de conduire le pays vers le groupe des économies à revenu élevé dans les dix prochaines années.

Dans l'ensemble, ces réorientations ont été inclusives. La pauvreté a sensiblement reculé dans tout le pays, en grande partie, grâce à l'industrialisation et à l'urbanisation, dont ont bénéficié un grand nombre de personnes. La part de la population rurale est tombée de 80 % à 50 % entre 1980 et les années 2010. La création d'emplois au sein des pôles industriels et l'adoption d'un mode de vie urbain ont engendré, en particulier dans les premiers temps, une satisfaction générale vis-à-vis des réformes.

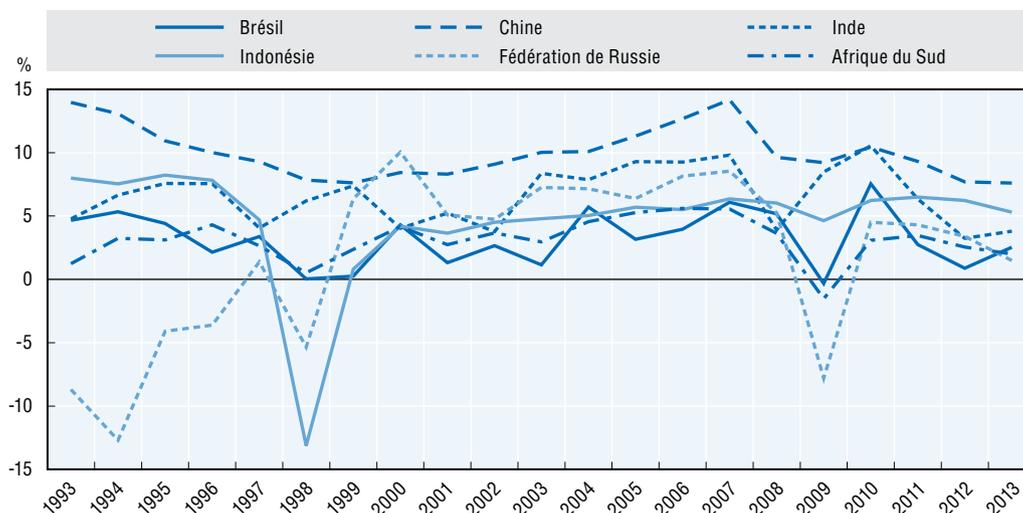
Défis

Des taux de croissance en repli

Il ne faut pas croire pour autant que la performance économique remarquable de la Chine garantit que la convergence se poursuivra à un rythme rapide par le seul maintien du statu quo. La Chine a obtenu de meilleurs résultats que les autres pays du groupe BRIICS, mais la croissance ralentit (graphique 6.13). Supérieure à 10 % dans la dernière décennie, il est prévu qu'elle régresse de plusieurs points de pourcentage, même si elle reste spectaculaire par rapport aux autres pays sur le moyen terme. Le pays se situe actuellement au bas de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, stade auquel il devient plus difficile de conserver une telle expansion. La croissance tendancielle devrait décélérer du fait essentiellement du vieillissement rapide de la population, mais les failles structurelles actuelles pourraient également contribuer à ce ralentissement si elles ne sont pas rapidement enrayerées.

Graphique 6.13. **La Chine a obtenu de meilleurs résultats que les autres pays du groupe BRIICS**

Taux de croissance PIB réel des BRIICS 1993-2013



Source : FMI (2013), *Perspectives de l'économie mondiale*, 2013, Fonds monétaire international, Washington DC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201449>

Vieillessement de la population et ralentissement de la croissance de la population active

La croissance fondée sur l'accumulation du facteur travail peut difficilement perdurer dans un pays où le vieillissement démographique est l'un des plus rapides au monde et où la population en âge de travailler diminue. L'âge médian de la population chinoise aura presque doublé en l'espace d'un siècle pour atteindre les 46 ans en 2050, pour un taux de dépendance de 63 %, le même que 100 ans auparavant. En 1950, le taux de dépendance des jeunes était élevé et celui des personnes âgées faible ; à l'horizon 2030, toutefois, la dépendance des personnes âgées dépassera celle des jeunes.

La migration vers les grandes villes, où le coût de la vie augmente, ce qui réduit d'autant la capacité d'épargne sur les salaires, marque le pas et les perspectives d'une main-d'œuvre bon marché pour maintenir l'économie à flot s'affaiblissent. Les pouvoirs publics encouragent plutôt la migration vers des villes plus petites où le coût de la vie est plus bas. Les emplois ne suivent cependant pas toujours les projets d'urbanisation ambitieux et les « villes fantômes » auxquelles ils ont donné lieu sont la preuve que l'urbanisation ne doit pas précéder l'industrialisation et la création d'emplois.

Recul de l'efficience de l'investissement

La rapidité de l'accumulation du stock de capital de la Chine durant les dernières décennies a dopé le potentiel d'expansion économique. L'investissement devrait rester un important moteur de la croissance à l'horizon proche du fait que le stock de capital par habitant est encore en retard sur celui des économies avancées, et ce, malgré la prolifération d'autoroutes, d'aéroports et autres d'infrastructures dans tout le pays. Nonobstant la nécessité d'accroître le stock de capital, l'efficience de l'investissement recule (voir graphique 1.8 au chapitre 1). Cette tendance non seulement reflète le ralentissement attendu une fois que le capital a été accumulé, mais pourrait également être liée à une mauvaise affectation des fonds destinés à l'investissement, laquelle trouve son origine dans l'efficience toute relative du secteur financier.

Bien que la productivité ait été un moteur important des résultats obtenus par le passé, le niveau de productivité dans le secteur manufacturier reste bien inférieur à celui non seulement des États-Unis, mais aussi d'autres pays de l'OCDE (graphique 6.5). En outre, certains signes donnent à penser que les gains de productivité ont également diminué (OCDE, 2013d). Une troisième série de réformes favorables au marché devrait inverser ce processus et favoriser de nouveaux gains de productivité qui stimuleront la croissance à long terme. Par ailleurs, la Chine non seulement sait fort bien exploiter les connaissances mondiales, mais également investit massivement dans le capital technique et la R-D pour mieux innover et développer ses propres technologies (voir chapitre 2). En 2006, la Chine a entamé un Plan national de développement de la science et de la technologie à moyen et long terme (2006-20), pour inciter le pays à se transformer en une économie innovante à l'horizon 2020 et un leader mondial dans les domaines des sciences et des technologies à l'horizon 2050 (Cao et al., 2006).

Les disparités régionales sur le plan de la productivité sont manifestes, avec des pôles manufacturiers réputés avoir les niveaux de production par travailleur les plus élevés (voir encadré 5.2 au chapitre 5), mais, sur les dix dernières années, la convergence des gains de productivité dans les provinces apparaît clairement (voir graphique 5.2 au chapitre 5). L'efficience technique des entreprises chinoises varie bien moins entre les provinces qu'en Inde ou en Indonésie (voir graphique 5.3 au chapitre 5).

Les inégalités suscitent des préoccupations grandissantes

L'industrialisation et l'urbanisation ont sorti des millions de personnes de la pauvreté, mais le « big-bang » des réformes entreprises par la Chine ont laissé de côté un grand nombre de personnes qui estiment n'avoir reçu aucune contrepartie au regard du coût de ces réformes. La population rurale a bénéficié d'une progression des salaires liée aux gains de productivité dans le secteur agricole et aux possibilités d'emploi dans les villes en voie d'industrialisation. Les 50 millions de travailleurs *xiagang* licenciés à la suite de la réforme des entreprises d'État au début des années 2000, représentent toujours une grande partie de la population en âge de travailler dans certaines régions n'ayant guère de possibilités de recueillir les fruits de la vigoureuse croissance du pays.

Les migrants, qui n'ont pas été pleinement intégrés à la population urbaine, n'ont encore qu'un accès limité aux biens et aux services, ce qui freine la mobilité sociale et limite une importante source potentielle de consommation. En outre, les inégalités de revenu ont renforcé la perception du système comme défaillant et ont montré la nécessité d'un modèle de croissance plus inclusif. L'accès limité des migrants aux biens et services publics a concouru à l'émergence de problèmes sociaux d'un nouveau genre, les parents laissant leurs enfants à la campagne sous la responsabilité de leurs grands-parents. Les enfants qui, grâce à des politiques plus libérales et généreuses, avaient pu suivre une instruction primaire dans les villes, se voient dans l'obligation de retourner dans leur lieu d'origine pour suivre un enseignement secondaire, étant donné que les examens d'admission à l'université (*gaokao*) sont gérés à l'échelon de la province.

La politique du tout-croissance a relégué l'environnement au second plan

La croissance a été l'objectif principal du développement et a été atteinte en passant par l'industrialisation. Le fait que le secteur industriel soit pour une bonne part propriété de l'État et que des aides financières soient octroyées sous la forme d'un accès plus facile et à moindre coût au financement et à une énergie bon marché, a été source d'inefficiences et entraîné une pollution telle qu'une action immédiate s'impose.

L'intensité énergétique de la production est nettement supérieure à la moyenne de l'OCDE dans le secteur manufacturier, et plus du double dans certains secteurs comme le textile, les métaux non ferreux, les minéraux non métalliques et les machines. L'énergie bon marché a ouvert la porte au développement d'activités exportatrices à fort contenu en énergie dans lesquelles la Chine, importatrice nette d'énergie, n'aurait pas eu sinon d'avantage comparatif.

Le charbon, source essentielle d'énergie, a engendré une pollution qui a atteint des seuils dangereux dans les zones industrielles, mais aussi dans les zones résidentielles. L'augmentation des droits de douane sur les produits énergétiques applicables à l'industrie a, dans une certaine mesure, endigué le gaspillage, mais l'intensité énergétique élevée de la Chine continue d'être davantage liée à l'utilisation excessive d'énergie dans le secteur industriel qu'à la structure même du secteur. Les nouvelles mesures visant à modifier le système de chauffage urbain en passant du charbon au gaz ont pour objectif de réduire la pollution urbaine pendant la période de chauffe, mais Pékin est la seule grande ville qui les a mises en œuvre à ce jour.

Considérations à prendre en compte pour l'avenir

Les pressions grandissantes relatives aux trois objectifs fondamentaux, à savoir le maintien d'une croissance à la fois solide, inclusive et écologiquement viable, appellent une nouvelle série de réformes fondamentales. Les nouveaux dirigeants chinois prennent actuellement des mesures pour éviter une décélération trop marquée en rationalisant la gestion macroéconomique et en aplanissant les obstacles structurels à la croissance. Le programme de réforme du président Xi est ample et met l'accent sur le renforcement des mécanismes de marché, le réexamen du rôle de l'État dans l'économie et la restructuration de l'industrie par le démantèlement des monopoles et l'accélération de la réforme des entreprises d'État. Les retombées les plus immédiates – gains de productivité liés aux transferts de main-d'œuvre des campagnes vers les villes, dividende démographique et intégration du pays à l'économie mondiale – étant déjà pour l'essentiel acquises, seul un ensemble complet de réformes, à ce stade, a des chances de produire des effets très positifs. La rationalisation programmée du système macroéconomique englobe tous les domaines majeurs, y compris les régimes de taux de change et de taux d'intérêt ainsi que la balance des opérations en capital. Elle prévoit également un effort d'amélioration de la coordination entre les organismes publics chargés de l'élaboration des politiques et de la réglementation grâce à la mise en place d'un nouveau mécanisme à cet effet.

Sur le moyen terme, on s'attend à ce que la flexibilité du taux de change augmente dans les deux sens et que le taux soit de plus en plus déterminé par les forces du marché et non par l'intervention de la banque centrale, comme par le passé. Toutefois, il est également prévu que le processus de réforme soit progressif et qu'il soit fonction du stade de développement du système financier, l'objectif étant de réduire le caractère désordonné et la volatilité des variations de prix des actifs financiers et des cours de change. Le passage à des taux d'intérêt fondés sur les taux du marché facilitera les ajustements aux évolutions de la conjoncture économique à très court terme, et améliorera les mécanismes de transmission de la politique monétaire. Plus généralement, les réformes devraient promouvoir l'intermédiation financière et aboutir à une meilleure affectation des capitaux dans l'économie. Cependant, une condition préalable pour assurer la réussite des réformes est la capacité des établissements financiers d'évaluer les risques et de fixer les taux d'intérêt en conséquence, qu'il est donc prioritaire d'améliorer. Avec une meilleure affectation des capitaux, l'efficacité de l'investissement, qui affiche une tendance à la baisse, pourrait être améliorée, contribuant ainsi à maintenir l'accumulation de capital dans les secteurs qui en ont le plus besoin. Le stock de capital global ramené au nombre d'habitants reste faible (Koen et al., 2013), malgré des décennies de taux d'investissement élevés. Il est également escompté que la libéralisation progressive du compte de capital, laquelle est actuellement peu étendue, engendrera des gains d'efficacité (Molnar et al., 2013). Selon les plans de réforme, les investisseurs institutionnels et individuels nationaux qualifiés seront autorisés à faire appel au marché international des capitaux pour obtenir des rendements plus élevés. Les taux d'intérêt sur les dépôts, qui produisent actuellement les rendements les plus faibles, finiront également par être libéralisés.

Outre les changements fondamentaux de la gestion macroéconomique, une série de réformes structurelles est également prévue pour atténuer le ralentissement de la croissance sur le moyen terme. Une plus grande importance sera donnée au développement du secteur des services, qui est en retard par rapport au secteur manufacturier et fortement réglementé. Le système financier sera au centre des réformes et devrait contribuer aux gains d'efficacité dans l'ensemble de l'économie. Avec la libéralisation des taux d'intérêt, les

marges relativement élevées entre les prêts bancaires et les taux sur les dépôts entretenues par la réglementation en vigueur, pourraient s'effriter peu à peu, ce qui permettrait l'émergence d'une plus vive concurrence. Toutefois, le rythme de la libéralisation devrait être géré de façon à éviter de mettre en péril la stabilité financière. Hormis les réformes du système financier, le réseau de distribution, les transports et les services aux entreprises sont d'autres secteurs prioritaires.

Ces réformes sont largement soutenues puisqu'il est reconnu que le maintien du statu quo ne sera pas suffisant pour assurer la poursuite de la convergence. Comme à l'accoutumée avec les nouvelles politiques, l'ouverture et la libéralisation seront expérimentées sur un territoire limité, dans la zone franche de Shanghai. Cette nouvelle zone franche sera un laboratoire pour la libéralisation du marché à beaucoup plus grande échelle qu'avant. La libéralisation du compte de capital, qui était à l'étude depuis plus d'une décennie, fait également partie de l'ensemble des réformes et est mis en œuvre progressivement. L'assouplissement de la réglementation dans les activités de services – en particulier dans les services financiers – sera essentiel pour la réalisation de gains d'efficacité. Il pourrait également accélérer le développement du secteur manufacturier qui est freiné par l'insuffisance du développement des activités de services. La pression concurrentielle dans le secteur financier pourrait renforcer l'efficacité et améliorer l'intermédiation financière. Ces avancées pourraient conduire à une meilleure affectation des capitaux dans l'économie.

La nouvelle rationalisation de la réforme pourrait également aboutir à une croissance plus inclusive en éliminant la réglementation discriminatoire envers les travailleurs migrants. La réforme du système du *hukou* (certificat de résidence) est un élément clé de cette rationalisation puisqu'elle pourrait instaurer l'égalité des droits d'accès aux services publics sans tenir compte de l'origine urbaine ou rurale des personnes, et accroître la mobilité de la main-d'œuvre. En Chine, des centaines de millions de travailleurs ruraux vont encore se déplacer vers des emplois urbains, mais le processus a été ralenti ces quelque dix dernières années sous l'effet de l'attrait nettement moindre exercé par l'exode rural dû à l'augmentation du coût de la vie dans les villes.

On prévoit également des progrès notables dans le domaine du développement durable. Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement en 2013, il existe une plus grande prise de conscience des problèmes de pollution du passé et de la nécessité de se tourner vers une croissance plus favorable à l'environnement, et donc plus durable. Fin 2013, la Conférence centrale de travail sur l'urbanisation a mis l'accent sur trois des six objectifs économiques majeurs de la prochaine étape de l'urbanisation de la Chine : l'amélioration de la construction urbaine, l'établissement d'une plus grande variété de circuits de financement et la garantie d'une meilleure efficacité de l'utilisation des terres. Dans le processus d'urbanisation, la protection de l'environnement et le développement durable sont des priorités, ce qui laisse présager un durcissement de la réglementation et l'application de mesures de réduction progressive des capacités dans plusieurs branches d'activité, notamment des secteurs très polluants comme celui du ciment. Dans les prochaines années, on s'attend à de nouvelles mesures en ce sens, mais la priorité semble être donnée aux mesures de prévention pour éviter davantage de pollution plutôt qu'à la réparation des dégâts antérieurs occasionnés par la pollution. Les campagnes médiatiques autour des dommages causés à l'environnement ont notablement augmenté et les mesures de la pollution atmosphérique sont annoncées pour sensibiliser le grand public. Par ailleurs, les pollueurs sont soumis à de lourdes taxes qui permettent de nettoyer, et l'action coercitive

de ces taxes semble fonctionner. La pollution sera attaquée sur de multiples fronts. Les entreprises les plus énergivores et polluantes seront les plus concernées. La pollution engendrée par les véhicules sera abordée sous deux angles : se doter d'une flotte de véhicules peu polluants et décourager la consommation excessive de carburant. En 2012, il a été décidé d'assurer un suivi de la qualité de l'eau en utilisant 106 indicateurs, dont la présence de métaux lourds, mais les installations destinées au traitement de l'eau et au suivi de sa qualité ne seront pas opérationnelles dans toutes les provinces avant 2015. Une mesure relativement récente exige des provinces qu'elles élaborent des plans pour renforcer la durabilité de l'environnement et en atténuer la dégradation. Pour ce faire, les terres sont classées par catégorie en fonction de leur utilisation et des restrictions différenciées en termes d'utilisation des terres sont appliquées à ces catégories.

La nouvelle vague de réformes prévue par l'actuel gouvernement chinois et confirmée par les orientations données au cours de la troisième Session plénière du Parti communiste chinois en novembre 2013, si elle est mise en œuvre de façon méthodique et dans les délais prévus, pourrait doper la croissance sur le moyen terme. Le risque d'un brusque ralentissement de l'expansion économique de la Chine s'en trouverait ainsi réduit ainsi que ses possibles conséquences négatives sur l'économie mondiale. Le calendrier et l'ampleur de la mise en œuvre du programme de réforme, de même que son impact, sont toutefois entourés d'incertitude.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud connaît une croissance modérée depuis ces dernières années et pâtit d'un niveau élevé de chômage, de pauvreté et d'inégalités. Les ressources naturelles constituent un moteur de croissance crucial, sous l'effet, dans une certaine mesure, du « basculement de la richesse », tandis que l'industrie manufacturière a accusé un repli au cours des dernières années. L'Afrique du Sud n'a pas réussi à rattraper en totalité son retard sur les pays de l'OCDE en termes de productivité du travail pendant la décennie écoulée et l'écart qu'elle accuse en termes d'utilisation de la main-d'œuvre s'est même creusé sur cette période, pour s'établir au plus haut niveau de l'ensemble des BRIICS. S'agissant de l'écart de productivité du travail, le pays se situe en ligne avec la Chine ou le Brésil, en deçà de l'Inde et de l'Indonésie mais au-dessus de la Fédération de Russie. Si l'évolution démographique observée en Afrique du Sud devrait soutenir la croissance au cours des décennies à venir, des réformes à l'appui de la productivité sont nécessaires pour veiller à ce que le pays revienne sur une trajectoire de convergence rapide avec les pays avancés en termes de revenu par habitant. Au nombre de ces réformes figurent le relèvement du niveau de formation et l'amélioration de la compétitivité du secteur privé.

Rappel historique et trajectoire de développement

Plusieurs obstacles continuent de freiner la croissance économique en Afrique du Sud. Depuis la fin de l'apartheid en 1994, la croissance est modérée (tableau 6.A2.1 en annexe). En dépit de ses atouts, dont une population active jeune et d'importantes ressources naturelles, le pays n'a pas été en mesure de mettre pleinement à profit son potentiel. Pendant l'apartheid, l'Afrique du Sud a abandonné l'agriculture au profit de l'industrie manufacturière, qui contribuait à hauteur de plus de 20 % au PIB en 1994. Néanmoins, cette proportion a chuté à 12 % en 2012, tandis que les rentes tirées des ressources naturelles sont orientées à la hausse depuis 2000.

Nombre des problèmes de l'Afrique du Sud trouvent leur origine dans l'apartheid et l'isolement économique dont a souffert le pays pendant cette période (OCDE, 2013e). Pour autant, les mesures adoptées depuis la fin de ce régime n'ont pas encore éliminé certains des obstacles les plus importants auxquels se heurte le pays. L'économie sud-africaine a été façonnée par plus de 80 années de ségrégation : les inégalités y sont élevées au regard des niveaux internationaux et elles se sont creusées pendant les 20 dernières années ; par ailleurs, de nombreux pans de l'économie sont, par essence, duels, plus particulièrement le marché du travail. Par exemple, on estime à 20 % environ la part des emplois dans des activités informelles et non réglementées, qui ne sont pas couvertes par la sécurité sociale ni soumises à l'impôt (OCDE, 2013e). Les politiques économiques mises en œuvre pendant le régime de l'apartheid favorisaient en outre les grandes entreprises et les réseaux fermés entre entreprises dominantes, ce qui se reflète encore dans le fort degré de concentration observé sur certains marchés.

Les politiques nationales adoptées après la fin du régime de l'apartheid, dans le cadre du Programme de reconstruction et de développement, étaient axées sur l'amélioration des politiques sociales, la lutte contre la pauvreté et le développement du capital humain. La Stratégie en faveur de la croissance, de l'emploi et de la redistribution a mis davantage l'accent sur la croissance économique et les politiques macroéconomiques, en attribuant

au gouvernement la responsabilité de créer un environnement économique porteur. Dans cette optique, la stratégie de croissance a été largement réorientée vers l'extérieur, au moyen notamment de la libéralisation des échanges et de l'intégration régionale. Toutefois, en dépit de politiques macroéconomiques globalement favorables, l'économie sud-africaine n'a pas enregistré la reprise attendue et l'évolution structurelle tend vers la désindustrialisation. Le secteur manufacturier a reculé et les ressources naturelles sont devenues l'un des principaux moteurs de la croissance économique. Le Plan de développement national adopté récemment (2011) dresse le bilan des progrès accomplis depuis 1994 et étudie les pistes à suivre à l'horizon 2030, en accordant la priorité à l'éducation, aux compétences et à l'emploi afin de favoriser une croissance plus durable.

Défis

La croissance de l'Afrique du Sud est à la traîne, en dépit de conditions favorables. En 2012, le PIB par habitant s'élevait à près de 10 000 USD (à PPA), tandis que le taux de croissance du PIB ces dix dernières années atteignait 3,5 % environ. Si ces chiffres permettent à l'Afrique du Sud de se classer au même niveau que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, il faudra prendre des mesures pour accélérer la croissance du PIB si le pays veut parvenir à une convergence du revenu avec les pays de l'OCDE au cours des 50 prochaines années. L'Afrique du Sud a à son actif plusieurs atouts à exploiter, comme un dividende démographique et l'abondance de ses ressources naturelles, mais il lui sera difficile d'atteindre un tel niveau de croissance au vu des nombreux problèmes économiques auxquels elle se heurte et des obstacles qui freinent sa croissance.

Ces dernières années, le pays n'a pas exploité pleinement sa richesse en ressources naturelles. L'industrie minière contribue à hauteur de près de 10 % au PIB, mais les grèves et les goulets d'étranglement au niveau des infrastructures (principalement dans l'électricité et les transports) ont pesé sur la production et les exportations. Même dans des conditions idéales, le secteur minier affiche une forte intensité capitalistique et n'est donc pas adapté pour absorber l'augmentation de la population active. Le secteur manufacturier ne représentait quant à lui que 12 % du PIB en 2012, contre près de 70 % pour les services, ce qui est largement supérieur à de nombreux autres pays non membres de l'OCDE. Par ailleurs, les niveaux de productivité sont comparativement bas, tandis que les salaires (dans le secteur formel) sont élevés.

La croissance étant inférieure à son potentiel, la pauvreté reste élevée (tableau 6.A2.2 en annexe), même si des mesures redistributives ont contribué à la faire diminuer. Les inégalités de revenu sont aussi importantes, notamment du fait qu'une vaste proportion de la population est au chômage ou travaille dans le secteur informel, où les salaires sont sensiblement inférieurs (FMI, 2013b).

L'Afrique du Sud puise largement dans ses ressources environnementales. La production d'électricité repose en grande partie sur le charbon, ce qui se traduit par d'importantes émissions de gaz à effet de serre (tableau 6.A2.3 en annexe). Parallèlement, les subventions énergétiques ont dissuadé toute tentative d'amélioration de l'efficacité énergétique et introduit des distorsions supplémentaires dans l'allocation des ressources aux différentes branches d'activité. Des réformes stratégiques sont donc nécessaires dans divers domaines afin d'aider l'Afrique du Sud à sortir de la catégorie des pays à revenu intermédiaire grâce aux gains de productivité.

Le pays a plusieurs avantages à son actif, parmi lesquels des ressources naturelles abondantes et une population jeune. Le secteur des services y est bien développé et certains de ses sous-secteurs (comme la banque ou la finance) sont à la pointe du progrès, y compris par comparaison avec les pays à revenu intermédiaire. Au vu des indicateurs, il semble que le climat des affaires soit relativement propice et que les perspectives soient positives sur le plan de l'intégration régionale. Néanmoins, l'Afrique du Sud doit encore relever de nombreux défis, au nombre desquels un taux de chômage beaucoup trop élevé à 25 %, qui résulte de la taille limitée du secteur manufacturier, des goulets d'étranglement au niveau des infrastructures et d'un faible niveau de formation.

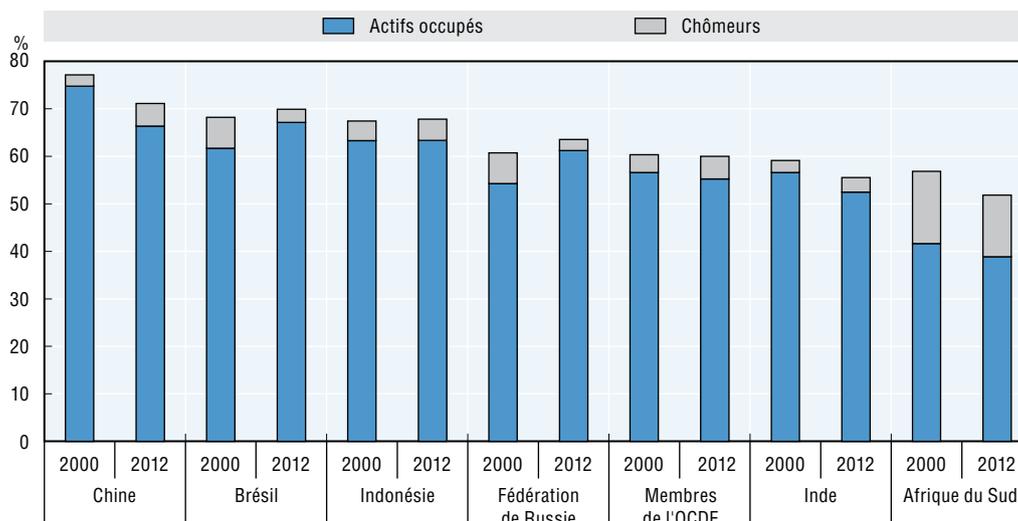
Renforcer l'investissement dans l'éducation pour lutter contre le chômage

La population sud-africaine est jeune, avec un taux de dépendance élevé, principalement lié aux enfants (la poussée de la population jeune ne s'est pas encore fait sentir). D'un côté, cela peut jouer en la faveur de l'économie si la population active, qui augmente, peut être utilisée de manière productive ; d'un autre côté, la jeunesse de la population peut représenter une menace puisque le chômage des jeunes (de 15 à 24 ans) est déjà trop élevé, à plus de 64 % (BAfD, OCDE, PNUD, CEA, 2013). Le taux d'activité global ne s'élevait qu'à 52 % en 2012 (graphique 6.14), même s'il a augmenté depuis la fin de l'apartheid.

Le taux de scolarisation est relativement élevé en Afrique du Sud par rapport aux autres pays, mais le nombre de diplômés est largement inférieur pour les plus de 15 ans, de nombreux élèves quittant l'école avant la fin de leurs études. Les taux de réussite moyens varient aussi d'une catégorie de population à l'autre, ce qui se traduit par des résultats hétérogènes sur le front de l'emploi (Bernard, 2009). Des taux d'abandon élevés (en raison par exemple de difficultés financières) contribuent au chômage, puisque les travailleurs n'ont pas les compétences demandées par les entreprises (ministère du Commerce et de l'Industrie, 2014).

Graphique 6.14. Le taux d'activité est faible en Afrique du Sud, où un quart de la population active est au chômage

Taux d'activité – Actifs occupés et chômeurs, 2000 et 2012



Note : Toutes les données concernent l'année 2012 à l'exception des chiffres du chômage pour le Brésil (2011), l'Indonésie (2011) et la Chine (2007).

Source : Calculs des auteurs à partir de Banque mondiale (2013a), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933201455>

Si les pouvoirs publics ont revu à la hausse les investissements consentis dans le domaine de l'éducation ces dernières années, le niveau de dépenses par élève reste inférieur à celui observé dans les pays de l'OCDE et les infrastructures scolaires demeurent insuffisantes. Ainsi, les manuels scolaires ne sont parfois pas disponibles ou ne sont pas distribués, et dans certaines provinces, 10 % seulement des établissements offrent à leurs élèves un accès à des ordinateurs. Par ailleurs, les établissements situés en zone rurale semblent avoir du mal à attirer des enseignants qualifiés, ce qui les contraint à embaucher du personnel non qualifié ou sous-qualifié, alors même que l'on observe du chômage chez les diplômés des établissements de formation des enseignants (ministère de l'Éducation de base, 2011). Ces problèmes sont en outre aggravés par une mauvaise gestion et une mauvaise planification des capacités dans les établissements et à différents échelons de l'administration.

Réformer les institutions en vue de stimuler la productivité et la croissance dans tous les secteurs

La composition sectorielle de l'économie sud-africaine contribue au problème du chômage. Le secteur manufacturier recule et il ne contribuait qu'à hauteur de 12 % au PIB en 2012. Les activités manufacturières nécessitant un faible niveau de qualifications pourraient absorber la hausse de la population active et ouvrir des possibilités de gains de productivité futurs. Toutefois, divers obstacles ont empêché l'essor du secteur industriel par le passé.

Les institutions du marché du travail contribuent au niveau globalement très élevé des salaires, qui augmentent plus vite que la productivité dans le secteur formel (Klein, 2012). La productivité est également freinée par une faible concurrence dans de nombreux secteurs, tandis que le secteur des PME est peu développé du fait des obstacles à l'entrepreneuriat (FMI, 2013b).

L'écart entre l'Afrique du Sud et les pays de l'OCDE en termes d'utilisation de la main-d'œuvre s'est creusé ces dix dernières années (voir le chapitre 2, graphique 2.1) et le taux de chômage est élevé. Malgré tout, les entreprises ont du mal à trouver des salariés qualifiés. Par rapport à leurs homologues d'autres pays africains, les entreprises sud-africaines mentionnent plus fréquemment, parmi les principaux obstacles auxquels elles se heurtent, une main-d'œuvre aux compétences inadaptées et la réglementation du travail (Banque mondiale, 2013b). Outre la mauvaise qualité de l'enseignement et les faibles taux de réussite dans la filière générale, l'enseignement professionnel et la formation en cours d'emploi pourraient contribuer à remédier à l'inadéquation des compétences que révèlent les données.

Ce phénomène pourrait s'expliquer par la ségrégation géographique historiquement forte et des infrastructures de transport déficientes, les travailleurs ayant du mal à s'installer dans les zones offrant des emplois disponibles ou à faire la navette entre leur domicile et leur travail. Le régime de l'apartheid avait en effet assigné à certaines populations des foyers nationaux dotés d'opportunités économiques limitées et imposé de fortes restrictions aux réinstallations et aux déplacements des populations noires. Compte tenu d'infrastructures déficientes, les déplacements journaliers et les réinstallations sont difficiles dans le pays, et la persistance de certains comportements peut jouer un rôle dans la mobilité limitée de la main-d'œuvre constatée aujourd'hui.

Certaines institutions du marché du travail constituent un obstacle supplémentaire à la croissance économique. Les syndicats sont solidement établis en Afrique du Sud. Outre les accords d'entreprise sur les salaires et les conditions de travail, les grandes entreprises et les syndicats négocient les salaires pour des régions et des secteurs spécifiques, salaires qui sont

également appliqués aux entreprises non syndicalisées. Si les grandes entreprises peuvent souvent se permettre de verser des salaires élevés, les petites entreprises sont quant à elles exclues du marché (Magruder, 2011 ; OCDE, 2013e), ce qui aboutit à des marchés protégés pour certaines entreprises. Les liens étroits entre les quelques syndicats dominants et le parti au pouvoir ajoutent des obstacles à la réglementation qui sont liés à la politique économique, particulièrement dans le domaine du travail et de l'emploi. Pour dynamiser la croissance économique, il est important de réformer les institutions du marché du travail afin d'améliorer l'utilisation de la main-d'œuvre et de lutter contre le chômage.

En 2013, la réglementation du marché de produits était plus stricte que la moyenne de l'OCDE, mais moins que la moyenne des BRIICS (OCDE, 2013c). De nombreuses entreprises (notamment dans les industries de réseau) sont détenues par l'État, et le régime de l'apartheid favorisait les entreprises dominantes et des liens de coopération étroits afin de préserver leur emprise sur le pays et l'économie, tout en empêchant la création d'entreprises par des membres de la population noire. La Commission de la concurrence sud-africaine a traité de nombreuses affaires d'ententes, notamment dans les secteurs prioritaires de l'agro-alimentaire, des produits industriels intermédiaires, de la construction et des infrastructures (Commission de la concurrence d'Afrique du Sud, 2008) mais les niveaux de concentration restent élevés dans l'économie (FMI, 2013b).

Les institutions du marché du travail, la concentration du marché et le faible niveau de formation des travailleurs sont autant d'obstacles au développement du secteur des services. L'Afrique du Sud occupe une position solide dans la région, notamment dans les services financiers et les services aux entreprises, mais la productivité du travail dans de nombreux secteurs de services reste inférieure à celle de l'industrie manufacturière, même dans des secteurs dynamiques comme les services aux entreprises ou les services immobiliers, et en dépit des gains de productivité du travail enregistrés récemment.

Éliminer les goulets d'étranglement au niveau des infrastructures

L'Afrique du Sud est riche en ressources naturelles, notamment en charbon, mais son économie souffre de graves goulets d'étranglement dans l'électricité. En 2008, année marquée par de graves coupures d'électricité, les sociétés minières ont été obligées d'arrêter leur activité, tandis qu'en 2013, on a eu recours au délestage ciblé (y compris au niveau des fonderies du secteur minier) pour stabiliser l'alimentation électrique à l'échelle du pays. Les pouvoirs publics ont pris des mesures pour remédier à cette situation en vertu de l'*Integrated Resource Plan* de 2011 et ces problèmes devraient s'atténuer à la faveur de l'entrée en service de nouvelles centrales en 2014.

Le gouvernement s'efforce d'investir dans les infrastructures mais ces investissements sont limités par les contraintes budgétaires et le faible niveau de l'épargne des ménages. Compte tenu du chômage élevé, de la faiblesse des salaires dans le secteur informel et de la disponibilité croissante du crédit à la consommation, le taux d'épargne des ménages est devenu négatif ces dernières années, ce qui signifie que les dépenses des ménages sud-africains sont supérieures à leur revenu disponible (National Treasury, 2012).

L'économie sud-africaine se caractérise par une forte intensité énergétique et un niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre, qui tiennent à l'abondance de ses ressources naturelles (industrie minière et production d'électricité fondée sur le charbon) et aux politiques de subventions. Entre 2000 et 2010, la production d'énergie en Afrique du Sud a augmenté plus vite que son utilisation, mais la part des sources d'énergie renouvelable y est bien plus limitée qu'au Brésil ou en Inde par exemple (moins de 10 % contre 40 % et

20 % respectivement en 2010, voir chapitre 3). Les émissions et les problèmes d'ordre plus général liés à l'électricité sont probablement liés à la stratégie adoptée par l'Afrique du Sud qui consiste à subventionner implicitement l'approvisionnement en énergie (OCDE, 2013f). Ces dernières années, des hausses de prix progressives ont fait remonter les prix de l'électricité depuis un niveau très bas, réduisant ainsi les subventions implicites, qui sont désormais inférieures à celles observées dans d'autres économies émergentes. Cependant, la compagnie d'électricité nationale continue de bénéficier de charbon à des prix inférieurs à ceux du marché et ses prix sont fixés par le *National Energy Regulator of South Africa*, ce qui non seulement contribue aux mauvais résultats financiers des fournisseurs d'énergie mais aussi dissuade les ménages et les entreprises de réaliser des économies d'électricité ou d'investir en faveur de l'efficacité énergétique. Le gouvernement a également défini un programme d'action assorti d'objectifs ambitieux en vue de renforcer la croissance verte et d'accroître la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité en vertu de l'*Integrated Resource Plan 2010-2030*. Il doit poursuivre son engagement dans ce domaine et renforcer la mise en œuvre des réformes et mesures envisagées.

La cohésion sociale pourrait être fragilisée en l'absence de redémarrage de la croissance

La principale menace qui pèse sur la croissance durable est la conjugaison des inégalités, du chômage et de la pauvreté, particulièrement compte tenu de l'explosion de la part des jeunes dans la population. La politique mise en œuvre durant le régime de l'apartheid consistant à attribuer aux populations noires des foyers nationaux dotés de débouchés économiques et d'infrastructures très limités ajoute une dimension géographique aux inégalités, qui sont également présentes dans la distribution des résultats scolaires (les élèves blancs ont par exemple de bien meilleurs résultats que leurs camarades noirs), ce qui se traduit par des disparités en termes de taux d'emploi. On observe aussi des disparités régionales à l'intérieur du pays, notamment en raison du fait que la déficience des infrastructures nuit à la connectivité régionale et à la mobilité de la main-d'œuvre.

Les mesures redistributives ont largement contribué à atténuer la pauvreté et à améliorer le niveau de vie, mais elles ne peuvent compenser l'absence de croissance et d'emplois. Si l'Afrique du Sud parvenait à relancer la croissance économique et à créer des emplois, les dividendes seraient nombreux sur le plan social : hausse des revenus et baisse du taux de pauvreté, diminution des dépenses sociales dans le budget de l'État, et réduction de la criminalité, qui représente aussi un obstacle à la croissance et à l'entrepreneuriat.

Considérations à prendre en compte pour l'avenir

Il est capital, pour l'Afrique du Sud, de prendre des mesures propres à relancer la croissance et à doper la productivité. L'éducation, les compétences et l'emploi, inscrits au nombre des priorités du Plan national de développement de 2011, sont essentiels pour parvenir à une convergence avec les pays avancés.

Si le taux de scolarisation est relativement élevé en Afrique du Sud, les résultats scolaires sont médiocres, sous l'effet de plusieurs facteurs comme l'inadéquation des infrastructures scolaires, la mauvaise qualité de l'enseignement et des taux d'assiduité peu élevés. Les pouvoirs publics pourraient envisager des investissements ciblés dans les infrastructures afin de remédier aux pénuries de manuels scolaires et d'accroître l'accès aux ordinateurs, accompagnés de mesures visant à lutter contre l'abandon scolaire à tous les niveaux d'enseignement. Une amélioration du management et de la reddition de comptes dans le système éducatif pourrait aussi contribuer à résoudre ces problèmes.

Le relèvement du niveau de formation devrait contribuer à améliorer la situation sur le front de l'emploi, mais une reprise de la croissance économique et de la productivité seront également nécessaires pour dynamiser la création d'emplois. Les institutions du marché du travail fonctionnent de manière relativement opaque et pèsent sur l'emploi, notamment les mécanismes de négociation collective et autres qui s'appliquent aussi aux petites entreprises et dont les effets sur l'emploi sont difficiles à quantifier. Des réformes du marché du travail (fixation des salaires mais aussi salaires minimum) pourraient jouer un rôle clé dans la lutte contre le chômage. La concurrence est limitée dans de nombreux secteurs par la position dominante qu'occupent, de longue date, certaines entreprises en Afrique du Sud. Un assouplissement du marché du travail permettrait de réaligner les salaires sur la productivité, ce qui pourrait à son tour favoriser la compétitivité, notamment celle des petites entreprises, ainsi que la régularisation des entreprises informelles. Une aide accrue en faveur de l'entrepreneuriat serait également bénéfique. Il est crucial de continuer à engager des poursuites contre les abus de position dominante et à les sanctionner, de même qu'il est indispensable de limiter la concentration dans certains secteurs afin de promouvoir des règles du jeu équitables pour les petites et les jeunes entreprises, qui ont la capacité d'absorber la main-d'œuvre supplémentaire.

Dans le domaine de l'énergie, des réformes pourraient améliorer considérablement l'efficacité, avec des retombées positives dans d'autres secteurs. Les hausses de prix envisagées ces prochaines années contribueront à diminuer les subventions implicites dont bénéficient les ménages et les entreprises, à éliminer les distorsions dans la production du secteur privé, et à améliorer l'efficacité énergétique. À plus long terme, l'Afrique du Sud pourrait accorder une place plus importante à la croissance verte, afin de ne pas gaspiller ses ressources environnementales. À cet égard, la suppression des distorsions créées par les subventions dans le secteur de l'électricité pourrait avoir des effets positifs sur l'environnement.

Principales considérations à prendre en compte pour doper la productivité dans les BRIICS

La performance des BRIICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde et Indonésie) sera déterminante dans la poursuite du processus qui voit se déplacer le centre de gravité de l'activité économique des pays membres de l'OCDE vers les pays non membres. Compte tenu de la diversité de l'expérience des BRIICS, certains des défis et des opportunités auxquels ils doivent faire face peuvent présenter de l'intérêt pour d'autres pays en développement au moment où ces derniers mettent en place leurs propres stratégies de développement

Trois de ces pays – l'Afrique du Sud, le Brésil et la Fédération de Russie – sont riches en ressources et sont confrontés à des défis plus importants en termes de diversification. La Fédération de Russie peut s'appuyer sur de nombreuses ressources naturelles mais le pétrole et le gaz sont les deux moteurs clés de la croissance enregistrée récemment. La progression récente des exportations du Brésil est tirée par les produits agricoles et miniers. Celle de l'Afrique du Sud est principalement tirée par les produits miniers même si, à l'instar du Brésil, le secteur manufacturier constituait le premier moteur des exportations jusqu'en 2000 environ, lorsque la forte demande en faveur des produits de base a de nouveau fait basculer leur avantage comparatif vers les exportations fondées sur les ressources naturelles. La Chine et l'Inde sont riches en main-d'œuvre et relativement pauvres en ressources naturelles, et leurs exportations sont principalement tirées par les produits manufacturés. Pour autant, l'Inde se distingue des autres BRIICS par l'ampleur de ses exportations de services fondés sur l'information. L'Indonésie est quant à elle riche à la fois en main-d'œuvre et en ressources naturelles.

Principales considérations à prendre en compte pour doper la productivité dans les BRIICS (suite)

À l'origine, ses exportations étaient principalement fondées sur les ressources naturelles liées aux combustibles, qui ont été progressivement dépassées par les exportations de produits manufacturés en 2000. Néanmoins, comme en Afrique du Sud et au Brésil, les exportations de l'Indonésie ont de nouveau basculé vers les ressources naturelles.

Les gains de productivité seront déterminants pour la poursuite de la croissance des BRIICS. La progression de la productivité totale des facteurs (PTF) a largement contribué à la croissance économique globale en Inde, en Chine et dans la Fédération de Russie ces vingt dernières années. Dans les trois autres BRIICS, l'influence de la productivité sur la croissance a été moindre sur la période. Les niveaux de productivité (PTF et productivité du travail) dans l'ensemble des BRIICS demeurent très bas par rapport à ceux des pays avancés.

Les gains de productivité sont essentiels à toutes les étapes du développement économique. Aux premiers stades du développement, il s'agit principalement de déplacer la main-d'œuvre de l'agriculture peu productive vers l'agriculture, l'industrie et les services à plus forte productivité et de parvenir à une utilisation plus intensive du capital et de la main-d'œuvre :

- Tous les BRIICS ne bénéficient pas dans la même mesure des vastes réformes économiques entreprises en vue de sortir de l'agriculture peu productive au profit de l'industrie et des services à plus forte productivité. La structure économique de la Fédération de Russie, du Brésil et de l'Afrique du Sud est déjà plus proche de celle des pays de l'OCDE, même si les bénéfices tirés du transfert de la main-d'œuvre hors de l'agriculture ont contribué dans une certaine mesure aux gains de productivité observés ces dix dernières années au Brésil. L'Inde, l'Indonésie et, dans une moindre mesure, la Chine ont encore une marge de manœuvre importante à cet égard étant donné qu'une grande partie de leur population réside dans des zones rurales et travaille dans des activités agricoles peu productives.
- La progression de l'emploi a sensiblement contribué à la croissance dans la plupart des BRIICS ces 20 dernières années (à l'exception de la Fédération de Russie). L'Afrique du Sud et l'Inde ont encore des progrès considérables à accomplir afin d'utiliser plus efficacement leur main-d'œuvre dans les années qui viennent compte tenu de leurs faibles taux d'activité et, dans le cas de l'Afrique du Sud, d'un taux de chômage obstinément élevé.
- Le niveau de formation moyen varie d'un BRIICS à l'autre. Ainsi, la Fédération de Russie affiche un niveau de formation supérieur à la moyenne de l'OCDE, tandis que ceux de l'Inde et de l'Indonésie sont inférieurs de moitié à la moyenne de l'OCDE. Tous les BRIICS à l'exception de la Fédération de Russie pourraient tirer profit d'une amélioration du niveau de formation moyen. Néanmoins, tous ces pays, Fédération de Russie comprise, doivent améliorer la qualité de l'enseignement et l'adapter aux besoins de leur économie.
- Dans tous les BRIICS, le stock de capital par habitant est largement inférieur à celui des pays plus avancés. En conséquence, l'accumulation de capital est restée le premier moteur de la croissance économique dans ces pays au cours des dernières décennies, ceux où la part de l'investissement dans le PIB augmente tendant à afficher une croissance globale plus rapide (Inde ou Chine par exemple). C'est pourquoi le Brésil, la Fédération de Russie et l'Indonésie pourraient accroître leur taux d'investissement. En Chine, c'est l'efficacité de l'investissement qu'il convient d'améliorer.

Ces moteurs initiaux de la productivité – à des degrés différents et dans des domaines divers – continuent de jouer un rôle clé dans les BRIICS. Néanmoins, il sera essentiel de stimuler la productivité au moyen de la diversification dans des segments à plus forte valeur ajoutée des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. Dans la même optique, le rattrapage technologique et l'élaboration de méthodes plus efficaces de production et de fourniture de biens et services contribueront de plus en plus à soutenir une croissance durable dans ces économies émergentes :

- La Chine et l'Inde ont diversifié leurs économies ces 20 dernières années, ce qui a permis à la Chine de progresser le long de la chaîne de valeur, du moins dans l'industrie manufacturière. Les BRIICS riches

Principales considérations à prendre en compte pour doper la productivité dans les BRIICS (suite)

en ressources naturelles (Afrique du Sud, Brésil, Fédération de Russie et Indonésie) se sont également diversifiés dans des activités à plus forte valeur ajoutée dans le secteur agricole et d'autres secteurs liés aux ressources naturelles, mais ces efforts de diversification ont été ralentis par l'explosion des prix des produits de base. À l'avenir, les BRIICS devraient chercher en permanence à se diversifier dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée. Ils seront ainsi moins vulnérables face aux chocs extérieurs et leurs économies pourront s'appuyer sur un plus large éventail de compétences et de qualifications afin de développer de nouvelles activités plus productives.

- La Chine est parvenue avec succès à exploiter le savoir mondial en important des technologies étrangères intégrées aux biens d'équipement et à l'investissement direct étranger (IDE). Par ailleurs, elle a massivement investi dans l'accumulation de capital humain technique, qui détermine la capacité d'absorption du savoir mondial. Les autres BRIICS peuvent encore améliorer leur intégration dans le système d'échanges mondial et ils doivent aussi développer les compétences nécessaires pour absorber ce savoir.
- Les BRIICS doivent également innover pour mettre au point de nouveaux produits, processus, services et modes d'organisation, mieux adaptés à leurs besoins que ceux disponibles à l'étranger. En élaborant leurs propres innovations qui repoussent les limites, ils pourront aussi développer leur avantage comparatif. La R-D peut être utile dans les domaines plus technologiques. La Chine se classe à la deuxième place à l'échelon mondial en termes de dépenses de R-D. Le Brésil, la Fédération de Russie et l'Inde dépensent quant à eux autant que l'Italie ou l'Espagne.
- Le développement d'entreprises productives et innovantes dans certains BRIICS est limité par un environnement réglementaire inadapté et des compétences insuffisantes. Le poids de la réglementation qui pèse sur les entreprises au Brésil, en Inde et en Indonésie, par exemple, reste très lourd par comparaison avec les autres pays. La protection des droits de propriété est problématique dans la Fédération de Russie. En Afrique du Sud, la flexibilité du marché du travail est limitée, tandis que le marché du travail russe est très flexible mais la protection de l'emploi y est peu contraignante. Tous les BRIICS doivent améliorer l'offre des compétences demandées par leurs économies en mutation. Ils doivent aussi renforcer la portée et l'efficacité de leurs systèmes financiers afin d'allouer du capital aux activités les plus productives.
- L'essor du secteur des services dans les BRIICS (particulièrement en Indonésie et en Chine, compte tenu de la faible part de ce secteur dans leur économie) est capital pour répondre aux nouvelles demandes d'une classe moyenne qui ne cesse de croître, pour renforcer la compétitivité dans le secteur manufacturier et pour ouvrir de nouveaux débouchés en matière d'exportations. L'Inde a développé un marché de niche dans les exportations de services fondés sur les TIC, mais elle doit encore développer les services à plus forte valeur ajoutée. Or pour y parvenir, elle devra améliorer son système d'enseignement supérieur. Un développement plus stratégique des services à forte valeur ajoutée serait profitable à l'ensemble des BRIICS.

Outre les gains de productivité, les BRIICS doivent encourager un développement équitable et durable :

- Ces dix dernières années, les inégalités de revenu se sont creusées dans tous les BRIICS, à l'exception du Brésil et de la Fédération de Russie. C'est en Afrique du Sud qu'elles sont le plus marquées, mais elles demeurent aussi élevées au Brésil. Par ailleurs, les disparités régionales sont prononcées dans tous les BRIICS. La Chine est parvenue à en atténuer certaines au moyen de politiques régionales directement ciblées sur les avantages comparatifs et axées sur l'adaptation des biens publics aux besoins locaux. Par ailleurs, la plupart des BRIICS sont confrontés à des tensions sociales, qui pourraient être apaisées en proposant davantage de possibilités d'emploi et de biens collectifs et en offrant aux citoyens la possibilité de faire entendre leur voix dans l'économie.

Principales considérations à prendre en compte pour doper la productivité dans les BRIICS (suite)

- La dégradation de l'environnement est un problème qui se pose dans tous les BRIICS, surtout en Chine et dans la Fédération de Russie où l'environnement a payé un lourd tribut à l'industrialisation rapide. Sur le front énergétique, tous les pays à l'exception du Brésil ont une consommation énergétique élevée par unité de PIB comparé à la moyenne des pays de l'OCDE, les plus gros consommateurs étant la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud, suivies de la Chine. Cette dernière subit en outre actuellement le revers de son industrialisation rapide sous la forme de la pollution atmosphérique de ses grandes villes, qui menace de devenir un grave problème sanitaire et qui réduira probablement l'espérance de vie des citoyens. La diversification dans des secteurs moins gourmands en énergie et l'adoption de technologies économes en énergie pourraient remédier à certains de ces problèmes.

Enfin, maintenir une croissance rapide s'accompagnant d'un développement équitable et durable exige une gouvernance capable et efficace :

- La détermination et la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des réformes difficiles ont joué un rôle prépondérant dans les différents résultats obtenus par les BRIICS en termes de développement. La rapide montée en puissance de la Chine est en grande partie attribuable à la détermination du gouvernement chinois à résoudre des difficultés économiques évolutives, selon une approche axée sur les objectifs. La Chine a procédé à d'audacieuses réformes, rendues possibles grâce à des organisations et procédures efficaces lui ayant permis de mettre en œuvre les mesures nécessaires. D'autres BRIICS dotés de gouvernements organisés plus démocratiquement doivent rallier le soutien aux réformes nécessaires par le biais de processus de consultation dans le cadre desquels les principaux intéressés – notamment les entreprises privées, les collectivités locales et la société civile – peuvent exprimer leur opinion et contribuer à la formulation et à la mise en œuvre des stratégies.

Notes

1. Ces écarts sont significatifs étant donné que de nombreux pays de l'OCDE, du fait du chômage élevé qui y prévaut, sous-utilisent leur main-d'œuvre.
2. L'accroissement de la PTF dans la Fédération de Russie au début des années 2000 peut être partiellement due à la rapide hausse des prix des produits de base. Les déflateurs utilisés ne rendent peut-être pas totalement compte de ces hausses.
3. C'est la valeur réelle des exportations et des importations qui ont été utilisées. Les valeurs nominales correspondantes ont été corrigées de l'inflation à l'aide de déflateurs des prix spécifiques des exportations et des importations en glissement annuel (et non de déflateurs se rapportant à une année de référence).
4. Un pays jouit d'un avantage comparatif révélé (ACR) sur un produit si la part des exportations de ce produit dans les exportations totales du pays est supérieure à la part de ce produit dans les exportations totales mondiales.
5. L'Indonésie n'est pas incluse dans les indicateurs de l'OCDE sur la réglementation des marchés de produits de 2013.

Références

- Alfaro, L. et A. Chari (2009), « India Transformed? Insights from the Firm Level 1988-2005 », *NBER Working Paper*, n° 15448, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Arizala, F., E. Cavallo et A. Galindo (2009), « Financial Development and TFP Growth: Cross-Country and Industry-Level Evidence », Banque interaméricaine de développement, <http://www.iadb.org/res/publications/pubfiles/pubWP-682.pdf>.
- Arnold, J., B. Javorcik, M. Lipscomb et A. Mattoo (2010), « Services Reform and Manufacturing Performance: Evidence from India », *CEPR Discussion Paper*, n° 8011, Centre for Economic Policy Research, Londres.

- ASER Centre (2012), « Annual Status of Education Report 2012 », ASER 2012 (Rural) Findings, www.asercentre.org.
- BaFD, OCDE, PNUD, ECA (2013), *Perspectives économiques en Afrique 2013: Transformation structurelle et ressources naturelles*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2013-fr>.
- Banque mondiale (2013a), *World Development Indicators* (base de données), databank.worldbank.org/.
- Banque mondiale (2013b), *Enterprise Surveys* (base de données), www.enterprisesurveys.org/.
- Banque mondiale-PWC (2013), *Paying taxes 2013, The global picture*, www.doingbusiness.org/reports/%20thematic-reports/paying-taxes/.
- Barnard, G. (2009), « Realising South Africa's Employment Potential », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 62, Éditions OCDE.
- Barro, R. et J.W. Lee (2013), « A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950-2010 », *Journal of Development Economics*, vol. 104, pp. 184-198.
- BERD (2012), *Diversifying Russia: Harnessing regional diversity*, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Londres.
- Berlemann, M. et J.-E. Wesselhoft (2013), « Estimating aggregate capital stocks using the perpetual inventory method – New empirical evidence for 103 countries », www.hsu-hh.de/berlemann/index_VQxdoUqt6VmSoYt6.html.
- Bosworth, B., S.M. Collins et A. Virmani (2007), « Sources of Growth in the Indian Economy », in *India Policy Forum 2006/2007*, vol. 3, Sage Publications, Inde.
- Canuto, O., M. Cavallari et J. Reis (2013), « Brazilian Exports: Climbing Down a Competitiveness Cliff », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 6302, Washington, DC.
- Cao, C., R.P. Suttmeier et D.F. Simon (2006), « China's 15-year science and technology plan », feature article, <http://levin.suny.edu/pdf/physics%20Today-2006.pdf>.
- CESAP-Banque mondiale (2013), ESCAP-World Bank trade cost database, <http://www.unescap.org/tid/artnet/trade-costs.asp>.
- Chen, V., A. Gupta, A. Therrien, G. Levanon et B. van Ark (2010), « Recent Productivity Developments in the World Economy: An Overview from The Conference Board Total Economy Database », dans *International Productivity Monitor*, n° 19, printemps 2010, Centre d'étude des niveaux de vie (CSLS) pour Industrie Canada.
- Competition Commission of South Africa (2008), « Review of Changes in Industrial Structure and Competition », Input Paper for 15 Year Review, Policy & Research Division.
- Crédit Suisse (2013a), « The Brazilian Infrastructure: It's now or never, from an economic growth constraint to a plethora of opportunities », https://doc.research-and-analytics.csfb.com/docView?document_id=x521421&serialid=hiY885dB/aC2ecvuH1fqd2mf5z7Lvtl26SiX%2BIMrn/Q%3D.
- Crédit Suisse (2013b), « India: The Silent Transformation », in *India Market Strategy*.
- De Holanda Barbosa, F. (1999), « Economic Development: The Brazilian Experience », dans A. Hosono et N. Saavedra-Rivano (dir. pub.), *Development Strategies in East Asia and Latin America*, St. Martin's Press, New York.
- Denisova, I. (2012), « Income Distribution and Poverty in Russia », *Documents de travail de l'OCDE: questions sociales, emploi et migrations*, n° 132, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9csf9zcz7c-en>.
- Department of Basic Education and Department of Higher Education and Training (2011), *Integrated Strategic Planning Framework for Teacher Education and Development in South Africa, 2011-2025*, Technical Report, Prétoria, www.education.gov.za/LinkClick.aspx?fileticket=IXfDtQxRz3M%3D&.
- Department of Trade and Industry (2014), « Industrial policy action plan – Economic sectors and employment clusters ».
- Dobbs, R. et al. (2013), « Infrastructure productivity: How to save \$1 trillion a year », McKinsey Global Institute, www.mckinsey.com/insights/engineering_construction/infrastructure%20productivity.
- Entrust Global Partners (2010), « Brazil (Part 1) – Natural Resources and Environmental Sustainability », *Entrust Global Partners*, [blog] 5 mars 2010.
- FMI (2013a), *Perspectives de l'économie mondiale 2013*, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- FMI (2013b), « South Africa: 2013 Article IV Consultation », *IMF Country Report*, n° 13/303, Washington, DC.

- FMI (2012), « India: 2013 Article IV Consultation », *IMF Country Report*, n° 13/37, Washington, DC.
- Hill, S. et T. Chalaux (2011), « Improving Access and Quality in the Indian Education System », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 885, Éditions OCDE, Paris.
- Kathuria, V., R.R. Seethamma Natarajan et K. Sen (2010), « Organised versus Unorganised Manufacturing Performance in the Post-Reform Period » in *Economic & Political Weekly*, Mumbai.
- Klein, N. (2012), « Real Wage, Labor Productivity, and Employment Trends in South Africa: A Closer Look », *IMF Working Paper 12/92*, Washington, DC.
- Koen, V., R. Herd et S. Hill (2013), « China's March to Prosperity: Reforms to Avoid the Middle-income Trap », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1093, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wd3c4219w-en>.
- Lall, S. (2000), « The technological structure and performance of developing country manufactured exports, 1985-1998 », *QEH Working Paper*, n° 44, <http://ideas.repec.org/p/qeh/qehwps/qehwps44.html>.
- Latinobarómetro (2013), *Latinobarómetro* (base de données), www.latinobarometro.org/.
- Lin, J. et Y. Li (2002), « Export and economic growth in China: A demand-oriented analysis », *Working Paper*, n° C2002008, Université de Pékin.
- Magruder, J.R. (2011), « High Unemployment Yet Few Small Firms: The Role of Centralized Bargaining in South Africa », dans *American Economic Journal: Applied Economics*, juillet 2012, vol. 4, n° 3, pp. 138-166 (29), American Economic Association, Nashville, TN.
- Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie (2008), « Concept of Long-term Socio-Economic Development of the Russian Federation for the Period up to the year 2020 », établi par décret du gouvernement de la Fédération de Russie en date du 17 novembre 2008, n° 1662-r.
- Molnar, M., Y. Tateno et A. Supornsinchai (2013), « Capital Flows in Asia-Pacific: Controls, Bonanzas and Sudden Stops », *OECD Development Centre Working Papers*, n° 320, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k40d65jjx23-en>.
- Mourougane, A. (2010), « Phasing out energy subsidies in Indonesia, » *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 808, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5km5xvc9c46k-en>.
- National Sample Survey Organisation (2008a), « Unorganised Manufacturing Sector in India: Employment, Assets and Borrowings », Government of India, Ministry of Statistics and Programme Implementation, NSS 62nd Round (juillet 2005-juin 2006), rapport n° 525 (62/2.2/2).
- National Sample Survey Organisation (2008b), « Unorganised Manufacturing Sector in India: Input, Output and Value Added », Government of India, Ministry of Statistics and Programme Implementation, NSS 62nd Round (juillet 2005-juin 2006), rapport n° 525 (62/2.2/3).
- National Treasury (2012), « Incentivising non-retirement savings », *Technical Discussion Paper D for Public Comment*, Pretoria.
- Nations Unies (2013), *UN Data* (base de données), <http://data.un.org/>.
- OCDE (2014a), *Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE*, <http://stats.oecd.org/>.
- OCDE (2014b), *Base de données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée (TiVA)*, <http://stats.oecd.org/>.
- OCDE (2013a), *Études économiques de l'OCDE: Brésil 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2013-fr.
- OCDE (2013b), *Résultats du PISA 2012: Savoirs et savoir-faire des élèves (Volume I) – Performance des élèves en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264208827-fr>.
- OCDE (2013c), *OECD.Stat* (base de données), <http://stats.oecd.org/>.
- OCDE (2013d), *Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2014: Beyond the Middle-Income Trap*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/saeo-2014-en>.
- OCDE (2013e), *Études économiques de l'OCDE: Afrique du Sud 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-zaf-2013-fr.
- OCDE (2013f), *Examens environnementaux de l'OCDE: Afrique du Sud 2013*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264202900-fr>.
- OCDE (2011a), *Indicateurs de réglementation des marchés de produits* (base de données), www.oecd.org/economie/rmp.

- OCDE (2011b), *OECD Reviews of Innovation Policy: Russian Federation 2011*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264113138-en>.
- OCDE (2011c), *Études économiques de l'OCDE: Inde 2011*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ind-2011-fr.
- OIT (2013), *Indicateurs clés du marché du travail (ICMT)* (base de données), www.ilo.org/empelm/what/WCMS_114240/lang-en/index.htm.
- ONU-DAES (2013), *Perspectives de la population mondiale* (base de données), http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/panel_population.htm.
- Pinheiro, A.C., I.S. Gill, L. Servén et M.R. Thomas (2004), « Brazilian Economic Growth, 1900-2000: Lessons and Policy Implications », dans *Economic and Social Study Series*, Inter-American Development Bank Regional Operations Dept. 1.
- Rasella, D., R. Aquina, C. Santos, R. Paes-Sousa et M.L. Barreto (2013), « Effect of a conditional cash transfer programme on childhood mortality: A nationwide analysis of Brazilian municipalities », *The Lancet*, vol. 382, n° 9886, pp. 57-64.
- Santos, L., R. Raes-Sousa, E. Miazagi, T. Silva et A.M.M. Da Fonseca (2011), « The Brazilian experience with conditional cash transfers: A successful way to reduce inequity and to improve health », Conférence mondiale sur les déterminants sociaux de la santé, www.who.int/sdhconference/resources/draft_background_paper1_brazil.pdf.
- The Conference Board (2014), *The Conference Board Total Economy Database* (base de données), <https://www.conference-board.org/data/economydatabase/>.
- Timmer, M.P. (dir. pub.) (2012), « The World Input-Output Database (WIOD): Contents, Sources and Methods », *WIOD Working Paper*, n° 10, www.wiod.org/publications/papers/wiod10.pdf.
- UN Comtrade (2013), *United Nations Commodity Trade Statistics* (base de données), <http://comtrade.un.org/db/default.aspx>.
- UNESCO (2014), *Institut de statistique de l'UNESCO* (base de données), www.uis.unesco.org/pages/defaultFR.aspx.
- Zhu, A. et D.M. Kotz (2010), « The dependence of China's economic growth on exports and investment », *Working paper UNMASS*, http://people.umass.edu/dmkotz/China_Growth_Model_%2010_09.pdf.

ANNEXE 6.A1

Notes méthodologiques

Méthode d'estimation de la productivité totale des facteurs au niveau sectoriel

La productivité totale des facteurs (TFP) est estimée à partir d'un panel de 42 pays (composé essentiellement de pays membres de l'OCDE et des BRIICS hors Afrique du Sud) pour 14 secteurs manufacturiers et 18 secteurs tertiaires sur la période 1995-2009. Les données proviennent de la base de données mondiale des entrées et sorties (WIOD).

L'estimation est réalisée en utilisant une fonction de production de Cobb-Douglas standard dont les coefficients technologiques sont α pour le capital physique et β pour le travail :

$$Y_{i,c,t} = A_{i,c,t} (K_{i,c,t})^\alpha (L_{i,c,t})^\beta \quad (1)$$

où Y, A, K et L sont respectivement la valeur ajoutée réelle, la productivité totale des facteurs, le stock de capital réel et le nombre de salariés. Les valeurs réelles sont calculées en utilisant des déflateurs des prix propres aux pays et aux secteurs (en prenant pour base l'année 2002). Les données nominales sont converties en USD en appliquant les taux de change moyens annuels provenant de la base de données WIOD.

Comme on ne dispose pas de données directes sur le stock de capital, on le construit à partir de données sur l'investissement selon la méthode de l'inventaire perpétuel. Le capital initial, K_0 , est défini comme suit (Arizala et al., 2009) (les indices des pays et des secteurs n'ont pas été indiqués) :

$$K_0 = \frac{I_0}{g + \delta} \quad (2)$$

où I_0 représente la formation brute de capital fixe réelle pour un secteur donné en 1995, g correspond au taux de croissance moyen de l'investissement entre 1995 et 2002 et δ constitue le taux d'amortissement du capital physique, qui est fixé à 8 %.

Une fois le stock de capital initial, K_0 , déterminé, on peut calculer le stock de capital pour toutes les années ultérieures, comme suit :

$$K_t = (1 - \delta) * K_{t-1} + I_{t-1} \quad (3)$$

La fonction de production log-linéarisée suivante est estimée pour tous les secteurs et pays en même temps (les lettres en minuscules indiquent les valeurs exprimées sous forme logarithmique) :

$$y_{i,c,t} = \alpha l_{i,c,t} + \beta k_{i,c,t} + \rho_c + \mu_i + \sigma_t + \varepsilon_{i,c,t} \quad (4)$$

Les estimations de la TFP log-linéarisée sont définies comme suit :

$$\ln TFP_{i,c,t} = \rho_c + \mu_i + \sigma_t + \varepsilon_{i,c,t} \quad (5)$$

où ρ_c représente le facteur technologique propre au pays, μ_i le facteur technologique propre au secteur, qui est invariant pour tous les pays, σ_t le facteur dépendant du temps, qui est constant d'un pays et d'un secteur à l'autre. $\varepsilon_{i,c,t}$ est le résidu de la régression et varie selon les secteurs, les pays et dans le temps.

ANNEXE 6.A2

Tableaux et graphiques supplémentaires

Indicateurs clés pour les BRIICS

Tableau 6.A2.1. **BRIICS – Indicateurs économiques clés**

	Brésil	Chine	Inde	Indonésie	Fédération de Russie	Afrique du Sud
PIB (en milliards USD courants)						
1990	462	357	327	114	517	112
2012	2 253	8 227	1 859	878	2 015	384
PIB par habitant (USD courants)						
1990	3 087	314	376	641	3 485	3 182
2012	11 340	6 091	1 503	3 557	14 037	7 352
PIB par habitant, PPA (USD internationaux constants de 2011)						
1990	9 997	1 490	1 812	4 297	19 286	9 902
2012	14 301	10 771	5 050	8 856	23 184	11 989
Croissance du PIB réel (TCAC)						
1990-2000	2.54	10.42	5.58	4.22	-3.88	1.82
2000-2012	3.31	10.15	7.21	5.42	4.67	3.44
Ratio capital-travail : économie globale (en % du taux des États-Unis)						
2000	27.1	5.6	6.0	2.8	14.5	NA
2008	29.1	9.5	3.9	3.0	32.3	NA
Ratio capital-travail : industrie manufacturière (en % du taux des États-Unis)						
2000	49.0	4.8	4.8	3.7	31.3	NA
2008	60.7	9.2	9.3	3.1	45.4	NA
Ratio capital-travail : services (en % du taux des États-Unis)						
2000	28.0	9.5	9.2	4.1	10.5	NA
2008	27.6	14.3	4.6	4.1	26.7	NA
Productivité du travail : économie globale (en % du taux des États-Unis)						
2000	12.1	2.4	1.7	3.1	6.1	NA
2008	11.1	5.3	2.4	3.1	9.1	NA
Productivité du travail : industrie manufacturière (en % du taux des États-Unis)						
2000	4.3	5.1	2.1	6.5	6.9	NA
2008	7.4	7.0	2.2	5.2	7.4	NA
Productivité du travail : services (en % du taux des États-Unis)						
2000	7.0	3.5	3.5	3.3	7.3	NA
2008	11.8	7.1	7.1	3.5	11.2	NA
PTF : économie globale (en % du taux des États-Unis)						
2000	19.3	10.5	7.4	10.0	8.4	NA
2008	16.7	18.6	9.0	9.0	11.4	NA
PTF : industrie manufacturière (en % du taux des États-Unis)						
2000	20.1	15.6	6.5	22.2	10.7	NA
2008	13.4	21.5	7.8	19.8	8.8	NA
PTF : services (en % du taux des États-Unis)						
2000	20.3	10.4	8.9	6.3	8.1	NA
2008	18.2	20.1	10.8	6.3	11.9	NA

Sources : Banque mondiale (2014), *Indicateurs du développement mondial* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>, Timmer, M.P. (éd.) (2012), « The World Input-Output Database (WIOD): Contents, Sources and Methodes », WIOD Working Paper n° 10, www.wiod.org/publications/papers/wiod10.pdf.

Tableau 6.A2.2. **BRIICS – Indicateurs sociaux clés**

	Brésil	Chine	Inde	Indonésie	Fédération de Russie	Afrique du Sud
Population (en millions)						
1990	149.6	1 135.2	868.9	178.6	148.3	35.2
2012	198.7	1 350.7	1 236.7	246.9	143.5	52.3
Taux de croissance démographique (%)						
1990-2000	16.6	11.2	20.0	17.0	-1.3	25.0
2000-2012	13.8	7.0	18.7	18.2	-1.9	18.8
Taux de croissance de la population active (%)						
1990-2000	33.9	14.4	22.5	31.3	-5.4	45.7
2000-2012	25.0	8.7	19.5	21.2	6.1	13.9
Espérance de vie à la naissance (en années)						
1990	66.5	69.5	58.5	63.4	68.9	62.1
2012	73.6	75.2	66.2	70.6	70.5	56.1
Proportion de la population vivant avec moins de 1.25 USD par jour (PPA) (% de la population)						
1990	17.2	60.2	49.4 (1994)	54.3	1.5 (1993)	24.3 (1993)
2009	6.1	11.8	32.7 (2010)	16.2 (2011)	0.0	13.8
Proportion de la population vivant avec moins de 2 USD par jour (PPA) (% de la population)						
1990	30.0	84.6	81.7 (1994)	84.6	8.3 (1993)	41.1 (1993)
2009	10.8	27.2	68.8 (2010)	43.3 (2011)	0.1	31.3
Coefficient de Gini						
1990	61.0	32.4	30.8 (1994)	29.2	48.4 (1993)	59.3 (1993)
2009	54.7	42.1	33.9 (2010)	38.1 (2011)	40.1	63.1
Taux de scolarisation, enseignement supérieur (% brut)						
1990	10.8	3.1	5.9	8.5	54.7	12.0
2012	11.8 (1996)	26.7	24.8	31.5	76.1	15.0 (1994)

Sources : Banque mondiale (2014), *Indicateurs du développement mondial* (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>, UNESCO (2014), *Institut de statistique de l'UNESCO* (base de données), <http://data.uis.unesco.org/>.

Tableau 6.A2.3. **BRIICS – Indicateurs environnementaux clés**

	Brésil	Chine	Inde	Indonésie	Fédération de Russie	Afrique du Sud
Rente des ressources naturelles – total (% du PIB)						
1990	3.4	9.3	5.1	13.5	19.4	4.3
2000	3.9	3.2	3.6	14.6	44.5	1.6
2012	6.3	5.8	5.6	7.1	18.7	7.9
Terres cultivables (hectares par personne)						
1990	0.34	0.11	0.19	0.11	0.89*	0.36
2011	0.37	0.08	0.13	0.10	0.85	0.23
Ressources renouvelables d'eau douce intérieures par habitant (mètres cubes)						
1992	35 046	2 415	1 600	10 918	29 007	1 221
2011	27 512	2 093	1 184	8 281	30 169	869
Utilisation d'énergie pour 1 000 USD de PIB (en kg d'équivalent pétrole, PPA constants de 2011)						
1990	93.7	514.8	201.1	128.5	307.4	261.0
2000	97.5	254.7	168.7	133.4	321.7	261.7
2011	95.9	202.1	125.7	101.6	227.2	231.3
Dépendance énergétique (importations nettes d'énergie en % de l'utilisation d'énergie)**						
1990	25.7	-1.2	7.9	-70.9	-47.1	-25.9
2000	21.2	2.7	19.9	-52.9	-57.9	-33.3
2011	7.7	10.8	27.8	-88.8	-79.9	-15.0
Émissions de CO₂ (kt)						
1990	208 887	2 460 744	690 577	149 566	2 139 720*	333 514
2000	327 984	3 405 180	1 186 663	263 419	1 558 112	368 611
2010	419 754	8 286 892	2 008 823	433 989	1 740 776	460 124
Émissions de CO₂ (kg par USD constant de 2011 de PIB)						
1990	0.14	1.46	0.44	0.19	0.92*	0.96
2000	0.17	0.75	0.44	0.23	0.81	0.88
2010	0.15	0.67	0.36	0.22	0.56	0.78

Notes : * Chiffre de 1992 ; ** Une valeur négative indique que le pays est exportateur net.

Source : Banque mondiale (2014), Indicateurs du développement mondial (base de données), <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

Illustrations supplémentaires de la structure des exportations des BRIICS

Graphique 6.A2.1. **La Chine a exporté plus de biens d'équipement en termes relatifs que le reste des BRIICS**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201464>

Graphique 6.A2.2. **Seule la Chine s'est diversifiée dans des produits de plus haute technologie**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201476>

Graphique 6.A2.3. **L'Inde et la Chine affichent la plus faible teneur en valeur ajoutée locale des exportations**

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933201487>



Extrait de :

Perspectives on Global Development 2014 Boosting Productivity to Meet the Middle-Income Challenge

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Les enjeux du développement pour les BRIICS », dans *Perspectives on Global Development 2014 : Boosting Productivity to Meet the Middle-Income Challenge*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2014-10-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.